
EL (16)
UNITÉ PROLÉTARIENNE
Revue théorique et politique
de l'Organisation marxiste-léniniste
du Canada EN LUTTE!
No 22 (vol. 4, no 4) octobre-novembre-décembre 1980
Analyse des résultats du référendum (p. 15)
Pologne
La faillite du régime

Note de la rédaction

L'inflation... frappe aussi la revue

Nous l'avons écrit en long et en large depuis 4 ans, vous avez même pu le lire en première page de notre dernier numéro. Notre pays est en crise, le monde aussi. Et bien, cela frappe aussi la revue. Il aura donc fallu se résoudre à augmenter le prix de vente d'UNITÉ PROLÉTARIENNE de $1.50 à $2.00. Certains trouveront peut-être cela un peu cher, mais il faut en comprendre les raisons.

Depuis notre premier numéro, en septembre 76, le prix de la revue est demeuré le même. Or, chacun est à même de se rendre compte que depuis 4 ans, les prix dans le domaine des publications, comme dans les autres d'ailleurs, ont augmenté énormément. En fait, c'est presque de 40% que nos coûts de production ont augmenté durant cette période. Nous sommes donc obligés de faire correspondre notre prix à cette situation, tout en le maintenant largement en deçà du prix courant de ce type de revue.

Ceci dit, il faut savoir que, même à $2.00, UNITÉ PROLÉTARIENNE rentre à peine dans ses coûts de production. Car, pour publier une revue, il ne s'agit pas seulement de l'écrire, il faut encore la composer, la corriger, la monter, développer des photos, faire des négatifs et des plaques, l'imprimer, l'assembler, la couper et finalement l'expédier dans les 4 coins du pays. Tout cela demande du temps, des énergies, mais aussi de l'argent.

Or, la solution à long terme ne réside certainement pas dans l'augmentation du prix de la revue. La solution, elle réside dans l'élargissement de sa distribution et donc dans l'augmentation du tirage. On peut de cette façon atteindre les mêmes objectifs.

C'est donc pour des raisons politiques bien sûr, mais aussi pour des raisons financières, que nous avons entrepris de distribuer plus largement la revue, de multiplier les abonnements et les points de vente. Et cela, vous pouvez nous aider à le faire en distribuant la revue à vos connaissances, en trouvant de nouveaux abonnés (y inclus vous-mêmes), en suggérant au tabagiste ou à la librairie du coin de la prendre en dépôt.

C'est par des moyens comme ceux-là aussi qu'on peut combattre la crise!

150 nouveaux points de vente

Dans l'optique justement de hausser la distribution d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, la revue sera maintenant distribuée, au Canada anglais uniquement, par Canadian Periodical Publisher's Association (CPPA). Cette agence de distribution qui diffuse plusieurs revues qui n'ont pas accès aux grands monopoles de la distribution, nous permet de rejoindre 150 nouveaux points de vente. Cependant, la revue continue de déservir ses propres points de vente au Canada anglais, comme au Québec, en dehors de ceux couverts par CPPA.

Une nouvelle chronique

Avec le présent numéro, nous ouvrons une nouvelle chronique intitulée Documents pour la critique du révisionnisme. Nous y publierons dans les mois à venir des analyses qui sans pour autant représenter le point de vue définitif d'EN LUTTE!, permettront d'approfondir la critique du révisionnisme.

Cette chronique est aussi ouverte à vos contributions et au débat. N'hésitez donc pas à nous faire parvenir vos suggestions, articles, commentaires, etc. Vous contribuerez ainsi à répondre aux questions que bien des travailleurs et des progressistes se posent depuis longtemps sur les revers qu'a connu la lutte pour le socialisme. (suite p.3)

Disponible bientôt le 2e numéro de



TARIF
ABONNEMENT (4 numéros)
régulier-surface .... CAN $9.00 (US$9.00; FF36.00)
1ère classe-avion .... CAN$11.00 (US$10.00; FF43.00)
LE NUMÉRO .... CAN$2.50 (US$2.50; FF10.00)

Envoyez votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de DISTRIBUTION PREMIER MAI à l'adresse suivante: Distribution Premier Mai, 1407 rue d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K 3B1.

Forum international est une revue publiée par l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE! à l'intention du mouvement communiste international. L'objectif de cette publication est de fournir une tribune permettant aux diverses forces communistes dans le monde de faire connaître leur point de vue sur les questions principales de théorie et de ligne politique. Dans cette période de morcellement du mouvement communiste international, le débat large et ouvert est en effet une condition essentielle pour vaincre les déviations révisionnistes et rebâtir l'unité sur la base d'un même programme.

Le prochain numéro de **Forum international**, disponible à la fin d'octobre, sera centré sur la question des luttes de libération nationale dans les pays coloniaux et néo-coloniaux. Divers documents, en provenance d'Azanie, du Salvador, du Venezuela, etc., fourniront au lecteur des données et des points de vue tant sur l'analyse concrète que sur la voie de la révolution dans ces pays.

On pourra aussi lire dans le prochain numéro de Forum des articles polémiques sur la lutte contre le révisionnisme et l'unité du mouvement communiste international. Enfin, on y trouvera des correspondances et des informations sur les activités des forces marxistes-léninistes dans le monde.

UNITÉ PROLÉTARIENNE No 21 (vol. 4, no 4) octobre — novembre — décembre 1980

Sommaire



Pologne: les travailleurs à la conquête de leurs droits. La gravité, le sérieux qu'on a pu lire dans le regard des ouvriers polonais et qui a fait la première page de tous les journaux du monde, exprime les conditions difficiles dans lesquelles leur lutte se mène. A la base de celle-ci, il n'y a pas que la crise économique qui sévit en Pologne, il y a aussi la recherche d'une solution pour en finir avec l'exploitation. Page 7

Le référendum au Québec: la limite du projet nationaliste. A quoi faut-il attribuer la victoire du "NON" au référendum? Faut-il considérer que les "forces vives de la nation ont voté pour le "OUI"? Faut-il s'en prendre à la stratégie étapiste du PQ? C'est à ces questions que répond notre article en faisant une analyse minutieuse des résultats du référendum et en les comparant aux résultats des élections précédentes. Page 13





L'aristocratie ouvrière aujourd'hui au Canada. Qu'il s'agisse d'une lutte économique ou politique, on voit toujours se dessiner dans le mouvement ouvrier deux attitudes opposées, celle de la lutte résolue pour la défense des intérêts des travailleurs et celle des compromis de toutes sortes avec le capital. Ces deux attitudes ont des bases objectives dans le mouvement ouvrier qu'il importe de comprendre. Page 20

Des troupes de théâtre progressiste nous parlent de leur travail. En juin dernier, la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE réunissait autour d'une même table des représentants de plusieurs troupes de théâtre progressistes au Québec. Ils nous livrent leurs réflexions sur la nature de leur travail, son contenu, sa forme et ses perspectives. Page 40



La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique et politique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!. Elle est publiée au Canada à chaque trimestre en anglais et en français. Adressez vos lettres, articles, suggestions, commentaires à: UNITÉ PROLÉTARIENNE, A/S Presses de l'Unité, C.P. 116, Succ. Delorimier, Montréal, Québec, Canada, H2N 2N6. Pour contacter directement la revue, téléphoner à (514) 526-9870.
Editeur: Presses de l'Unité Inc., C.P. 116, Succ. Delorimier, Montréal, Québec Canada, H2N 2N6
Photocomposition, mise en page, impression: Les Presses Solidaires Inc., 2381 Jeanne-d'Arc, Montréal, Québec, Canada. (514) 253-8331

Distributeur, Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K 3B1. (514) 526-7319
Membre de la Canadian Periodical Publishers' Association, 54 Wolseley Street, Toronto, Ontario, Canada

Sur notre page couverture: Les travailleurs du chantier naval de Gdansk en Pologne écoutent le discours radiodiffusé du président Gierek.
A l'endos du couvert: Affiche de la résistance au Salvador publiée par l'Association générale des étudiants universitaires du Salvador et la Fédération des centres étudiants de l'Institut universitaire pédagogique de Caracas.

Editorial

Le rôle de Cuba en Amérique latine

Après l'Iran et le Zimbabwe, c'est l'Amérique latine qui est aujourd'hui sur la ligne de feu. La victoire du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a déclenché une véritable flambée de révoltes, particulièrement en Amérique centrale. La Conférence de solidarité avec le Salvador qui s'est tenue les 4-5-6-7 juillet 1980 à Caracas au Vénézuela est bel et bien le reflet de la solidarité internationaliste qui se développe dans cette région du monde. A cette conférence, des organisations diverses venues du Vénézuela, du Salvador, de l'Equateur, du Panama, du Costa-Rica, de Colombie, de Belgique et du Canada, dont des organisations marxistes-léninistes, incluant EN LUTTE!, sont venues exprimer leur soutien à la lutte du peuple salvadorien et lui prêter toute l'aide dont elle aura besoin. Les débats et les prises de positions lors de cette conférence ont néanmoins permis de soulever un débat important sur la nécessité de s'opposer ou non à toutes les formes d'impérialisme, c'est-à-dire aussi aux manoeuvres de l'URSS dans la région.

Or, parler du rôle de l'URSS dans cette région, c'est nécessairement poser la question de Cuba et de son influence dans le mouvement révolutionnaire latino-américain. Ce n'est pas tant l'URSS qui intervient directement dans cette région que son allié cubain qui, sur toutes les questions importantes, se fait un défenseur de choix des positions soviétiques, de la détente à l'invasion de l'Afghanistan, en passant par l'intervention armée contre la lutte de libération du peuple érythréen. Tout cela pose aujourd'hui, et depuis pas mal d'années, des questions sérieuses à la révolution des peuples latino-américains.

* * *

Depuis que Fidel Castro est devenu l'an dernier président du mouvement des non-alignés, l'influence de Cuba ne cesse de se développer. Dans les dernières années, le gouvernement cubain a noué des liens étroits non seulement, avec le gouvernement nicaraguayen, mais aussi avec plusieurs régimes en place comme à Grenade et en Jamaïque, dont certains se revendiquent maintenant de la révolution cubaine.

Les centaines de personnes qui, le 26 juillet dernier sont venues acclamer Fidel Castro à Managua lors des festivités entourant le premier anniversaire de la révolution nicaraguayenne, témoignent de l'influence réelle de Cuba au sein des masses populaires de ces pays. On retrouve également cette influence au sein du mouvement révolutionnaire. De nombreuses organisations engagées dans la lutte contre l'impérialisme et qui y jouent parfois un rôle dirigeant reconnaissent Cuba comme un pays socialiste et l'existence d'un camp socialiste comprenant l'URSS. C'est le cas des Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Marti au Salvador dont nous publions la position dans le présents numéro, mais aussi du Front sandiniste au Nicaragua et du Working People Alliance (WPA) en Guyanne. Il importe donc avant de porter un jugement sur cette question de comprendre les raisons qui motivent cette influence qui date déjà de 20 ans.

* * *

De 1953 à 1958, le peuple cubain engage une lutte anti-impérialiste véritable qui mènera à l'indépendance de l'île et au triomphe du Mouvement du 26 juillet dirigé par Fidel Castro. Cuba devient alors le premier territoire libre en Amérique des griffes de l'impérialisme américain. C'est là un fait historique dont les masses se souviennent partout au sud du Rio Grande.

Ce dont on se souvient moins par contre, c'est que cette lutte, les révolutionnaires cubains l'ont remportée en s'opposant au sabotage du mouvement de lutte armée et à la collaboration avec Batista du Parti socialiste populaire (le parti communiste à cette époque à Cuba). Ce n'est que beaucoup plus tard que sera fondé le Parti communiste cubain à partir de ces deux organisations qui s'étaient jusque là opposées sur de nombreuses questions. Toujours est-il que l'indépendance de Cuba a permis une amélioration des conditions de vie des masses sans équivalent en Amérique latine. Seulement en ce qui concerne les conditions de santé, Cuba se place au premier rang de tous les pays au sud des Etats-Unis. Et, même si Cuba est demeurée entièrement dépendante de ses exportations de canne à sucre vers l'URSS, même si son économie demeure fondée sur une monoculture, même si des pénuries de denrées alimentaires s'y manifestent et si sa croissance économique est au ralenti aujourd'hui, le fossé reste énorme si on le compare à la misère effarante des autres pays. C'est là très certainement le résultat de la lutte révolutionnaire menée dans les années 50 par le peuple cubain.

On comprend donc pourquoi la révolution cubaine a représenté une telle inspiration pour les mouvements révolutionnaires latino-américains depuis 20 ans. D'autant plus que l'expérience cubaine rompait radicalement avec le pacifisme et la collaboration prônée par tous les partis communistes révisionnistes et démontrait la nécessité de la lutte armée.

C'est dans les années 60 que la domination soviétique s'imposera définitivement sur Cuba. Par exemple, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres pays sous-développés, Cuba devra utiliser presque 100% des crédits que lui accorde l'URSS pour acheter des produits soviétiques. Malgré cela, et tout en épousant de plus en plus les thèses soviétiques, Cuba a continué à fournir une aide importante aux pays et

aux mouvements révolutionnaires latino-américains. Toute la subtilité de la politique cubaine réside justement dans sa capacité de soucrire aux thèses soviétiques sur la coexistence pacifique tout en continuant à promouvoir la guérilla. Ainsi, le Parti communiste cubain (fondé en 1965 seulement) était-il en mesure il y a un an de vanter les actions du Parti communiste du Salvador (PCS) et les Forces populaires de libération Farabundo Marti alors que le PCS reconnaissait et participait à la junte militaire. En Guyane, il entretient des liens officiels avec un régime mis en place par la CIA, celui de Forbes Burnham. De l'autre main il reconnait aussi le WPA qui mène la lutte contre ce même régime. Suite à l'assassinat de Walter Rodney, un des leaders du WPA, Cuba a dénoncé l'assassinat sans condamner le coupable. Cuba a aussi condamné le coup d'Etat militaire en Bolivie en évitant de parler des implications du régime militaire argentin dans toute cette affaire. La raison, c'est évidemment l'importance des liens économiques de ce pays avec l'URSS, au point que l'URSS a prêté main forte au général Vileda pour empêcher que le débat ne se mène à l'ONU sur les tortures et les violations des droits de l'homme en Argentine.

Au moment où les objectifs soviétiques consistent surtout à s'assurer une pénétration dans ce bastion de l'impérialisme américain que constitue l'Amérique latine, le rôle de Cuba est donc central. Il consiste à favoriser la conciliation entre les forces révolutionnaires et les partis révisionnistes prosoviétiques. Il permet à l'URSS de tenter d'assurer sa présence à l'intérieur même des mouvements révolutionnaires sans qu'elle-même ou Cuba n'aient à intervenir militairement. Si Cuba, en effet se permettait d'intervenir militairement en Amérique latine comme elle le fait en Ethiopie pour soutenir un régime féodal qui nie le droit à l'autodétermination de l'Erythrée, elle serait rapidement démasquée.

* * *

Voilà donc le danger que représente aujourd'hui l'influence de Cuba en Amérique latine. C'est le danger que la révolution victorieuse dans ces pays ne retombe dans les bras d'un autre impérialisme comme cela s'est passé entre autres en Angola et à Cuba. Or, ce danger est d'autant plus grand que l'analyse de la révolution cubaine n'a pas été menée à terme au sein de nombreuses forces révolutionnaires latino-américaines. C'est là un exemple frappant de la nécessité pratique et immédiate pour le triomphe de la révolution dans ces pays d'approfondir la critique du révisionnisme.

Avec la polémique contre le révisionnisme krouchtchévien, plusieurs organisations marxistes-léninistes ont pris position non seulement du côté des partis communistes chinois et albanais, mais ont aussi amorcé la critique des conceptions erronées qui avaient animé les mouvements de guérilla sous l'influence de Cuba. Ce fut le cas en Colombie, en Equateur, en République dominicaine, au Brésil, au Venezuela, au Chili. Mais il arrive que plusieurs mouvements de lutte armée et des organisations se réclamant du marxisme-léninisme sont demeurés à l'extérieur de cette critique. Etant amenés eux aussi à critiquer les conceptions "foquistes" qui présentent l'action révolutionnaire comme celle de petits groupes d'hommes armés coupés des larges masses, ils n'ont pas pour autant rompu avec Cuba. C'est le cas de l'Armée de libération nationale (ELN) en Colombie dans les années 60. Ces débats se sont aussi menés au sein du FSLN au Nicaragua. Les FPL au Salvador ont de leur côté rompu radicalement avec le PCS alors que ce dernier a soutenu en 1969 la guerre entre le Salvador et le Honduras. Ces démarcations ont constitué des pas en avant dans la formulation du programme révolutionnaire de ces pays.

Il serait cependant erronné de se cacher que la reconnaissance de Cuba comme pays socialiste illustre bien que cette démarcation reste à approfondir. Tant que cette démarcation ne sera pas approfondie, le danger de compromis important sur le programme révolutionnaire à suivre pour que les peuples latino-américains se sortent des griffes de l'impérialisme restera présent. La Conférence de solidarité avec le Salvador aura permis dans une certaine mesure d'amorcer cette démarcation.

Voilà donc un aspect de la situation complexe qui caractérise le mouvement révolutionnaire en Amérique latine et qu'a illustré la Conférence de Caracas. Il est d'autant plus important de s'en préoccuper qu'elle concerne des forces révolutionnaires actives qui jouent souvent un rôle dirigeant dans certains des coins les plus chauds du globe, dans des pays où les masses ont engagé le combat contre la dictature et l'impérialisme. C'est donc une situation qui risque d'avoir des répercussions en Amérique latine, mais aussi sur l'avancement de la révolution prolétarienne à l'échelle du monde.

Note de la rédaction

Suspension de la chronique Commentaires au programme

Dans le numéro 20 de la revue, nous amorcions, sous la rubrique **Commentaires au programme**, une série d'articles issus du travail de rédaction des commentaires au programme adoptés au troisième congrès d'EN LUTTE!.Mais, devant l'ampleur des énergies que notre Organisation doit consacrer à l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier et communiste, avec pour objectif de saisir les sources de la trahison révisionniste, le Comité central d'EN LUTTE! a décidé de suspendre la rédaction des commentaires et, conséquemment, de la chronique qui y était consacrée. En revanche, nous ouvrons avec ce numéro, une nouvelle chronique sous la rubrique **Documents pour la critique du révisionnisme.**

L'analyse du vote référendaire

L'analyse que nous (EN LUTTE!— NDLR) présentons comporte deux erreurs importantes au niveau du sens à donner au vote de la classe ouvrière. Premièrement, nous minimisons le pourcentage de oui dans la classe ouvrière et deuxièmement nous sous-estimons l'emprise du nationalisme dans la classe ouvrière.

Voici les trois éléments essentiels de ce qu'EN LUTTE! affirme pour comprendre cette erreur:

1 — Les travailleurs ne se seraient pas laissés tromper par le PQ. La preuve de ceci serait les résultats lors des dernières élections partielles et le vote partagé dans les bastions du PQ;

2 — Les travailleurs ont su distinguer le caractère tout aussi réactionnaire du PQ pendant les trois années qu'il a exercé le pouvoir: les reculs importants dans ses bastions tant aux partielles qu'au référendum le prouvent;

3 — Le projet de souveraineté politique du Québec ne changera pas les conditions d'exploitation des travailleurs et de toute façon il n'a jamais eu de base profonde dans la classe ouvrière.

Les travailleurs ne se seraient pas laissés tromper par le PQ et les trois années où il a dirigé la province auraient démontré assez clairement son caractère anti-ouvrier. Les résultats du référendum prouvent cependant le contraire. Par exemple, dans les comtés ouvriers du Saguenay-Lac St-Jean, de la Côte-Nord et de la Baie James, le oui l'a emporté haut la main. Dans les comtés de Montréal, même si le non l'a emporté, cela reste minime, entre 5 à 10 points de plus.

D'un autre coté, mettre sur le même pied les résultats des élections partielles et ceux du référendum en dehors de l'analyse concrète qui prévalait dans ces deux situations est erroné. Le contexte dans lequel se sont déroulées les élections partielles est très différent de celui du référendum. Le PQ était en pleine négociation avec les travailleurs du secteur public. Il s'apprêtait a passer sa loi 17 sur la santé-sécurité au travail; toutes les forces d'opposition, y compris nous-mêmes, ont mené campagne principalement contre les politiques du PQ.

A cela s'ajoute le caractère différent du référendum par rapport aux élections partielles. Chacun sait que la campagne référendaire se menait principalement au niveau des sentiments d'une part, et d'autre part, dans le domaine des idées. Alors que les élections partielles au Québec étaient basées sur les faits et les actions du PQ.

Si les travailleurs ont su distinguer le caractère tout aussi réactionnaire du PQ pendant les trois années qu'il a exercé le pouvoir (...), il est pour le moins étonnant de voir que les travailleurs ont su distinguer le caractère tout aussi réactionnaire du PQ en même temps qu'ils votent pour les forces du chauvinisme.

De plus, les travailleurs et les forces progressistes en général ont embarqué dans le jeu du PQ consistant à faire une nette démarcation entre les années où il a exercé le pouvoir et le référendum. Par exemple, nombreux étaient les travailleurs du public ayant dit oui malgré le contrat pourri signé à l'automne.

Le projet de souveraineté politique du Québec n'a jamais eu de base profonde dans la classe ouvrière. Je trouve particulièrement significatif qu'on utilise un tel argument pour prouver que la classe ouvrière tient pour peu dans le camp du oui.

Le nationalisme au Québec a toujours existé dans la classe ouvrière depuis que la nation québécoise subit une oppression. La lutte contre l'oppression nationale au Québec a aussi été toujours dirigée par la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie. Cependant, ce n'est pas parce que cette lutte a toujours été dirigé par des classes autres que la classe ouvrière que celle-ci n'a pas été entraînée et a même appuyé le nationalisme.

Ensuite, si on se réfère aux congrès syndicaux avant le référendum, tous ces congrès ont opté en faveur du oui: la CSN, la FTQ, le SCFP.

Finalement, les résultats mêmes du référendum prouvent qu'une partie importante de la classe ouvrière a opté pour le oui, et ces ouvrier, on les retrouve pour la plupart chez les forces organisées. L'analyse que nous présentons sous-estime l'emprise du nationalisme dans la classe ouvrière. Voici trois éléments essentiels pour comprendre cette deuxième erreur. Nous affirmons que:

1 — le projet de souveraineté politique n'a pas dans la bourgeoisie québécoise une base sociale suffisante qui permette sa réalisation dans un avenir rapproché;

2 — le projet de souveraineté politique du Québec n'a jamais eu une base profonde dans la classe ouvrière;

3 — le projet de souvairenté politique du Québec reçoit ses appuis chez les couches intellectuelles, les petits entrepreneurs et les professionnels.

A l'heure actuelle, il est vrai pour la bourgeoisie québécoise qu'un projet de souveraineté politique lui semble incertain. Elle trouve probablement encore aujourd'hui plus d'avantages à être liée au reste de la bourgeoisie canadienne. Or, nous avons dit et répété plusieurs fois que le Parti Québécois était un parti bourgeois. Cela est vrai pas uniquement du point de vue qu'il défend et répand dans les masses, mais aussi parce que ce parti est bien enraciné et fermement appuyé par une fraction de la bourgeoisie au Québec. L'industrie du commerce et du textile au Québec, les entreprises d'Etat, et certaines institutions financières appuient et ont appuyé lors du référendum le camp du oui.

Je trouve que l'affirmation que nous faisons sur l'appui que la bourgeoisie québécoise a pu donner au camp du oui est dangereuse, en ce qu'elle prête à l'interprétation. Elle laisse penser que le PQ serait le représentant de la petite bourgeoisie. Cette affirmation est couramment charriée par les trotskystes; "il faut appuyer de façon critique le PQ car il n'est pas un véritable parti bourgeois". Voilà le genre d'arguments que nous servent les trotskystes en général.

Le projet de souveraineté politique

du Québec n'aurait jamais eu une base profonde dans la classe ouvrière? Comme je l'ai dit auparavant, le nationalisme a été continuellement présent au Québec depuis que cette nation subit une oppression. La barrière la plus difficile à surmonter afin d'unir la classe ouvrière au Canada, n'est-ce pas justement le nationalisme?

Il faut se poser une question avec une telle affirmation. Si le projet de souveraineté politique au Québec n'a jamais eu de base profonde dans la classe ouvrière, comment le nationalisme au Québec se manifeste-t-il dans la classe ouvrière?

Ce sont les intellectuels, les petis entrepreneurs et les professionnels qui ont massivement appuyé le oui. Ces couches représentent la petite bourgeoisie. Or, ces couches forment pour à peu près 20 à 30% de la population. Le vote en faveur du oui est de 48% et ce n'est pas l'ensemble de cette classe qui a dit oui. Par exemple 75% du corps médical a voté pour le non.

Il est vrai que le PQ reçoit un fort appui chez ces couches. Cependant, il ne faut pas réduire le vote en faveur du oui uniquement à cette couche de la population. Donc, il ne faut pas minimiser le pourcentage de oui dans la classe ouvrière. Le oui a reçu des appuis, ormis ces couches, chez les travailleurs organisés, la jeunesse et les forces progressistes en général.

Le nationalisme est donc présent dans la classe ouvrière et il se manifeste aussi par un projet de souveraineté politique au Québec (...)

Un militant d'EN LUTTE!

NDLR: le lecteur pourra consulter à ce propos l'article du présent numéro qui porte sur une analyse détaillée des résultats du référendum québécois.

Les gais, de qui s'agit-il?

(...) Depuis la fin des années 60, le nombre de gais et de lesbiennes semble s'accroître à un taux alarmant. Ils semblent être partout! Et certains vont prétendre que ça résulte de la dégénérescence du capitalisme. Mais mon point de vue est que ce n'est pas le pourcentage d'homosexuels qui a augmenté, mais bien le pourcentage de ceux qui se disent tels de façon ouverte.

Essayer de déterminer la population exacte de gais est impossible puisque plusieurs ne sortent pas de leur anonymat. Selon une étude (Kinsey en 1948), 10% de la population mâle sont des homosexuels pratiquants, contre 6% pour les femmes. Selon moi, ces deux chiffres sont très bas. (Par exemple, à mon travail, durant les cinq dernières années, il y a eu de façon régulière 20% des travailleuses qui avaient été lesbiennes). Mais même en considérant ce chiffre de 10%, cela représente 2,5 millions de gais et de lesbiennes au Canada. Mais de ces 2,5 millions, moins de 10% s'affichent comme tels ouvertement, soit en fréquentant les bars gais ou en le disant publiquement dans leur famille, parmi les amis, à leur lieu de travail, etc.

L'homosexualité n'est pas le résultat des relations sociales d'une société de classe. Et elle demeurera toujours minoritaire dans une population donnée. Si je dis qu'il y a davantage de gens qui affichent ouvertement leur homosexualité , c'est que je pense qu'il y a deux facteurs clés qui sont en jeu: le niveau relatif de l'acceptation de l'homosexualité par la société et le niveau de résistance des homosexuels à leur oppression. Durant les 20 dernières années, le mouvement des femmes et des attitudes plus libérales en ce qui concerne la sexualité et les relations en général ont eu un impact important sur la population gaie et lesbienne. Evidemment, il y a eu aussi d'autres mouvements qui se sont développés dans la même période; pensons aux mouvements pour les droits civils et contre la guerre aux Etats-Unis. Bien que ces mouvements ne menaçaient pas directement l'existence de la bourgeoisie, dans certains cas (par exemple le mouvement contre la guerre) ils s'opposaient carrément à la bourgeoisie. De nombreuses idées et valeurs dominantes étaient remises en question, mais souvent les solutions avancées étaient bourgeoises.

C'est dans ce contexte du développement de divers "mouvements" que les communautés gaies et lesbiennes ont reçu une impulsion qui a redonné un second souffle à leur propre mouvement. A New York, en juin 1969, la police perquisitionne un bar gai très fréquenté, le Stonewall Inn. En réponse, des centaines de gais érigent des barricades dans les rues et se battent contre la police quatre nuits durant. Peu après l'incident de Stonewall, des centaines de groupes de libération gais se forment à travers les Etats-Unis. Au Canada par ailleurs, le mouvement de libération gai est plus lent à démarrer car ce n'est qu'en 1974 qu'une coalition nationale d'organisations gaies se forme.

Tout en analysant les manifestations du système capitaliste en décadence, nous devons garder un point de vue reflétant le matérialisme dialectique.

On dit souvent que des femmes deviennent lesbiennes à cause de relations oppressives avec des hommes. A partir de ma propre expérience et de celles des lesbiennes que je connais, je ne peux souscrire à une telle idée, car elle sous-entend que toutes les femmes cherchent "naturellement" à avoir des relations sexuelles avec les hommes. C'est faux. Beaucoup de lesbiennes que je connais n'ont jamais eu de relations avec des hommes, et même je suis sûre qu'elles n'y ont jamais pensé. Pour plusieurs, leur préférence sexuelle se révèle dès l'adolescence. Pour d'autres, y compris moi-même, les relations avec des hommes sont davantage le fruit d'idées reçues, sous une forme ou une autre, de ce que tu es supposé faire. C'est la raison pour laquelle tu le fais. Mais il vient un temps (et selon les individus, différents facteurs peuvent mener à cela) où tu ne peux plus continuer ainsi. Et je dois ajouter que l'aspect sexuel n'est qu'un des facteurs qui jouent pour te rendre compte que dans tes relations avec les hommes, il y a quelque chose qui tourne de travers. Et ça vaudrait la peine de se demander pourquoi certaines femmes qui souffrent réellement de l'oppression des hommes, les femmes battues par exemple, ne voient pas le lesbianisme comme une solution. Et cela se passe chez des femmes qui se rendent compte de l'oppression des femmes dans la société.

Finalement, si on dit que le lesbianisme est le résultat de l'oppression des femmes, on avancera que sous le socialisme les conditions pour résoudre le problème du lesbianisme seront mises en place. Mais, autant moi-même que d'autres savons pertinemment que même si les relations homme-femme ne faisaient preuve d'aucune oppression et que si les femmes étaient égales aux hommes, on ne pourrait changer la réalité et qu'il y aura toujours des femmes qui seront attirées par des femmes, qui seront satisfaites dans leurs relations, sexuellement, émotionnellement, etc. avec d'autres femmes, et non avec des hommes. Et ceci s'applique également aux gais (...)

Une lectrice

Sur les salaires en Albanie

Dans le journal et dans le dernier numéro d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE,** on avance comme argumentpour démontrer l'abolition des frontières entre cadres et ouvriers l'abaissement de la différence dans la rémunération. Le rapport s'établit à 2 pour 1 en faveur des cadres bien sûr (en Albanie — NDLR).

Je ne crois pas qu'il soit sérieux de citer ce rapport comme argument. La vraie différence de rémunération doit tenir compte des privilèges qu'ont les uns par rapport aux autres. On sait par exemple qu'au Vietnam le rapport officiel est de 3 pour 1, alors qu'officieusement ça pète le 13 pour 1.

Même si le régime en Albanie attire beaucoup plus la confiance que celui du Vietnam, il reste néanmoins que le chiffre qu'on cite n'est pas, à mon avis, significatif du progrès du socialisme. On n'a rien à gagner à prouver le progrès du socialisme dans un pays en argumentant de façon douteuse. Il y a suffisamment de confusion comme ça, soyons rigoureux lorsqu'on affirme des choses.

Mon but n'est pas de traîner l'Albanie dans la boue mais d'éviter qu'on la glorifie gratuitement.

Un lecteur de la revue

Les travailleurs à la conquête de leurs droits

En Pologne, le mois dernier, le prix de la viande faisait tomber pour la deuxième fois depuis dix ans le gouvernement. C'est une augmentation de 40 à 60% du prix de cette denrée due à la réduction drastique des subsides gouvernementaux qui a en effet constitué le point de départ des grèves massives qui se sont étendues rapidement à plus de 400 entreprises et près de 300,000 ouvriers. Paralysant totalement le pays, le mouvement devait déboucher sur des revendications politiques au coeur desquelles on retrouve le droit à des syndicats libres de toute mainmise gouvernementale. Les grèves qui ont ébranlé la Pologne et qui ont évoqué pour plusieurs le spectre du printemps de Prague en 1968, ont fourni, plus que n'importe quelle analyse, la demonstration en quelques semaines que la nature du régime polonais n'avait rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Mais au-delà des communiqués de presse qui nous sont parvenus tout au long de la lutte, il faut voir la naissance d'un vaste mouvement de révolte populaire contre le capital dans un pays qui n'a de socialiste que le nom.

La population vient soutenir les grévistes devant la grille des chantiers Lénine à Gdansk.



Outre l'insurrection de 1956 qui s'est déroulée à Poznan et qui avait pour point de départ les revendications salariales des travailleurs de l'usine Staline, c'est en 1970 qu'il faut situer la naissance du mouvement d'opposition de masse au régime.

Le 13 décembre 1970, il y a 10 ans, un mouvement semblable embrasait le pays. A Gdansk, Sopot et Gdyna, les ouvriers sortent en grève contre le relèvement de 20 à 30% du prix de nombreux produits de consommation. Les métallos et les marins se joignent à la protestation. Les édifices gouvernementaux sont mis à feu et ce sont les chars de l'armée polonaise qui mettront fin à la révolte pendant que l'URSS masse ses troupes aux frontières. Les chiffres officiels parlent de 45 morts. Les grévistes obtiendront l'annulation des augmentations et la tête du leader nationaliste Gomulka, l'un des fondateurs du Parti ouvrier unifié, celui-là même qui était redevenu secrétaire général du parti pour calmer la révolte populaire en 1956. Gierek prend sa place et promet des réformes.

Le 28 juin 1976, 20 ans jour pour jour après les émeutes de 56, les villes d'Ursus et Radom se soulèvent. Les travailleurs se souviennent des promesses de Gierek et constatent qu'elles sont restées lettre morte. La viande augmente de 60%, le sucre de 100%. La réponse ne se fera pas attendre et on prend d'assaut le siège du parti dans plusieurs villes du pays, on sabote les chemins de fer. Une fois de plus, les travailleurs gagnent le report des hausses de prix. Ils en auront payé le prix: 20 morts et plusiers arrestations.

Ceux qui se sont soulevés le mois dernier dans presque toutes les villes de la Baltique, l'ont fait à partir de raisons

similaires. Sauf que leur mouvement dépasse largement en ampleur, en organisation et au plan des revendications politiques ceux de 1970 et 1976. L'ampleur du mouvement est apparue clairement lorsqu'à partir des 16,000 employés du chantier naval Lénine, le mouvement a rapidement gagné le soutien de 17 usines et entreprises de la ville. Deux jours plus tard, il gagnait Gdyna, Sopot, Szczecin, Elblag, la Silésie, l'aciérie Nowa Huta près de Cracovie, paralysant même Varsovie. Loin de se contenter des $50.00 d'augmentation offerts par le régime au début de la grève, les travailleurs de Gdansk qui représentaient l'épicentre du mouvement, ont très tôt affirmé leur détermination à poursuivre la lutte jusqu'à la satisfaction de leur revendication fondamentale: le droit à des syndicats indépendants. Ni les autocritiques simulées de Gierek, pas plus que les appels au calme du cardinal Wyszinski, n'ont pu rétablir l'ordre.

C'est la première fois, depuis dix ans, que la révolte des travailleurs polonais atteint un tel niveau politique où les revendications comme celles sur les syndicats, le droit de grève, la fin de la censure et des privilèges pour les membres du parti et de l'appareil d'Etat prennent le premier plan. Cela compte aussi parmi les plus importants mouvements qu'on a connu dans les pays de l'Europe de l'Est. Où trouver les causes d'une telle effervescence politique?

En 1956, dans les rues de Varsovie, on acclame la nomination de Gomulka à la direction du Parti ouvrier unifié. En 1970, les travailleurs à nouveau dans la rue provoqueront sa chute.



La crise latente

"Ils disent que ce pays est dirigé par les travailleurs. Jusqu'à maintenant les ouvriers n'ont jamais rien eu à dire. Peut-être que si ça avait été le cas, ça n'irait pas si mal et que nous n'aurions pas tant de dettes à l'étranger."

C'est dans ces termes que Anna Walentynowicz, vieille militante ouvrière, maintes fois emprisonnée et dont la suspension pour activités syndicales a servi de catalyseur au débrayage du chantier Lénine, caractérisait la situation économique du pays. Elle répondait ainsi au discours de Gierek qui reconnaissait certaines *"erreurs dans la politique économique"*.

Il faut dire que ces "erreurs" ont fait de la Pologne le pays le plus endetté de l'Europe de l'Est envers les pays occidentaux. Pour se procurer les devises nécessaires à l'importation d'aliments et de marchandises, depuis 1976, le gouvernement Gierek a donné une impulsion importante à l'industrialisation du pays. La Pologne était d'ailleurs en 1977 le 4e pays du monde en ce qui concerne l'évolution industrielle. C'est cette même année que la population des villes dépasse pour la première fois celle des campagnes. Le problème, c'est que cette industrialisation a été financée presqu'exclusivement à partir d'emprunts réalisés sur les marchés internationaux.

En 1978, la dette extérieure de la Pologne atteignait $11, 22 milliards, ce qui représente par tête près de 2 fois celle de l'URSS et 6 fois celle de la Tchécoslovaquie. Le résultat: un déséquilibre très important de la balance des paiements qui vient presque exclusivement de la balance avec les pays de l'Ouest.

D'ailleurs, une semaine avant le soulèvement, la Pologne signait un prêt de $672 millions avec 25 banques d'Allemagne de l'Ouest, son 2e partenaire économique après l'URSS. Une semaine plus tard, c'était au tour d'un consortium international dirigé par la Bank of America de prêter $325 millions, soit $175 millions de moins que ce qui était demandé. A cela, il faut ajouter que la Pologne importe 80% de son pétrole de l'URSS. Les augmentations importantes du prix du pétrole soviétique l'obligent ainsi à exporter de plus en plus vers ce pays.

Il en est résulté une inflation galopante qui, combinée à la crise dans l'agriculture, exerce une pression extrême sur le prix des aliments. C'est à cette pression que cédait le gouvernement Gierek le mois dernier en en rejetant le fardeau sur le dos du peuple. L'agriculture polonaise vit une crise latente. Ce secteur qui emploie 33% de la population bénéficie d'un faible rendement des terres cultivées. C'est un secteur qui a pratiquement été mis de côté ces dernières années et dont 80% est entre les mains du secteur privé. La balance agricole du pays est donc négative et les importations alimentaires augmentent chaque année. On assiste d'un côté, à un appauvrissement des paysans polonais et, de l'autre, à une pénurie de denrées alimentaires. L'inflation n'y prend pas la même forme qu'ici, puisque les prix sont règlementés par l'Etat qui finance 30% des dépenses de consommation alimentaire. L'Etat est donc en mesure d'empêcher les prix de monter pour un temps grâce à ses subsides. Mais, arrive un moment où la pression est trop haute et la soupape explose. Alors, les augmentations de prix retombent tout d'un coup sur le dos des travailleurs. La revendication des ouvriers qui réclament l'indexation de leurs salaires illustre assez clairement qu'en Pologne aussi l'inflation est un phénomène réel.

De leur côté, les paysans vivent des conditions qui vont en se dégradant de façon importante. Si, en ville, l'approvisionnement en aliments est déficient, dans les petits villages il arrive souvent qu'il n'y ait même pas de magasin d'approvisionnement. C'est le cas à Wierzchowina qui compte 45 fermes et où les terres ne sont pas non plus irriguées. La population paysanne doit aussi subir de lourds impôts. En 1978, ½ million de paysans refusaient de payer le régime de pension qui constitue en fait un impôt déguisé très lourd, surtout pour les paysans pauvres. Les revendications des paysans ont trait souvent à la lutte pour des conditions de vie minimales. A Lozisk (région de Rzeszow), on se plaint du mauvais approvisionnement en charbon. A Lowisko, dans la même région, les paysans ont dû s'opposer aux expropriations de terres par la police. Les professeurs refusent de marcher 5 km pour aller y travailler matin et soir.

Cela illustre assez clairement les conditions de la crise dans un pays comme la Pologne que l'on prétend socialiste depuis plus de 30 ans. Cette crise est aggravée par la dépendance économique que vivent l'ensemble des pays de l'Est vis-à-vis l'URSS. Ainsi, entre 1971 et 1975, l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Hongrie et la Bul-



garie signaient des accords sur la réalisation en URSS de nouveaux projets d'industries de carburants et de matières premières. Par exemple, l'accord polonais stipulait que la Pologne construirait en URSS 558 km de gazoducs et 900 km d'oléoducs. La Pologne était tenue de terminer ces projets en 2 ou 3 ans, en investissant 500 millions de roubles et en transférant plusieurs milliers d'ouvriers en URSS pour la réalisation des travaux. Etrange n'est-ce pas, cette sorte d'aide économique qui oblige le pays le plus endetté d'Europe de l'Est à s'endetter encore plus pour aller développer l'industrie soviétique?

La grande presse a prétendu ces derniers mois qu'il fallait rejeter les causes de la crise polonaise sur le compte d'une mauvaise administration trop rigide, trop centralisée et pas assez privée, bref sur le dos du socialisme. C'est oublier justement qu'en Pologne le mouvement suivi depuis des années ne va pas vers une centalisation de l'économie au service des travailleurs, mais vers le développement de toutes les caractéristiques de l'anarchie économique capitaliste. Ainsi, dans les années 50 le gouvernement reconnaissait déjà le droit à la propriété privée des propriétaires terriens et aux individus de se monter de nouvelles entreprises. La Pologne, c'est d'aileurs ce pays de démocratie populaire qui affirmait après la Deuxième Guerre mondiale être en mesure de marcher vers le socialisme sans passer par l'étape de la dictature du prolétariat [1].

Toujours est-il que depuis 30 ans ce n'est certainement pas la collectivisation des terres qui s'est développée pour qu'en 1980, 80% de celles-ci soient privées. Dans l'industrie on n'a cessé de prôner la décentralisation et l'établissement de méthodes de gestion inspirées des pays européens et d'Amérique du Nord. La Pologne représente le pays d'Europe de l'Est le plus soumis au capital étranger. Dans les entreprises, les travailleurs doivent lutter contre le droit des responsables de congédier arbitrairement les ouvriers.

Les économistes de Washington et de Bonn ont beau jeu de rejeter la crise polonaise sur le dos du socialisme alors que, depuis au moins 20 ans, le "socialisme à la polonaise" est en voie de ressembler de plus en plus à ce qui existe en Allemagne de l'Ouest et aux USA. Et, comme par voie de conséquence, les travailleurs polonais engagent des luttes tout à fait semblables quant au fond à celles des travailleurs des pays capitalistes occidentaux.

Les changements viendront "d'en bas"

Lorsque vient le temps d'analyser le mouvement d'opposition qui se développe dans un pays comme la Pologne, il faut se garder des jugements simplistes et unilatéraux. Il faut tenir compte des contradictions qui traversent nécessairement ce mouvement dans un pays où le socialisme a été dénaturé par des années de capitalisme d'Etat pratiqué au nom du marxisme-léninisme. L'opposition prend donc des voies nombreuses et souvent contradictoires, allant des mouvements religieux au mouvement revendicatif des travailleurs, en passant par le mouvement de dissidence des intellectuels.

Il faut situer la naissance du mouvement d'opposition en Pologne autour des révoltes marquantes de 1970 et 1976. Dès 1968, la Pologne est traversée par des révoltes d'étudiants qui revendiquent la liberté d'opinion et culturelle. Plusieurs des dirigeants actuels

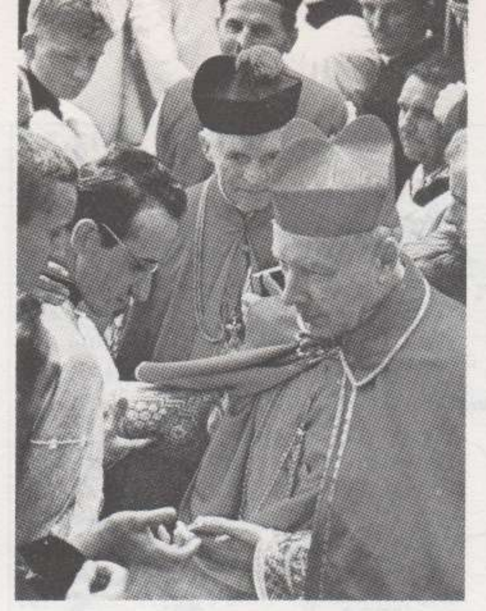
1. On peut lire en effet dans un article signé par le communiste français Jean Baby, intitulé *La démocratie polonaise* et rédigé dans les années 50, ce qui qui suit: "La Pologne s'efforce de marcher vers le socialisme sans passer par l'étape de la dictature du prolétariat. Les éléments révolutionnaires polonais tentent une transformation progressive de la société polonaise qui conduira paisiblement vers une société où s'effaceront peu à peu les différences de classes, où l'économie, entièrement planifiée, mettra fin à l'anarchie capitaliste et assurera le progrès constant des conditions de vie de toute la population." (Jean Baby, *La démocratie polonaise*). Contentons-nous d'ajouter que l'histoire ne semble pas avoir donné raison aux partisans de cette théorie.

de l'opposition sont issus de ce mouvement qui n'était pas sans liens avec l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques. Mais, c'est suite aux événements de 1976 que l'opposition prend de l'ampleur, en particulier dans les milieux intellectuels qui ont toujours été particulièrement actifs dans ce pays.

Le 27 septembre 1976, le Comité d'autodéfense ouvrier (KOR) est fondé et s'engage dans la lutte pour la libération des travailleurs emprisonnés suite aux émeutes. Il obtiendra leur libération et, dès 1978, le mouvement est établi solidement dans 9 villes importantes du pays. Il devient le Comité d'autodéfense sociale (KSS). Son journal, Robotnik (L'ouvrier), revendique des syndicats libres et est diffusé clandestinement. La prese clandestine (Samizdat) est diffusée largement et atteint un tirage de 20,000 copies. En 1977, le Mouvement pour la défense des droits civils et de l'homme (ROPCiO) est créé et publie Opinia. Contrairement au KOR-KSS, ce dernier mouvement se définit comme apolitique et rejette toute idée de socialisme. Il deviendra plus tard la Confédération pour une Pologne indépendante (TKN).

Le mouvement étudiant de son côté se donne le Comité de solidarité des étudiants qui lutte pour remplacer les organisations officielles de la jeunesse étudiante. Il publie 2 organes, Bratniak et Indeks. La Société pour des cours d'éducation publie des ouvrages censurés à l'intention des étudiants d'université. Ces ouvrages sont lus dans les nombreux cours des universités volantes qui se donnent à travers le pays.

L'église est souvent associée à ces mouvements qui revendiquent aussi la liberté de culte, elle a pris maintes fois position pour le respect des droits de l'homme dans le pays. Mais, ce qui demeure surtout caractéristique de son action ces dernières années, c'est plutôt son rapprochement avec le pouvoir d'Etat. Le cardinal Wyszinski qui appelait récemment les travailleurs au calme avait fait exactement la même chose en 1956 et en 1970. La politique au Vatican depuis Jean XXIII a régulièrement prôné la réconciliation avec le gouvernement. D'ailleurs, dès 1957, le club religieux Tygognik Powszechny fait élire 5 membres à la Diète (parlement). Depuis ce temps, malgré plusieurs mesures de répression envers elle, l'église a néanmoins récupéré ses droits de propriété sur les diocèses,



Le cardinal Wyszynski qui, en 1970 comme cette année, a appelé les ouvriers au calme. Les travailleurs ne l'ont tout simplement pas entendu.

l'élimination des inventaires d'église destinés à évaluer le montant d'impôt à payer et les quotas de papier ont été augmentés pour la presse catholique.

Mais 1976 marque aussi un changement dans la tactique de l'opposition. Après avoir tenté de réformer le Parti ouvrier unifié de l'intérieur et de provoquer l'ascension d'un Dubcek polonais [2], le mouvement, en particulier le KOR-KSS décide de se tourner vers les masses et le mouvement ouvrier.

Adam Michnik, historicien et membre du KOR-KSS, exprime ainsi cette nouvelle orientation suite à l'expérience du mouvement d'opposition.

"L'irréalisme des révisionnistes et des néopositivistes (par ces deux termes Michnick désigne des courants d'opposition au sein du Parti ouvrier unifié —NDLR) (...) est apparu pendant la période d'agravation des conflits sociaux, dans la seconde moitié des années 60 et dans les années 70." [3]

"L'essentiel dans la conception d'une nouvelle stratégie pour l'opposition polonaise, c'est la prise de conscience de la force des milieux ouvriers qui, plusieurs fois déjà, par leur attitude ferme et conséquente, ont imposé au pouvoir des concessions spectaculaires. Il est difficile de prévoir l'évolution de la situation dans les milieux ouvriers, mais ce sont certainement eux que le pouvoir craint le plus." [4]

3 ans avant les événements récents, Michnik ajoute:

"Ce ne sera pas un processus simple ni facile à prévoir. Il implique qu'à chaque fois on rompe la barrière de la peur, qu'on formule une conscience politique nouvelle. Le fait que les institutions et associations ouvrières ont été annihilées, que la tradition de la résistance ouvrière a été brisée, risque de freiner sérieusement ce processus. Mais une nouvelle étape de la conscience ouvrière fut inaugurée le jour où on a vu surgir la première organisation indépendante d'autodéfense ouvrière; le jour où furent constitués les comités de grève dans les chantiers navals de Szczecin et de Gdansk. Il est difficile de prévoir quand et comment d'autres institutions ouvrières, plus durables, verront le jour et quelle sera leur formule: commissions ouvrières de modèle espagnol, syndicats indépendants, caisses de solidarité? Il est pourtant certain qu'au moment de leur création la "nouvelle stratégie" prendra corps et cessera d'être une construction de l'esprit en quête d'espoir." [5] Et Michnik ajoute un peu plus loin: *"Tout le reste n'est que littérature."* [6]

Cet appel à des changements qui viendront "d'en bas", c'est ce que nous avons pu voir se dérouler sous nos yeux en août dernier. Pour la première fois, le mouvement de dissidence et la lutte ouvrière ont fusionné en une révolte qui, sans emporter le régime en place, lui a arraché des revendications fondamentales: les droits à des syndicats libres, à la grève et certaines limitations de la censure. Ce mouvement a pris un caractère nettement prolétarien, comme le prévoyaient les dirigeants du KOR-KSS, et organisé; et c'est ainsi qu'il a pu remporter une si grande victoire.

Organisés au sein de syndicats qui leur appartiennent vraiment, bénéficiant d'une plus grande liberté d'opinion, les travailleurs polonais pourront ainsi poursuivre un débat déjà largement amorcé sur les perspectives de leur lutte.

---

2. **Dubcek, premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque. A cause de ses orientations libérales, il sera remplacé à la tête du parti après l'invasion soviétique en 1968. Il sera plus tard expulsé du parti.**
3. *Pologne: une société en dissidence,* **recueil de textes de l'opposition rassemblés par Z. Erard et G.M. Zygier, Editions François Maspero, cahiers libres 338, Paris, 1978, p. 105**
4. **Idem, p. 108**
5. **Idem, pp. 108-109**
6. **Idem, p.111**

Un débat au sein de l'opposition

Le mouvement qui s'est développé depuis 10 ans en Pologne a fait ses preuves. La victoire célébrée par les ouvriers de toutes les usines du pays a constitué la démonstration de la justesse de l'orientation que lui a imprimée le KOR-KSS, à savoir que tout changement ne pouvait venir que du mouvement de la base et de la lutte résolue pour la satisfaction des revendications populaires. Cela semble aujourd'hui être un fait établi au sein de l'opposition qui se réclame du marxisme en Pologne.

La question qui se pose plus immédiatement au mouvement d'opposition réside aujourd'hui dans les perspectives de la lutte, dans la stratégie à suivre. C'est sur ce thème que le débat est d'ores et déjà amorcé dans les milieux ouvriers et intellectuels. Il faut dire que ce débat n'est pas sans soulever des ambiguïtés et des contradictions.

La gravité, le sérieux qu'on pouvait lire dans le regard des ouvriers de Gdansk et qui a fait la première page de tous les journaux du monde, exprime plus que tout autre les conditions difficiles dans lesquelles leur lutte se mène. Les ouvriers luttent dans un pays où règne l'arbitraire le plus total et où plane à chaque remise en cause sérieuse du pouvoir en place la menace des chars soviétiques. Cela n'est pas sans influencer la stratégie que mettent de l'avant les dirigeants du KOR-KSS. C'est ainsi que Jacek Kuron, un des leaders de cette organisation décrit la situation:

"Nous sommes menacés par l'explosion de la colère populaire sur une échelle encore plus large que les forces combinées de juin 1959, décembre 1970, juin 1976 et mars 1968. Comme nous le savons, une telle explosion pourrait facilement devenir une tragédie nationale — avec tout probablement une éventuelle intervention armée soviétique." (7)

Cette situation réelle décrite par Jacek Kuron semble actuellement peser d'un poids très lourd dans le débat sur la stratégie à suivre pour le mouvement ouvrier. C'est ainsi que Kuron affirme clairement qu'il ne peut être question dans l'immédiat de remettre en cause le pouvoir d'Etat.

Deux leaders du Comité d'autodéfense ouvrier (KOR). A gauche, Jacek Kuron; à droite, Adam Michnik.



"L'Union soviétique et ses armées n'ont pas cessé d'exister, il nous faut en tenir compte. Mais nous pouvons légitimement supposer que les gouvernants d'URSS ne s'aventureront pas dans une intervention armée en Pologne tant que les Polonais s'abstiendront de renverser un pouvoir qui est docile à l'URSS. Par conséquent, abstenons-nous en." (8)

C'est ainsi que le KOR-KSS met de l'avant un programme minimum centré sur les revendications des travailleurs, la reconnaissance des droits politiques et le développement de formes d'autogestion ouvrière.

"Le programme pour aujourd'hui, c'est une société démocratiquement organisée en associations professionnelles ou coopératives, économiquement et localement autogestionnaires." (9)

Il est difficile d'évaluer la portée du programme immédiat que proposent les leaders du KOR-KSS. Il est difficile de savoir si celui-ci vise en fait à l'instauration d'un régime social-démocrate, comme il en existe en Europe, ou si il vise à une transformation plus radicale de la société polonaise. Cela pose d'autant plus de questions que, de leur côté, tous les dirigeants de la social-démocratie internationale, y inclus Ed Broadbent qui rentre tout juste de Pologne, ne se sont pas gênés pour faire des courbettes au mouvement des travailleurs polonais. Comme quoi la défense du droit de grève pour le leader du NPD c'est plus important quand ça se déroule en Pologne que quand les postiers canadiens défient les lois spéciales du gouvernement. Allez donc y comprendre quelque chose...

Toujours est-il que les dirigeants du KOR-KSS se sont montrés inflexibles devant le gouvernement polonais sur leurs revendications démocratiques essentielles. Comme le déclarait Adam Michnik:

"L'opposition démocratique ne doit pas placer trop d'espoir dans les "dirigeants intelligents" du parti ni succomber à l'argument massue qu'il ne faut pas rendre la vie trop dure aux dirigeants actuels, de peur que les suivants

Première page du journal du KOR, Robotnik (L'ouvrier).


ROBOTNIK nr 33

1-VI-1979

WITAMY JANA PAWŁA II

[illegible] w domu i w szkole, a najmniej w prasie i telewizji. Słowa wypowiedziane jesienią w październiku ubiegłego roku przez Karola Wojtyłę, Jana Pawła II właśnie się realizują. Ojciec Święty w Polsce.

Przyjeżdża człowiek - urodzony tutaj, wychowany i wykształcony wśród nas, wiedzący co to okupacja, znający realia codziennego życia pod komunistyczną władzą. Człowiek, którego prace i postawa współdecydowały o sile i żywotności Kościoła Katolickiego w Polsce. Przyjeżdża Ten, którego katolicy uważają za następcę Chrystusa, Bożego Namiestnika, Głowę całego Kościoła, zaś wszyscy sprawiedliwi ludzie za wyraziciela najbardziej podstawowych praw ludzkich i zasad moralnych, za kontynuatora wspaniałych tradycji kultury europejskiej.

Najpierw był ogłoszony przez Niego zamiar: chce być tutaj w maju, w Krakowie, przez trzy dni, by uświetnić swą obecnością 900-lecie męczeństwa patrona Polski, św. Stanisława ze Szczepanowa. Władze PRL bały się i tej wizyty i tego terminu. Terminu - bo kult św. Stanisława, niepokornego biskupa zamordowanego przez Króla Bolesława Śmiałego kojarzy się im z niebezpiecznym słowem "opozycja". Wizyty - bo przyjazd Papieża niebywale podno-

[illegible] się więc żmudne rozmowy w [illegible] nie w maju, lecz w czerwcu, ale za to: nie trzy dni, a dziewięć, nie tylko Kraków, ale też Warszawa, Gniezno, Częstochowa...

Patrzy się na tę wizytę jako na fakt sensacyjny i polityczny. Przez dłuższy czas Polska będzie centrum świata: wielotysięczne rzesze dziennikarzy będą obserwować jak Jana Pawła II podejmować będą komunistyczne władze, jak witać Go będzie naród, co Papież będzie tutaj mówić. Ten wymiar wizyty jest oczywisty i łatwo dostrzegalny: miliony ludzi dążące do Warszawy, Krakowa, Nowego Targu, do Oświęcimia i Gniezna, do miejsc nasiąkłych historią i naszą chwałą, do miejsc zroszonych ludzką krwią i łzami pokażą, że dzieje Polski to nie tylko dzieje ostatnich paru dziesiątek lat, że ludzie w tym kraju żyją nie tylko uciążliwą codziennością, że Kościół w Polsce jest silny swoimi wiernymi i że jego siła musi współdecydować o obliczu tego społeczeństwa.

Ale wizyta Ojca Świętego w Ojczyźnie ma przede wszystkim olbrzymi wymiar duchowy i religijny. Wplata się w naszą historię, wspominać ją będą następne generacje. Warto, byśmy wszyscy, pomijając cały tak widoczny zgiełk dziejący się wokół, podeszli do niej z powagą. W tym właśnie leży

Od 17 do 27 maja trwała głodówka Kazimierza Świtonia w Bazylice Matki Bożej Piekarskiej. W liście do ludu Śląska i Zagłębia Świtoń pisał, że podjął głodówkę na znak protestu przeciwko niedopuszczeniu Jana Pawła II do wiernych Śląska i Zagłębia.

21 maja do Kazimierza Świtonia przyłączył się Zdzisław Bradel, członek redakcji niezależnego czasopisma katolickiego "Spotkania".

28 [illegible] powołano w Krakowie [illegible] Wspólnotę Ludzi Pracy. Celem Wspólnoty jest:
-pogłębianie życia religijnego ludzi pracujących;
-rozpowszechnianie i pogłębianie wśród pracujących chrześcijańskich ideałów życia;
-obrona praw ludzi wierzących do pełnego i równego z innymi życia społecznego, publicznego i obywatelskiego, zgodnego z ich przekonaniami i poglądami religijnymi;
-walka o uznanie i szacunek dla tysiącletniej tradycji chrześcijańskiej w Polsce;
-walka o sprawiedliwy podział dóbr materialnych, zgodnie ze wskazaniami katolickiej nauki społecznej.

Komunikat o utworzeniu Wspólnoty podpisali:
Franciszek Grabczyk Nowa Huta Os. 1000-lecia [illegible]
Adam Macedoński Kraków ul. 15 stycznia [illegible]
Jan Leszek Franczyk.

W dniach 26 i 30 kwietnia rozkolportowano w Szczecinie ok. 2500 ulotek 1-majowych podpisanych przez uczestników ROPCziO oraz Grupę Sympatyków KSS "KOR".

Przeprowadzona w zakładach przemysłowych Żyrardowa analiza przyczyn absencji chorobowej ujawniła, że prawie 70%

7. **Jacek Kuron,** *The Situation in the Country and the Programme of the Oppositions, Some Notes,* **in Labour Focus on Eastern Europe, Vol. 3, no 3, juillet-août 1979, p. 12 (notre traduction).**
8. **Jacek Kuron,** *D'abord renforcer l'autogestion,* **in Le Monde, 20 août 1980, p. 4**
9. **Jacek Kuron,** *D'abord renforcer l'autogestion,* **ouvr. cité, p. 4**

soient pires encore. L'opposition démocratique doit d'abord formuler ses propres objectifs politiques, pour n'envisager des compromis que sur ce fondement." ([10])

C'est donc à "formuler ses propres objectifs politiques" que le mouvement ouvrier polonais s'est attelé récemment. C'est dans ce débat que surgira nécessairement la question de savoir si les travailleurs polonais doivent lutter pour une démocratie bourgeoise réformiste ou pour la révolution prolétarienne. C'est probablement de la réponse à cette question, dans les conditions particulières où se mène la lutte, que dépendra l'issue du combat qu'ont engagé les travailleurs polonais depuis plus de 10 ans maintenant. On peut avoir confiance que le mouvement ouvrier polonais saura répondre aux questions qui se posent à lui et qu'il saura trouver la voie de son émancipation.



Edward Gierek, premier secrétaire du parti de 1970 à août 1980: "Il y a des limites au-delà desquelles nous ne pouvons aller".

Les travailleurs se souviennent

Les ouvriers polonais ont remporté une victoire éclatante. Ils pourront maintenant s'organiser dans des syndicats indépendants, ils ont gagné des conditions salariales meilleures, ils ont obligé un recul de la censure gouvernementale, ils pourront maintenant faire la grève dans des conditions meilleures. Leur mouvement y a gagné en force et en organisation. Dans toutes les usines du pays les travailleurs ont expérimenté les premières formes de démocratie ouvrière. Tout cela, les travailleurs polonais ne l'ont pas gagné en se contentant de prier ou grâce aux déclarations larmoyantes du pape, ils l'ont gagné grâce à leur lutte intransigeante, que les appels à la modération viennent de Gierek ou du cardinal Wyszinski.

Il n'y a pas de doutes que cette victoire aura des conséquences importantes sur la lutte des travailleurs de toute l'Europe de l'Est. Déjà on apprend qu'en Tchécoslovaquie les autorités en place ont demandé aux bureaucrates syndicaux de se préoccuper un peu plus de conditions de vie et des demandes de leurs membres. Des rumeurs non confirmées ont aussi fait état de grèves semblables en Roumanie. Le mouvement ouvrier de ces pays est en train de devenir une force avec laquelle les bureaucrates de Moscou, de Varsovie, de Bucarest, de Prague, de Sofia devront compter.

Les ouvriers de Gdansk, de Sopot, Gdyna, Varsovie sont rentrés au travail. Mais dans la lutte, les travailleurs auront su identifier leurs ennemis. Ils ne croiront plus jamais aux mensonges des dirigeants du pays. Plus important encore, ils ont entrepris le débat sur la voie de leur libération totale des griffes du capitalisme. •

10. *La Pologne: une société en dissidence,* **ouvr. cité, pp. 110-111**

Le comité de grève des travailleurs de chantier naval Lénine à Gdansk lors des négociations.



Référendum sur
la souveraineté association au Québec

La limite du projet nationaliste



20 mai 1980, c'est le jour J pour le Parti québécois (PQ) alors que se déroule le référendum sur son projet de souveraineté-association. On connaît aujourd'hui le verdict: 2,187,991 personnes (58.52%) ont voté "non", 1,485,761 (39.74%) ont voté "oui", tandis que 65,012 (1.74%) personnes annulaient leur bulletin de vote. En ne comptant que les "oui" et les "non", on obtient 59.56% de "non" contre 40.44% de "oui". Par ailleurs, la participation au vote a atteint un taux record alors que 86% des inscrits ont voté (excluant les bulletins rejetés).

Aussitôt connus, les résultats du vote ont donné lieu à une série d'interprétations. Les porte-parole les plus chauvins en ont profité pour clamer bien haut leur refus de reconnaître la nation québécoise:

"Le Canada demeure intact aujourd'hui. Il existe une nation et le peuple québécois le veut ainsi" (1).

"Une majorité de Québécois de toute langue et origine a voté hier pour garder le Canada uni, comme une seule nation souveraine" (2).

Malgré ces déclarations hautaines des éditorialistes des grands médias capitalistes, les politiciens savent très bien que la défaite du PQ au référendum n'a en rien réglé la crise du système politique au Canada. En affirmant, le 20 mai au soir, que "la balle est dans le camp fédéraliste", le premier ministre Lévesque dévoilait candidement l'objectif véritable du référendum: "donner le service" au gouvernement du PQ dans le jeu de pouvoir que se livrent les diverses fractions de la bourgeoisie au Canada. Aussi, comme l'a confirmé la dernière ronde de négociation constitutionnelle menée par Ottawa, la victoire du "non" au référendum signifie qu'aujourd'hui, c'est au Parti libéral fédéral, et à Trudeau, que revient l'initiative de forcer le jeu et de forger une nouvelle alliance entre les diverses fractions bourgeoises au pays.

Mais, au-delà de ce revirement conjoncturel des rapports de forces entre les partis politiques de la bourgeoisie au Canada, la question que posent les résultats du référendum, c'est celle de la base sociale du projet nationaliste québécois. Qui a intérêt au projet de souveraineté-association? Qui l'appuie et quel est son avenir? Voilà les questions que nous voulons tenter d'éclaircir en analysant de façon plus approfondie les résultats du vote référendaire.

"Du côté du "oui", nous retrouvons en grande partie des jeunes, des travailleurs, sans compter l'engagement des forces vives de la nation. Du côté du "non", nous retrouvons un électorat plus âgé, plus favorisé, plus rural" (3).

Voilà comment, en un tour de main, Pierre Drouilly, sociologue péquiste, analyse les résultats du référendum. D'un côté les "forces vives de la nation", de l'autre, les "restants" pour ainsi dire: les "vieux", et les "arriérés" de la campagne. Plus encore, du côté du "oui", on aurait les travailleurs, du côté du "non", les riches, l'establishment. Cette interprétation du vote référendaire n'est pas isolée, bien au contraire. Elle semble être tenue pour une évidence parmi tous les milieux nationalistes. C'est ainsi qu'après avoir parlé de l'"inéluctabilité de l'indépendance", Marcel Henry, le président de la Société St-Jean Baptiste de Montréal, devait expliquer: "Ces Québécois qui ont donné leur appui au oui sont les éléments les plus dynamiques, les plus actifs de notre peuple, et les plus jeunes également, ceux qui détiennent la clé de l'avenir" (4).

Mais qu'en est-il au juste de cette catégorisation du camp du "oui", qui prétendument regrouperait les forces de l'avenir? Qu'en est-il quand on se base sur l'analyse **des faits**?

La polarisation linguistique du vote

Un des thèmes majeurs de la propagande référendaire du "oui" a été celui de la "solidarité", la solidarité des Québécois, c'est-à-dire plus exactement des francophones du Québec. Déjà, dans le Livre blanc sur la souveraineté-association, Lévesque n'hésitait pas à parler de la nation québécoise comme *"la plus profondément enracinée du continent"* (5)! Et la campagne du "oui" a utilisé à plein les vieux clichés nationalistes sur le Canadien français

1. *Toronto Star*, **21 mai 80.**
2. *Gazette* **de Montréal, 21 mai 80.**
3. *La Presse*, **28 mai 80.**
4. *Le Devoir*, **22 mai 80.**
5. *La nouvelle entente Québec-Canada*, **Editeur officiel du Québec, p. 113.**

porteur d'eau et scieur de bois... et qui maintenant construit des barrages qui font l'envie du monde. En fait, si on regarde les résultats du vote, on s'aperçoit que cette propagande nationaliste bien loin de ranimer l'unité sacrée des francophones, a plutôt favorisé la participation massive des Québécois anglophones et leur passage non moins massif dans le camp du "non". Si on consulte les chiffres établis par André Blais et publiés par **Le Devoir**, on s'aperçoit que le référendum marque un changement qualitatif dans le taux de participation des différents groupes linguistiques (voir tableau 1).

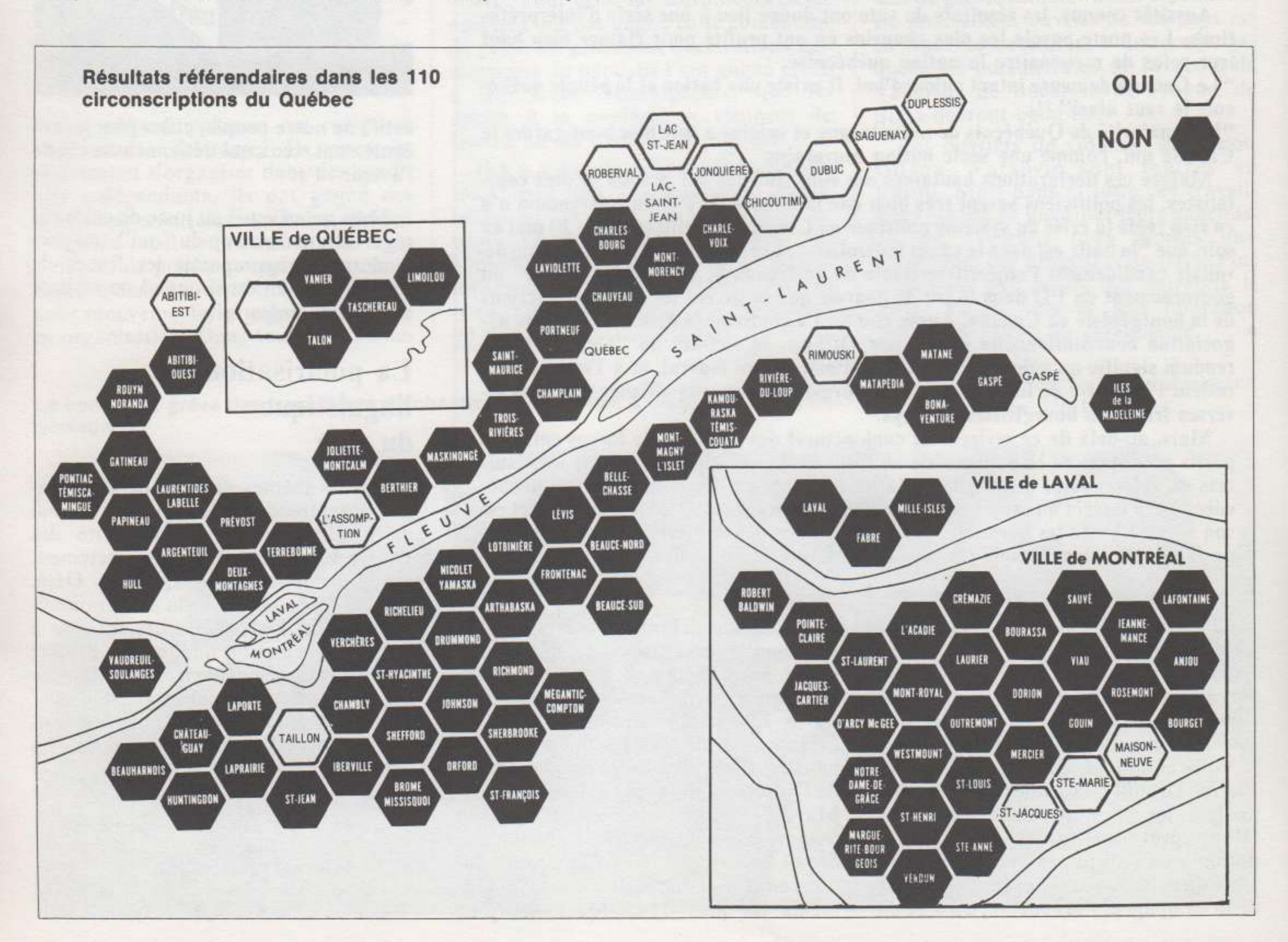
Le degré de corrélation utilisé dans le tableau 1 est une mesure qui nous indique jusqu'à quel point la participation au scrutin est directement proportionnelle (valeur positive) ou indirectement proportionnelle (valeur négative) au pourcentage de population d'une langue ou d'une autre dans chaque comté. Le degré de corrélation varie entre -1 et 1 et est d'autant plus significatif qu'il s'éloigne de zéro. Ainsi, on peut voir qu'avant le référendum, **plus** un comté comptait d'anglophones et **moins** la participation était forte. Cette relation semble cependant de moins en moins significative à mesure que les années passent et que se développe la force électorale du PQ. Finalement, avec le référendum, on asiste à un renversement complet des choses: **plus** un comté compte d'anglophones et **plus** la participation électorale est importante. Ce déplacement est d'ailleurs confirmé par la participation des francophones au vote qui subit une transformation inverse.

Pour illustrer cette évolution, Blais signale que: "Dans les 10 circonscriptions à majorité non francophone, le taux de participation moyen est passé de 81.4% en 1976 à 88.4% en 1980, une hausse de 7%. Dans les 32 circonscriptions où les francophones forment au moins 98% de la population, le taux moyen est passé de 84.1% en 1976 à 85% en 1980, une hausse de moins de 1%" (6).

Cette différenciation linguistique se retrouve de façon encore plus claire lorsqu'on examine la corrélation entre le vote propéquiste et la composition linguistique des comtés. Ainsi, ce qui ressort de l'examen du tableau 2, c'est une accentuation de la polarisation linguistique du vote. A noter que chez les "allophones", c'està-dire ceux dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais, on assite à un renversement de tendance alors qu'en 80, à l'inverse de 70, plus un comté compte d'allophones, et plus il vote contre la souveraineté-association.

Mais, si ces chiffres permettent de conclure à un rejet de plus en plus marqué du projet péquiste de la part des non-francophones, ils ne permettent d'aucune façon de conclure que ce projet a réussi à se rallier la majorité

6. *Le Devoir*, **22 mai 80,**



des Québécois francophones. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner le tableau 3 qui nous donne le pourcentage moyen par comté de votes "non" pour des groupes de comtés homogènes au niveau du pourcentage de francophones qui les habitent. Il ressort clairement de ce tableau que moins un comté compte de francophones, et plus il vote "non". On voit aussi que dans les 6 comtés qui comptent 40% ou moins de francophones, des comtés de l'Ouest de Montréal où se retrouve concentrée la bourgeoisie anglophone, le vote "non se distingue clairement. Mais, on voit aussi que même dans les comtés composés à 99% ou 100% de francophones, la moyenne du vote "non" est significativement supérieure à 50%.

Pour tenter d'atténuer cette conclusion, les partisans du "oui", "forces vives de la nation", n'hésiteront pas à se livrer à une gymnastique hasardeuse et absolument gratuite du point de vue scientifique. Ainsi, Drouilly va-t-il jusqu'à écrire: "Comme l'appui des non-francophones au "oui" ne dépasse pas 4% dans le centre de Montréal et qu'il est voisin de zéro ailleurs, on peut donc en conclure que la part du vote anglophone dans les 41% obtenus par le "oui" est négligeable (environ un quart de pour cent!). Comme d'autre part le pourcentage des votants francophones doit être légèrement inférieur à 81%, puisque le taux de participation des non-francophones, et des anglophones en particulier, a été plus élevé que celui des francophones, on peut conclure qu'avec 41% des voix exprimées le "oui" a probablement obtenu une très légère majorité chez les francophones". ([7])

Et dire qu'après de tels raisonnements, à coup d'à peu près et de peut-être, il y en a encore qui osent douter que le soleil tourne bel et bien autour de la terre, puisqu'il se lève à l'est et se couche à l'ouest! Etonné lui-même, sans doute, devant la bêtise théorique de son raisonnement, notre sociologue patenté se sent obligé d'ajouter:

"Devant la difficulté d'établir cette majorité, et par souci d'objectivité, on doit conclure que chez les francophones il s'est agi à toutes fins utiles d'un match nul" ([8])...

Tableau 1
Corrélation entre la composition linguistique et le taux de participation aux scrutins.

	PART (70)	PART (73)	PART (76)	PART (80)
% d'anglophones	-.32	-.27	-.18	.35
% de francophones	.43	.30	.20	-.32
% d'allophones	-.46	-.23	-.15	.13

Tableau 2
Corrélation entre la composition linguistique et le pourcentage du vote favorable au PQ et au "oui"

	PQ (70)	PQ (73)	PQ (76)	OUI (80)
% d'anglophones	-.30	-.38	-.59	-.81
% de francophones	.14	.25	.52	.81
% d'allophones	.25	.13	.-.13	-.44

Tableau 3
Pourcentage moyen du "non" par groupe de comtés possédant une même proportion de francophones.

% de francophones	nombre de comtés	% moyen du "non"
91-100	23	55
96-98	17	52
91-95	17	55
86-90	13	57
81-85	10	56
71-80	6	63
61-70	11	68

La base de classe de la thèse souverainiste

Dans les milieux nationalistes, y compris parmi les tenants de l'"indépendance socialiste", il est courant d'associer la polarisation linguistique du vote à une polarisation de classe. C'est ainsi que Drouilly place les travailleurs du côté du "oui" et les plus favorisés du côté du "non". Le Groupe socialiste des travailleurs (GST), une organisation trotskyste, va même jusqu'à affirmer que c'est la classe ouvrière qui constitue le "bastion de l'indépendance" (9). Encore là, les faits démontrent le contraire.

D'abord, même en admettant qu'une large majorité des non-francophones a voté "non" au référendum, il faut vraiment être aveuglé par la démagogie nationaliste pour en conclure qu'il s'agit là de votes de privilégiés et de bourgeois. Certes, il ne fait pas de doutes que la bourgeoisie anglophone de Montréal ne soutient pas et n'a jamais soutenu la souveraineté-association. Mais, il faut aussi ajouter que les bourgeois forment

7. ***La Presse,* 28 mai 80, souligné par Drouilly.**
8. idem
9. EN LUTTE!, 17 juin 80, p. 3

une petite minorité, y compris parmi la population dont la langue maternelle n'est pas le français. En réalité, beaucoup, parmi les travailleurs les plus démunis, se retrouvent parmi les minorités d'origine italienne, grecque, portugaise, irlandaise, etc. Et, n'en déplaise aux nationalistes chauvins, ces travailleurs font bel et bien partie de la classe ouvrière.

Ensuite, les partisans du "oui", même francophones, ne sont pas tous, loin de là, des travailleurs. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner les résultats d'une enquête réalisée peu avant le référendum par Maurice Pinard et Richard Hamilton, deux sociologues de l'Université McGill de Montréal. De tous les sondages publiés à l'occasion du référendum, c'est ce sondage, réalisé pour le compte du Devoir, du Soleil et du Toronto Star, qui a visé le plus juste. Plus qu'un simple sondage d'opinion, l'enquête Pinard-Hamilton fournit des données sociologiques très significatives sur la base électorale du "oui" et du "non".

Ainsi, si on examine le tableau 4, on s'aperçoit que, parmi les francophones, les majorités les plus claires en faveur de la souveraineté-association se retrouvent parmi les employés de bureau, vendeurs, semi-professionnels et, surtout, parmi les professionnels et les intellectuels. De plus, comme les résultats globaux du référendum ont montré que la plupart des "autres" se sont finalement prononcés pour le "non", on ne peut, vraisemblablement, conclure à une adhésion massive des "cols bleus" à la thèse péquiste.

De même, si on consulte le tableau 5 qui nous donne l'intention de vote des répondants canadiens-français en fonction du degré de scolarité, on s'aperçoit que l'appui à la thèse péquiste se retrouve surtout parmi les couches les plus scolarisées de la population. C'est là une indication qui confirme que c'est parmi la petite bourgeoisie intellectuelle que se retrouve la base d'appui principale du PQ.

Finalement, si on regarde l'intention de vote des francophones en fonction du revenu familial (tableau 6), même si le "oui" reste très légèrement majoritaire dans la couche de $11 à $15,000., on s'aperçoit que le "oui" jouit d'une forte popularité dans la couche de revenu de $20 à $25,000 par année, ce qui correspond aussi à l'ordre des revenus de cette petite bourgeoisie intellectuelle.

Tableau 4
Intention de vote en fonction de l'occupation du chef de ménage ou du principal gagne-pain (Canadiens français seulement)

	OUI	NON	AUTRES
"Cols blancs":			
1. Grande administration	38	44	18
2. Petite administration	39	48	13
3. Employés de bureau, vendeurs	50	38	12
4. Professionnels	66	15	19
5. Semi-professionnels	61	30	9
6. Intellectuels	69	19	12
"Cols bleus":			
7. Ouvriers spécialisés	44	37	19
8. Ouvriers semi-spécialisés	47	38	16
9. Manoeuvres et journaliers	45	39	16
10. Fermiers	40	56	6

Note: suivant les résultats du vote, on doit supposer que la majorité de la colonne "autres" a voté pour le "non"

Tableau 5
Intention de vote en fonction du degré de scolarité (Canadiens français seulement)

	5 ans ou moins	6-7	8-9	10-11	12-13	14-15	16 ans ou plus
OUI	36%	26%	34%	52%	49%	58%	59%
NON	47	55	49	36	39	29	27
AUTRES	17	20	17	13	12	13	15

Tableau 6
Intention du vote en fonction du revenu familial (Canadiens français seulement). (revenus en milliers de $)

	5 ou moins	5-8	8-11	11-15	15-20	20-25	25-30	30 ou plus
OUI	43	37	34	52	48	57	50	52
NON	50	51	40	36	38	32	42	31
AUTRES	6	11	26	11	15	12	8	16

Tableau 7
Pourcentage moyen du vote par comté en faveur du PQ (76) et du OUI (80) selon les régions.

	PQ (76)	OUI (80)	Nombre de comtés
Région de Montréal	41%	35%	37
Région de Québec	48%	47.6%	8
Ailleurs en province	38.5%	50.0%	65

On remarque aussi que c'est parmi les bas revenus seulement que le "non" l'emporte sur le "oui", tandis que le PQ jouit encore d'un très fort appui parmi les plus hauts revenus, c'est-à-dire les $30 mille et plus. Ce n'est pas là, faut-il le préciser, le revenu typique d'une famille ouvrière moyenne...

Devant de tels clivages de scolarité et de revenu, les dirigeants péquistes ont une explication toute trouvée: les couches les plus démunies de la population francophone ont cédé à la peur et au chantage du fédéral et du camp du "non". Etrange tout de même que le prétendu progrès social représenté par le "oui" fasse peur aux pauvres et enthousiasme les plus favorisés... Certes, les politiciens du "non" n'ont pas hésité à sortir toute la panoplie des arguments démagogiques. Mais, il faudrait se boucher les deux yeux et les deux oreilles pour ne pas voir et entendre la réponse des politiciens du "oui", réponse d'autant plus percutante qu'elle émane d'un parti politique qui est au pouvoir et qui jouit de l'appui quasi unanime des journalistes et vedettes de la presse, de la radio et de la télévision. En fait, l'appareil de propagande du "oui" n'avait rien à envier à celui du "non" et cette évocation de la "peur du pauvre" n'est qu'un prétexte qui ne voit dans le peuple qu'un troupeau de moutons d'autant plus manipulable que le mensonge est gros!

Un déplacement significatif du vote

Mais, il y a aussi un autre aspect des résultats référendaires qui vient contredire l'idée selon laquelle le camp du "oui" aurait regroupé les couches progressistes de la population, tandis que les votes "non" seraient essentiellement le fait des réactionnaires et des couches les plus conservatrices de l'électorat. Si on consulte le tableau 7, on s'aperçoit que dans la région de Montréal le vote pour le "oui" a régressé de façon significative par rapport au vote PQ en 1976. Aussi, alors qu'à Québec la proportion du vote est restée la même, ailleurs en province, le PQ a fait des gains substantiels en 80 par rapport à 76.

Et pourtant, non seulement la région de Montréal constitue-t-elle le coeur industriel du Québec, mais encore, c'est dans cette région que l'oppression nationale a toujours été la plus ressentie, dans la mesure où c'est à Montréal que se retrouve la plus grande partie des non-francophones. Le recul de l'appui à la souveraieneté-association dans la région montréalaise semble donc suggérer que le projet d'indépendance, ou d'autonomie, n'arrive pas, et de moins en moins, à s'imposer comme solution à l'oppression nationale.

Certains seront peut-être tentés d'écarter cette conclusion en ne voyant dans ce recul de la thèse souverainiste à Montréal qu'une conséquence de la mobilisation des non-francophones du côté du "non". Encore là cependant, les chiffres démontrent le contraire puisque, comme l'illustre le tableau 8, le recul du PQ semble à peu près constant, quel que soit le pourcentage de francophones par comté.

Tableau 8

Pourcentage moyen du vote par comté en faveur du PQ (76) et du OUI (80) selon le pourcentage de francophones dans le comté (région de Montréal seulement).

Pourcentage de francophones	PQ (76)	OUI (80)	Nombre de points perdus
91-100	58	51	7
81-90	56	47	9
71-80	50	43	7
61-70	40	34	6
51-60	32	26	6
41-50	33	28	5
-40	13	13	0

Il serait assez difficile de mettre sur le dos des non-francophones un recul de 7 points en 80 par rapport à 76 dans des comtés composés à 90% de francophones! Même que s'il fallait trouver une relation entre le recul du PQ et la composition linguistique d'un comté à Montréal, on devrait conclure que c'est dans les comtés où les francophones sont minoritaires que le PQ a le plus maintenu ses positions...

En contrepartie, si on examine plus en détails les comtés du Québec où le vote favorable à la thèse du PQ a augmenté, on verra que ce surcroît de votes correspond à un déplacement du vote qui, en 1976, était allé au Crédit social et à l'Union nationale, partis traditionnellement associés aux idées les plus conservatrices. Ainsi, si on regroupe tous les comtés du Québec où l'appui au "oui" a avancé de 10 points ou plus par rapport au vote PQ de 76, on s'aperçoit que dans ces 13 comtés, le vote en faveur du Crédit social (y compris l'ex-"créditiste indépendant" Fabien Roy) et de l'Union nationale atteignait 44% en moyenne lors des élections de 76. Or, à l'échelle du Québec, ces deux partis réunis avaient récolté en moyenne 26% du vote par comté, tandis que dans les 53 comtés où le PQ a reculé par rapport à 76, ces deux partis ne détenaient en moyenne que 17% des votes en 1976. Ce passage dans le camp du "oui" d'une proportion significative de l'électorat unioniste et créditiste éclaire donc d'un jour particulier cette idée des nationalistes selon laquelle le camp du "oui" aurait attiré à lui les forces vives de la nation"!

Un plafonnement du vote nationaliste

Suite à la défaite du référendum péquiste, on a vu réapparaître un vieux mythe parmi les milieux de la "gauche" nationaliste selon lequel la défaite du "oui" serait due à l'opportunisme du PQ qui a abandonné la défense de l'indépendance au profit de l'étapisme et des compromis. Encore là, pourtant, si on consulte l'enquête Pinard-Hamilton, on voit que parmi ceux qui ont indiqué

qu'ils voteraient "oui" au référendum, 17% auraient dit "non" si la question référendaire avait porté sur un mandat de réaliser plutôt que de négocier la souveraineté-association. Aussi, parmi les "oui", seulement 57% ont affirmé qu'ils seraient prêts à voter pour l'indépendance lors d'un deuxième référendum. Cela illustre qu'avec sa stratégie étapiste, le PQ a effectivement élargi au maximum la base électorale du "oui". A cet égard, on peut bel et bien parler d'un plafonnement du vote nationaliste. Plus encore, comme l'écrivent Hamilton et Pinard:

"Les OUI souverainistes ont plus tendance que les autres à être des professionnels, semi-professionnels et intellectuels (24%), alors que les proportions correspondantes décroissent chez les OUI néo-fédéralistes (16%), les NON néo-fédéralistes (11%) et les NON statu quo (6%). Le degré de scolarité décroît de la même manière au sein de ces quatre groupes, 35%, 22%, 21% et 5% ont complété 14 ans ou plus de scolarité dans chacun de ces quatre groupes, respectivement" ([10]).

Voilà qui confirme, encore une fois, que le véritable bastion de l'indépendance, ce n'est pas la classe ouvrière mais les professionnels et la petite bourgeoisie intellectuelle. Et ce n'est pas en rajoutant le mot "socialiste" à côté du mot "indépendance" qu'on va y changer quoi que ce soit!

Aussi, l'évocation par plusieurs de la victoire du "oui" au Saguenay-Lac St-Jean et sur la Côte Nord comme preuve de la base ouvrière du mouvement nationaliste est plus que douteuse. Savourant cette victoire, Fernand Daoust, le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec, devait déclarer, sur le ton du négociant, que *"les syndicats ont livré la marchandise"*! Il dévoilait ainsi que dans cette région, où dominent les grands monopoles américains de l'aluminium et de l'acier, les gros syndicats industriels, dont la direction est dominée par l'aristocratie ouvrière, ont mis toutes leurs ressources au service de la camagne du PQ. Or, ces comtés, massivement francophones, ne sont pas ceux où l'on retrouve les problèmes les plus aigus de discrimination nationale. Aussi, c'est bien plutôt la stratégie industrielle nationaliste du PQ qui a dû avoir de l'influence. Dans un Québec souverain-associé ou pas, les "multinationales" vont continuer à faire des affaires d'or dans cette région, de la même façon que les puits de pétrole



Le soir du 20 mai à Québec, les partisans du "OUI" prennent connaissance de la défaite référendaire.

continueraient de couler dans une Alberta plus autonome. Le nationalisme économique du PQ, comme celui du NPD au fédéral, ne vise pas à déloger les monopoles américains mais à en profiter davantage. C'est ainsi que la bourgeoisie tente de récupérer le sentiment anti-impérialiste des travailleurs.

C'est aussi en raison de ce nationalisme économique qu'une couche minoritaire du monde des affaires québécois a appuyé la souveraineté-association. Expliquant les raisons de son appui au "oui", l'hebdomadaire *Finance* écrivait dans un éditorial du 19 mai 80:

"Les Albertains, en élisant un gouvernement Lougheed sans opposition et les Terre-Neuviens en se rangeant derrière les revendications énergétiques et fiscales de M. Peckford ont déjà donné le mandat de négocier à leurs véritables représentants. Le sens de la question référendaire n'est pas différent" ([11]).

Il est difficile d'exprimer plus clairement ce fait que pour la bourgeoisie au Québec, la question nationale n'est qu'un argument de "bargaining power", comme l'est la production du pétrole en Alberta et à Terre-Neuve. Pour *Finance*, l'appui au "oui" se situe en continuité avec son soutien à la politique économique du PQ qui vise à "protéger les secteurs économiques traditionnels de l'économie québécoise" ([12]), à "stimuler l'épargne et l'investissement au Québec" ([13]), à moderniser le secteur forestier, etc. Dans le secteur minier cependant, *Finance* ne cache pas son désaccord avec l'expropriation de l'Asbestos, une compagnie minière contrôlée par General Dynamics des Etats-Unis, tout en soutenant la création de la **Société nationale de l'amiante** et l'achat de gré à gré de la Bell Asbestos.

On a là la mesure réelle du nationalisme économique qui, surtout, ne doit pas remettre en question l'alliance avec l'impérialisme américain. Et *Finance* salue, il va sans dire, le "dégrèvement fiscal de 166% des dépenses d'exploration minière consenties au Québec" ([14]), en comparant cela à l'Alberta qui crée une agence de commercialisation du pétrole. Il semble donc que, pour la bourgeoisie nationaliste, le très conservateur Peter Lougheed de l'Alberta soit le frère jumeau de Lévesque! Après tout, les deux n'ont-ils pas un ennemi commun, le centralisme d'Ottawa?

Et, en guise de conclusion à sa défense du "oui", *Finance* ajoute: *"La première richesse du Québec, c'est encore sa fiscalité qui provient du labeur de ses citoyens et du fruit de leurs épargnes"* ([15]). Pour la bourgeoisie nationaliste en effet, le renforcement de son contrôle sur le pouvoir d'Etat au Québec ne vise qu'un but: détourner les fruits du labeur du peuple à son propre profit.

10. *Les raisons du OUI, celles du NON*, **Richard Hamilton et Maurice Pinard,** *Le Devoir*, **17 mai 80.**
11. *Finance*, **19 mai 80.**
12. idem.
13. idem.
14. idem.
15. idem.

Une évolution du rapport de forces

Finalement, ce plaidoyer en faveur de la souveraineté-association nous permet de comprendre aussi pourquoi, justement, la majorité des capitalistes québécois, qui a profité des politiques du PQ, n'est pas prête cependant à appuyer la souveraineté-association. Car, ces arguments, à l'heure du boom industriel de l'Ouest canadien, constituent une voie risquée pour les capitalistes qui ont réussi depuis les années 60 à se constituer un capital national et des monopoles "bien de chez-nous" qui aujourd'hui visent à s'étendre en profitant d'une expansion sur le marché canadien pour, si possible, se développer aux USA.

Après avoir détroné la Sun Life ([16]), après s'être hissés à la tête de l'Hydro-Québec, de la Caisse de dépôts et de placements, après avoir constitué MLW-Bombardier, Culinar ([17]), etc., en monopoles qui investissent maintenant hors du Québec, les capitalistes francophones parlent aujourd'hui d'un rapprochement et d'une collaboration soutenue entre le Montreal Board of Trade, et son équivalent francophone, la Chambre de commerce. C'est là un événement significatif puisqu'il indique possiblement un rapprochement des intérêts des bourgeoisies anglophone et francophone de Montréal. C'est donc dire qu'aujourd'hui la bourgeoisie d'affaires francophone s'est suffisamment développée pour collaborer "d'égal à égal" avec la bourgeoisie anglophone. Et c'est dire aussi qu'aujourd'hui, les deux fractions bourgeoises semblent avoir un intérêt commun à s'unir pour défendre leur position par rapport à Toronto et de plus en plus par rapport à Calgary et Edmonton.

Les discours ont cédé le pas à la réalité

Pour conclure, on doit finalement constater que dans le débat référendaire, les grands discours idéologiques auront cédé le pas, et c'est normal, aux aspects sociaux véritables du projet nationaliste. La bourgeoisie québécoise, qui a soutenu et profité des politiques nationalistes du PQ, n'a pas besoin d'un projet politique souverainiste susceptible de l'affaiblir sur le marché canadien. Les travailleurs québécois eux non plus n'ont pas suivi, dans leur majorité, le projet péquiste. Car, le projet nationaliste n'offre aucun avantage social à la masse du peuple totalement écartée du pouvoir, qu'il soit provincial ou fédéral. Et, toutes choses étant égales, qui peut reprocher au travailleur moyen frappé par la crise d'appréhender une augmentation plus forte de sa facture de pétrole, si le Québec quitte la Confédération? Qui peut lui reprocher de favoriser les frontières les plus larges possibles? Les événements qui ont suivi le référendum n'ont d'ailleurs cessé de confirmer le véritable projet du PQ. Sitôt le décompte terminé, le premier ministre Lévesque s'est dépêché d'aller s'asseoir à la table de négociation et son ministre des Finances, Parizeau, déclarait il y a quelques semaines que le prochaines élections, comme les précédentes, se dérouleraient sur le thème du "bon gouvernement". On a enfin, à la veille de la rencontre des premiers ministres, réalisé l'unité des membres de l'Assemblée nationale du Québec au sujet de certaines revendications constitutionnelles. Et, dans tout ce décor, la seule note discordante nous vient de l'indépendantiste Pierre Bourgeault qui accuse le PQ, avec 12 ans de retard, de ne pas être indépendantiste.

Le référendum et ses suites auront finalement démontré que le discours nationaliste a atteint ses limites et qu'il n'est en aucune façon un gage de progrès social. Il aura démontré aussi que l'oppression nationale au Québec n'a pas le poids et la force capables de justifier un vaste mouvement populaire en faveur de l'indépendance, un idéal dont le prolétariat et la bourgeoisie se sont déjà détournés. On ne peut nier en effet que les luttes menées au Québec dans les années 60 et 70 ont forcé des réformes comme, par exemple, au niveau de certains droits lingistiques. Cela fait de l'oppression nationale au Québec, une réalité foncièrement différente de celle, par exemple, des peuples autochtones au Canada.

L'échec du "oui" au référendum n'est donc pas le fait de la stratétie étapiste des leaders du PQ, ni de la démagogie du camp du "non", non plus que de la peur du changement. C'est le résultat d'un programme politique nationaliste qui n'a rien à offrir aux classes les plus importantes de notre société. •

Les partisans du "NON", le soir du 20 mai, dans la ville de Québec.



16. Sun Life, une compagnie d'assurances canadienne-anglaise reconnue pour son chauvinisme et qui a finalement déménagé son siège social à Toronto. Depuis, la part du marché de la Sun Life n'a cessé de diminuer au profit principalement de compagnies francophones.

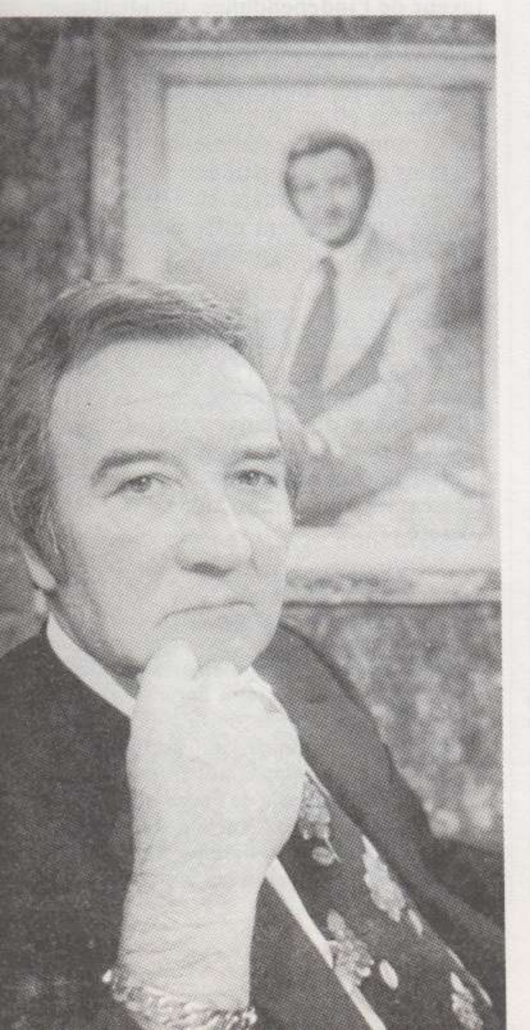
17. Culinar, monopole de l'agro-alimentaire (les petits gâteaux Vachon etc.) soutenu par les Caisses Desjardins qui, incidemment, visent aujourd'hui à s'emparer de Nordair.

L'aristocratie ouvrière au Canada aujourd'hui

Qu'il s'agisse d'une simple grève, d'une lutte économique ou politique d'intérêt national, on voit toujours se dessiner dans le mouvement ouvrier deux attitudes irrémédiablement opposées. D'un côté, des leaders ouvriers de la trempe de McDermott qui arpentent les couloirs du parlement à la recherche d'un compromis ou d'un emploi futur. De l'autre, des travailleurs prêts à combattre jusqu'au bout pour la défense des intérêts de leur classe. Ces deux points de vue, en lutte permanente dans le mouvement ouvrier, trouvent leur origine dans les conditions matérielles qui ont modelé la classe ouvrière canadienne telle qu'elle est aujourd'hui et qui ont permis à la bourgeoisie d'en corrompre une fraction, celle qu'on nomme l'aristocratie ouvrière.

L'opportunisme, la collaboration de classe, le réformisme, tout cela a des bases objectives dans le mouvement ouvrier qu'il importe de comprendre dès lors qu'on veut y faire triompher le programme de la révolution. C'est ainsi seulement qu'on comprendra comment il se fait qu'une partie du prolétariat ait pu s'assurer la domination du mouvement ouvrier et syndical canadien.

Président de compagnie? Grand financier? Ministre? Non, le très aristocrate Dennis McDermott, président du Congrès du travail du Canada...



Tout comme la question de l'aristocratie ouvrière s'est posée à Marx vers 1850 en Angleterre pour expliquer la "léthargie" du mouvement ouvrier anglais de cette époque, cette question reste posée pour les communistes canadiens de 1980. Elle reste posée, car il faut expliquer la domination des idées réformistes sur le mouvement ouvrier canadien. Elle reste posée, car il faut comprendre ce qui fait que des couches du prolétariat sont plus réceptives aux idées communistes alors que d'autres s'y montrent beaucoup plus réticentes, sinon carrément opposées. Cela ne peut s'expliquer par la simple domination des idées bourgeoises, il faut encore que les conditions matérielles permettent à ces idées de surgir et de se répandre dans le prolétariat.

La question que nous abordons ici n'est pas nouvelle, elle s'est posée et elle se pose à tous les révolutionnaires qui se donnent pour tâche de gagner le prolétariat au programme de la révolution prolétarienne. Les difficultés rencontrées dans le ralliement du prolétariat, et en particulier du prolétariat de la grande industrie, donnent à cette question un caractère déterminant dans tous les pays impérialistes. De sa résolution, peut dépendre le développement des organisations ou partis communistes et leur capacité d'adopter une tactique qui corresponde aux réalités concrètes. C'est dans cette perspective que nous examinerons d'abord le contexte historique qui a permis au Canada le développement de l'aristocratie ouvrière et que nous tenterons ensuite de cerner ses caractéristiques actuelles.

Un peu d'histoire

Le Canada, avec son passage au stade impérialiste, a vu lui aussi se développer une profonde scission au sein du mouvement ouvrier. Ainsi, très tôt, les ouvriers qualifiés se distinguent de la masse ouvrière et adoptent des positions opposées à la masse des travailleurs. Lors de la grève du rail en 1903 par exemple, toutes les catégories inférieures de travailleurs, comme les bagagistes, débrayèrent à l'échelle du pays. Trois catégories supérieures restèrent au travail: les ingénieurs de locomotive, les conducteurs et les chauffeurs.

De façon plus générale, ces métiers spécialisés, regroupés en syndicats de métier, menèrent une lutte farouche contre la syndicalisation des ouvriers industriels, notamment dans les années 20 et 30. En effet, avec la division du travail qui ne cesse de s'accentuer, avec les chaînes de montage et le taylorisme (méthode de division du travail pour accélérer la productivité) qui apparaissent, les hommes de métier se retrouvent à la fois dans une situation avantageuse vis-à-vis de la masse sans qualification, mais ils se sentent aussi menacés par elle qui tend à les remplacer peu à peu sous l'effet de la division plus poussée du travail. Les syndicats de métier serviront donc de rempart des privilèges de l'aristocratie ouvrière contre la majorité des ouvriers. Le caractère durable de ces privilèges est illustré par le fait que l'aristocratie ouvrière semble avoir fort bien traversé la crise de 1929, réussissant même à s'enrichir grâce à l'effondrement des prix. On sait par contre que pour la majorité la situation fut très pénible, les ouvriers non qualifiés et les jeunes étant les premiers à se retrouver en chômage.

Mais, dans les années 30, l'impérialisme canadien est loin de bénéficier d'une situation de force sur le marché mondial et de plus, c'est la crise. La colère gronde dans les masses. Tout cela fera que l'hégémonie de l'aristocratie ouvrière sur le mouvement ouvrier sera loin d'être totale. Le Parti



Le Syndicat des marins du Canada où All Banks, bureaucrate syndical américain, s'est illustré par sa chasse aux communistes dans les années 50.

communiste canadien suit alors une politique révolutionnaire. Il travaillera à syndiquer les ouvriers industriels et intensifiera son action parmi d'autres couches démunies du prolétariat, comme les jeunes chômeurs alors rassemblés dans des camps de travail. Ce n'est pas pour rien non plus que se crée en 1932 l'ancêtre du NPD, la Cooperative Commonwealth Federation (CCF), avec un langage radical qui condamne le profit.

Avec la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme canadien se renforce considérablement au plan économique. Le nombre de syndiqués double, et les grands syndicats industriels que nous connaissons aujourd'hui, comme les Métallos et les Travailleurs unis de l'automobile (TUA), se constituent et prennent le pas sur les vieux syndicats de métier.

On pourrait croire dès lors que l'aristocratie ouvrière se trouve en déclin. C'est le contraire qui se produit. L'impérialisme américain et son allié canadien sortent de la guerre dans une situation de quasi-hégémonie dans le monde occidental. L'essor économique du Canada sera important pendant une vingtaine d'années, si on excepte certaines crises. Cela n'est pas sans rappeler la situation de l'Angleterre de 1848 et 1880, où celle-ci exerçait un monopole incontesté dans le monde. L'hégémonie mondiale à laquelle participe l'impérialisme canadien a pour résultats les surprofits qu'il réussit à accumuler et qui lui permettront de corrompre une partie de la classe ouvrière. Par exemple, durant les 20 années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, les investissements canadiens à l'étranger seront multipliés par 5.

La bourgeoisie canadienne suit alors une politique réformiste: assurance-chômage, pensions de vieillesse, allocations familiales, assurance-santé, reconnaissance de "l'utilité" des syndicats, en autant qu'ils contrôlent leurs membres (Beveridge Report en 1943). Il peut alors apparaître tout à fait vraisemblable que l'impérialisme puisse, de réforme en réforme, accorder un sort très acceptable à la classe ouvrière. De là à voir, pour le mouvement syndical, son sort lié à celui de la bourgeoisie il n'y a qu'un pas qui sera très vite franchi. Les 2 grandes centrales syndicales d'alors, le Congrès canadien du travail (CCT) regroupant les syndicats de métier, et le Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) regroupant surtout les syndicats de métier, approuvèrent sans réserves tous les grands projets impérialistes, l'alliance avec l'impérialisme américain, le plan Marshall, la guerre de Corée, etc.

On ne s'étonnera pas que ces années furent celles du triomphe total de l'aristocratie ouvrière dans le mouvement ouvrier canadien. Dès 1947, les directions syndicales se lancent dans le grand ménage pour éliminer les communistes. Cela correspond au début de la guerre froide, la bourgeoisie ayant confié à l'aristocratie ouvrière la tâche de mener la répression à l'intérieur des syndicats. De 1947 à 1953 environ, on assistera à cette lutte pour l'hégémonie de l'aristocratie ouvrière. La vie syndicale se caractérise par les expulsions, les scissions, le maraudage, la destruction pure et simple de syndicats plus progressistes. Tous les moyens sont bons. Au congrès du CMTC en 1950 par exemple, la direction filtre soigneusement les délégués élus par leurs locaux. On empêche tous les communistes, ou ceux qu'on soupçonne de sympathies envers eux, de participer au congrès.

Une fois cela fait, plus rien de sérieux n'oppose les syndicats industriels et les syndicats de métiers. L'aristocratie ouvrière dirige les uns comme les autres. La fusion du CCT et du CMTC en 1956, pour former le Congrès du travail du Canada (CTC) d'aujourd'hui, viendra souligner ce triomphe. A partir de là, les effectifs syndicaux restèrent à peu près stagnants jusqu'au milieu des années 60 avec la syndicalisation de la fonction publique. La politique syndicale en fut une de collaboration ouverte avec la bourgeoisie. Le mouvement communiste fut rayé de la carte, lui-même victime de cet opportunisme qui fleurissait au milieu de cette prospérité relative de l'impérialisme. Mais cela ne pouvait durer.

Vers le milieu des années 60, les rivalités interimpérialistes deviennent plus aiguës. Le Japon, l'Europe, l'URSS veulent aussi leur part dans le pillage du monde. Au Canada, la situation économique commence à se détériorer. En 1966, pour la première fois le chômage et l'inflation grimpent en même temps. Le mouvement ouvrier et populaire se remet en marche, les luttes se multiplient. De nouvelles couches prolétariennes très exploitées, comme les employés d'hôpitaux, se syndiquent et entrent dans le combat. La bourgeoisie abandonne peu à peu sa politique réformiste. Les gains des masses sont supprimés et on se met à couper dans les services publics qui avaient été concédés quelques années auparavant. Dès lors, la domination de l'aristocratie ouvrière est ébranlée. Les ouvriers se mettent à rejeter en grand nombre les ententes acceptées par les directions syndicales. Et, on peut dire que ce mouvement a culminé récemment par la critique radicale qui a été faite de McDermott, président du CTC. L'essor du mouvement communiste durant cette période n'est pas non plus une simple coïncidence. Il correspond à l'état de la lutte de classe et à la contestation de plus en plus large de la domination de

l'aristocratie ouvrière sur l'ensemble du mouvement ouvrier canadien. La scission du mouvement ouvrier est de plus en plus apparente.

L'aristocratie ouvrière aujourd'hui au Canada

C'est en partant de cette scission qu'il faut analyser la situation concrète de la classe ouvrière canadienne.

La première chose qui saute aux yeux, c'est l'écart qui peut exister au niveau des salaires. En avril 1977, par exemple, les salaires moyens hebdomadaires s'établissaient ainsi, selon certains secteurs choisis:

vêtements:	$159.00
services:	$168.00
transformation première des métaux:	$313.00
produits du pétrole et du charbon:	$380.00
moyenne des industries:	$246.00

On peut constater par là que dans les raffineries de pétrole, par exemple, le salaire moyen dépasse de 54% le salaire moyen de l'industrie et qu'il représente plus du double de celui du vêtement.

Pire, cet écart n'a cessé de s'accroître si on examine l'évolution des salaires entre 1946 et 1966. Dans le vêtement, les salaires se sont multipliés par 2.5 et dans le secteur des produits du pétrole par 3.5. Cela montre bien que le développement économique ne profite pas également à tous, même en période de "boom".

En regardant les choses sous l'angle des secteurs économiques, on peut déjà constater qu'il y a des probabilités nettement plus grandes que l'aristocratie ouvrière se concentre dans certains d'entre eux. Il s'agit, en général, des secteurs suivants: assemblage d'automobiles, acier, équipement électrique, construction, mines, pâtes et papier, raffinage du pétrole, production chimique, transport... Cela correspond généralement aux secteurs que l'on retrouve au coeur industriel du pays, en Ontario. Mais, il faut également tenir compte des particularités régionales, comme le bois par exemple en Colombie-Britannique.

En ce qui concerne les salaires, il faut aussi tenir compte de la taille des entreprises. En Ontario, les salaires dans les entreprises de plus de 500 employés sont de 12% supérieurs à ceux des entreprises de 100 à 499 employés, et de 26% supérieurs aux salaires des entreprises de moins de 100 employés.



Très tôt, dans les syndicats canadiens l'aristocratie ouvrière gagnera l'hégémonie. Ci-haut: le premier exécutif du Congrès du travail du Canada (CTC) en 1956.

Troisième élément et sans doute le plus important. Il s'agit de la vieille division dans toutes les entreprises entre les hommes de métier ou les semi-spécialisés et les ouvriers qui travaillent à la production. Les écarts de salaire entre ces deux groupes peuvent être considérables. A la Dominion Bridge de Montréal, par exemple, les hommes de métier gagnaient en 1977 $2.00 de plus l'heure que les non spécialisés. Si on ajoute à cela le fait que leur travail moins pénible leur permettait de faire du temps supplémentaire, au bout de l'année, c'est un salaire de $25,000. qu'ils recevaient. A l'usine de General Motors de Ste-Thérèse près de Montréal, le salaire d'un mécanicien, incluant le temps supplémentaire, peut atteindre $35,000. par année et celui d'un ouvrier semi-spécialisé (un débosseur par exemple) varie autour des $30,000., incluant là aussi le surtemps. Cela représente presque deux fois le salaire des ouvriers de la production. Il y a donc là un jeu conscient de la compagnie pour concentrer la corruption sur un petit nombre d'ouvriers tout au haut de l'échelle. Une enquête sur 29 types d'emplois dans la région de Montréal a montré que les salaires moyens les plus élevés se retrouvent chez les menuisiers d'entretien, les électriciens d'entretien, les conducteurs de tours, les plombiers d'entretien, etc.

Il existe donc une couche d'ouvriers qui se distingue de la masse par des revenus plus élevés. Une enquête dans un département du Canadien national à Montréal donne une idée de l'utilisation de ces revenus. Près des 3/4 de ces ouvriers privilégiés à cet endroit avaient utilisé leur pécule pour se partir en affaires, s'acheter une petite flotte de taxis, un restaurant, des blocs-appartement, des "machine shops", etc. Leur mode de vie était par aileurs typiquement petit-bourgeois, avec yacht, voyages dans le Sud, chalet, etc. L'esprit de compétition et de réussite sociale qui les anime les amène à voir d'un oeil favorable l'envoi de leurs enfants dans les collèges privés. Bref, l'aristocratie ouvrière, tant par son style de vie que par son niveau de vie, correspond presque en tout point à l'image que la bourgeoisie veut nous imposer de l'ensemble de la classe ouvrière.

Il fallait mettre l'accent sur les salaires, même si nos données sont partielles, pour bien souligner que c'est la base de la corruption, la base de l'intérêt objectif de l'aristocratie ouvrière à soutenir l'impérialisme. A $4.00 ou $5.00 l'heure, le moins qu'on puisse dire, c'est que cet intérêt n'est plus le même.

Il n'y a pas que les salaires...

Les privilèges de l'aristocratie ouvrière ne se limitent pas, loin de là, au salaire. Il faut rajouter les privilèges au niveau des conditions de travail. Ici aussi, on doit prendre note de la différence qui existe entre les ouvriers spécialisés et ceux de la production. Pour ces derniers, à l'usine de GM de Ste-Thérèse par exemple, le travail est très dur, les cadences de plus en plus rapides, le surtemps obligatoire, la chaleur considérable dans certains départements, sans compter qu'ils sont étroitement contrôlés et surveillés. On comprendra que le roulement de personnel puisse être important.

D'autre part, vous trouvez les hommes de métier, ceux qui entretiennent les machines-outils, qui les réparent. Le ministère de l'Industrie et du Commerce établit la répartition suivante des classes d'emploi pour l'ensemble de l'industrie de l'automobile:

manoeuvres:	75%
semi-spécialisés:	23%
spécialisés:	2%

Les ouvriers spécialisés et, dans une certaine mesure, les semi-spécialisés sont peu contrôlés, l'intensité de leur travail est moins grande, les pauses plus longues, etc. En Colombie-Britannique, dans les usines de bois, on peut remarquer le même phénomène. Par exemple, les scieurs et les saboteurs jouissent non seulement d'un salaire supérieur de $2.00 l'heure à celui des non-spécialisés, mais ce sont eux qui déterminent le rythme de travail de l'ensemble des ouvriers.

Cela met en lumière un aspect important des caractéristiques de l'aristocratie ouvrière: sa place privilégiée dans le processus de production. Elle veille au bon fonctionnement de tout cet équipement sans lequel la production ne pourrait tout simplement pas avoir lieu, parfois c'est elle qui établit les cadences. On soupçonne donc le pouvoir qui lui est propre et que n'ont pas les ouvriers de la production, ceux qui sont peu ou pas specialisés et que l'employeur peut remplacer à tout moment, par des étudiants par exemple, comme cela se fait à GM.

Il en va autrement des ouvriers spécialisés. Un simple refus de travailler de la part de leur petit groupe, et c'est la production qui est en jeu. On peut dire la même chose de certains ouvriers semi-spécialisés qui accomplissent des tâches clés. Ceux qui sont par exemple responsables de la finition des voitures ou de l'inspection finale des produits. La bourgeoisie a intérêt à avoir des hommes sûrs à ces endroits et elle y mettra le prix. A l'inverse de cette situation, les ouvriers de la production n'ont d'autre arme de défense que la solidarité de l'ensemble.

Objectivement donc, certains ouvriers n'ont pas besoin de l'unité de toute la classe ouvrière. Au contraire, ils utilisent leur position pour s'allier aux patrons. En échange des privilèges dont on vient de parler, ils ont pour mission de saboter le mouvement des ouvriers. A l'usine de GM dont nous parlions plus haut, cela est évident. Arrive une grève sauvage, une occupation, un sit-in, et vous verrez les hommes de métier faire bande à part, agir réellement comme une couche qui n'a pas les mêmes intérêts.

Il serait cependant erroné de conclure ici que l'aristocratie ouvrière se caractérise en tout temps par son manque de combativité. Il arrive en effet que les hommes de métier doivent faire la grève et puissent même utiliser des moyens de pression assez radicaux. Le gangstérisme de Hal Banks et Dédé Desjardins (1) n'a pas grand-chose à voir avec la violence révolutionnaire. Ce qui est caractéristique par contre, c'est qu'il s'agit de luttes pour des privilèges, sans égard à l'ensemble des travailleurs. Par exemple, les clauses dans certaines conventions collectives qui mettaient présumément tel syndicat à l'abri du gel des salaires au lieu de penser à un combat de toute la classe ouvrière. Ce sont donc des luttes marquées au coin du corporatisme et du localisme, des luttes usine par usine, des "patterns" où une seule usine se bat pour établir le modèle pour toutes les autres, comme c'est le cas dans l'industrie de l'auto.

Cette prépondérance absolue des intérêts particuliers d'une minorité de privilégiés se traduit également dans le

1. Il s'agit là de deux dirigeants syndicaux qui se sont illustrés par leur gangstérisme le premier face au syndicat des marins dans les années 50, et le second dans les syndicats de la construction au Québec dans les années 70.



Les travailleuses du textile et les ouvriers des raffineries: une différence de plus de $220.00 dans le revenu moyen par semaine au Canada.

mouvement syndical. Ainsi, chez les International Woodworkers of America (IWA) en Colombie-Britannique, on a vu au début des années 70 les hommes de métier chercher à se séparer du syndicat pour se donner un syndicat "bien à eux". En Ontario, en 1976, les ouvriers de métier chez Ford obtiennent le droit de veto sur la convention.

On a là une illustration concrète de ce que voulait dire Engels quand il disait que l'aristocratie ouvrière était également la couche dirigeante de la classe ouvrière. John Porter, un sociologue canadien qui a étudié ce qu'il appelle "l'élite", révélait des choses intéressantes sur ce contrôle de l'aristocratie ouvrière dans les syndicats durant les années 50. Il constatait que les ouvriers spécialisés fournissaient beaucoup plus que leur part de chefs syndicaux, les non-spécialisés étant très largement sous-représentés dans la haute gomme syndicale. Il faut ajouter à cela que la pratique courante de presque tous les syndicats consiste à coopter directement les permanents syndicaux. A ce sujet, Porter s'aperçut que 89% de ces permanents l'étaient dans le plein sens du terme, c'est-à-dire qu'ils étaient à toutes fins pratiques indécollables.

Cela n'est qu'un aspect de la domination de l'aristocratie ouvrière, mais qui illustre comment l'influence de cette couche est hors de mesure par rapport à son nombre. Si on ajoute à cela que l'aristocratie ouvrière a aussi l'avantage d'être organisée politiquement grâce au NPD, lui-même créé, entre autre, à l'initiative du CTC, on comprendra l'influence qu'elle est en mesure d'avoir sur l'ensemble du mouvement ouvrier.



Walter Reuther, ex-président des Travailleurs unis de l'automobile (TUA) et grand chasseur de communistes et de prograssistes dans les syndicats.

Nous avons parlé des privilèges matériels de l'aristocratie ouvrière, son salaire, ses conditions de travail et la place qu'elle occupe dans la production. Mais il faut ajouter un mot sur les privilèges politiques. C'est la possibilité pour certains représentants de cette couche de siéger sur d'innombrables comités gouvernementaux et tripartites où, d'une part, les représentants ouvriers seront rémunérés. Cela s'ajoute aux rémunérations déjà considérables que permettent les fonctions syndicales ($50,000. pour McDermott, à quoi il faut ajouter l'indexation, le fond de pension, les frais de représentation, etc). D'autre part, il y a la possibilité pour ces dirigeants de contribuer en commun avec la bourgeoisie à l'élaboration des politiques de développement de l'impérialisme canadien. Les privilèges politiques, c'est aussi la possibilitée d'un "profil de carrière" alléchant. On peut devenir sénateur comme Jean Marchand, ex-président de la CSN, ou encore ambassadeur comme Lénoard Woodcock, ex-président des TUA.

L'ensemble de ces privilèges fait de l'aristocratie ouvrière et des boss syndicaux qui en représentent les intérêts une couche qui se distingue du reste de la classe ouvrière et qui s'y oppose. De ces privilèges découlent nécessairement des positions politiques pro-impérialistes, chauvines et réformistes. Les grands syndicats comme les TUA, les Métallos, IWA sont les plus gros fournisseurs de personnel politique et de fonds pour le NPD dont le programme exprime leurs intérêts. Certains syndicats des Teamsters et de la construction sont encore plus réactionnaires, peut-être parce que là l'aristocratie ouvrière n'a pas à composer avec une majorité qui n'est pas corrompue. Mais il faut savoir que dans les syndicats industriels, comme les Métallos, on ne retrouve pas seulement des aristocrates ouvriers, loin de là. Une grande partie du membership provient de petites unités où il faudrait un microscope pour trouver les privilèges, comme par exemple à Radio Shack à Barrie en Ontario. Il y a donc sans doute dans ce syndicat, comme dans les autres, une majorité saine dont les intérêts objectifs vont à l'encontre de ceux de l'aristocratie ouvrière. C'est pourquoi nécessairement la défense des intérêts de l'aristocratie ouvrière doit passer par des stratégies industrielles qui ont l'air d'être de l'intérêt général.

Les conditions dont il faut tenir compte

Tout n'est pas dit sur l'aristocratie ouvrière, mais on peut formuler plusieurs hypothèses sérieuses. L'aristocratie ouvrière recouvre essentiellement la couche des ouvriers spécialisés à l'emploi des monopoles. Il faudra enquêter plus à fond sur la situation qui existe en dehors de ces monopoles. Mais à coup sur, le phénomène n'y prend pas les mêmes proportions. Dans les grands monopoles, le pouvoir de l'aristocratie ouvrière se trouve renforcé par le fait que l'ensemble des ouvriers y jouit de certains avantages par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière. Cela n'en fait pas des aristo-

crates ouvriers, mais c'est un terrain plus favorable à sa domination.

On peut dire d'autre part que la concentration de l'aristocratie ouvrière varie considérablement d'un secteur à l'autre, même entre les monopoles. Dans les raffineries hautement automatisées par exemple, il est possible que l'aristocratie ouvrière forme la majorité de la force de travail. Par contre, dans une usine d'assemblage automobile, elle peut ne représenter que 10% des ouvriers. Ailleurs ce peut-être moins. C'est donc dire que lorsqu'on dit que l'aristocratie ouvrière constitue une mince couche du prolétariat, cela est tout à fait relatif suivant les provinces, les villes, les secteurs industriels et le degré de développement économique.

Si nous disons que la minceur de cette couche est relative, c'est aussi parce que son influence s'étend bien au-delà de ceux qui la composent. En effet, la relative prospérité qu'a connue l'impérialisme canadien, même si celle-ci commence à s'effriter, a fait en sorte de créer des conditions favorables à sa domination jusqu'à maintenant. On ne peut nier en effet, qu'au Canada, non seulement l'aristocratie ouvrière, mais de larges secteurs de la classe ouvrière jouissent de conditions économiques bien plus favorables que dans d'autres pays. C'est cela aussi qui permet à l'aristocratie ouvrière de maintenir son emprise sur le mouvement ouvrier.

Il faut donc tirer les conclusions qui s'imposent en ce qui concerne la tactique que les communistes doivent utiliser pour rallier le prolétariat à leur programme. Il faut conclure, entre autre, qu'il serait présentement tout à fait suicidaire de s'attaquer de plein front aux secteurs des masses qui sont les plus dominés par l'aristocratie ouvrière. Nous avons vu qu'il s'agissait là généralement surtout du prolétariat des grandes industries. C'est malheureusement souvent de cette façon que bien des communistes conçoivent le ralliement de la classe ouvrière au programme communiste. Il s'agirait simplement, selon certains principes immuables, de faire des bastions de l'aristocratie ouvrière des bastions du prolétariat révolutionnaire.

Le problème, c'est que l'analyse et notre pratique depuis plusieurs années nous démontrent que cette façon d'agir est erronée dans les conditions actuelles, des conditions qui ne sont pas celles de la Russie ni de l'Allemagne du début du siècle. Il faut, non seulement tenir compte que l'aristocratie ouvrière a érigé son emprise au sein du prolétariat industriel des grands monopoles, mais aussi que les couches les plus combatives du prolétariat se retrouvent présentement dans des secteurs comme le secteur public, la jeunesse, le mouvement des femmes et les nations et minorités nationales opprimées. C'est donc d'abord en tâchant de rejoindre ces couches qui sont les plus réceptives que l'on pourra le mieux faire pénétrer le programme de la révolution, parce que c'est là que les idées réformistes et social-démocrates ont moins de prise. Agir autrement dans les conditions actuelles, ce serait vouloir se lancer à l'assaut de la forteresse sans avoir même les forces et l'organisation pour le faire, ce serait délaisser les couches les plus combatives du prolétariat. On voit donc que deux tactiques existent au niveau de la tactique de ralliement. Et, c'est sur la base de l'analyse concrète que nous réaffirmons aujourd'hui notre adhésion à l'une d'elles. Car nous croyons que c'est ainsi que nous pourrons le mieux gagner l'ensemble du mouvement ouvrier aux idées révolutionnaires et vaincre ce facteur de division, cet obstacle à la lutte révolutionnaire que constitue l'aristocratie ouvrière. •

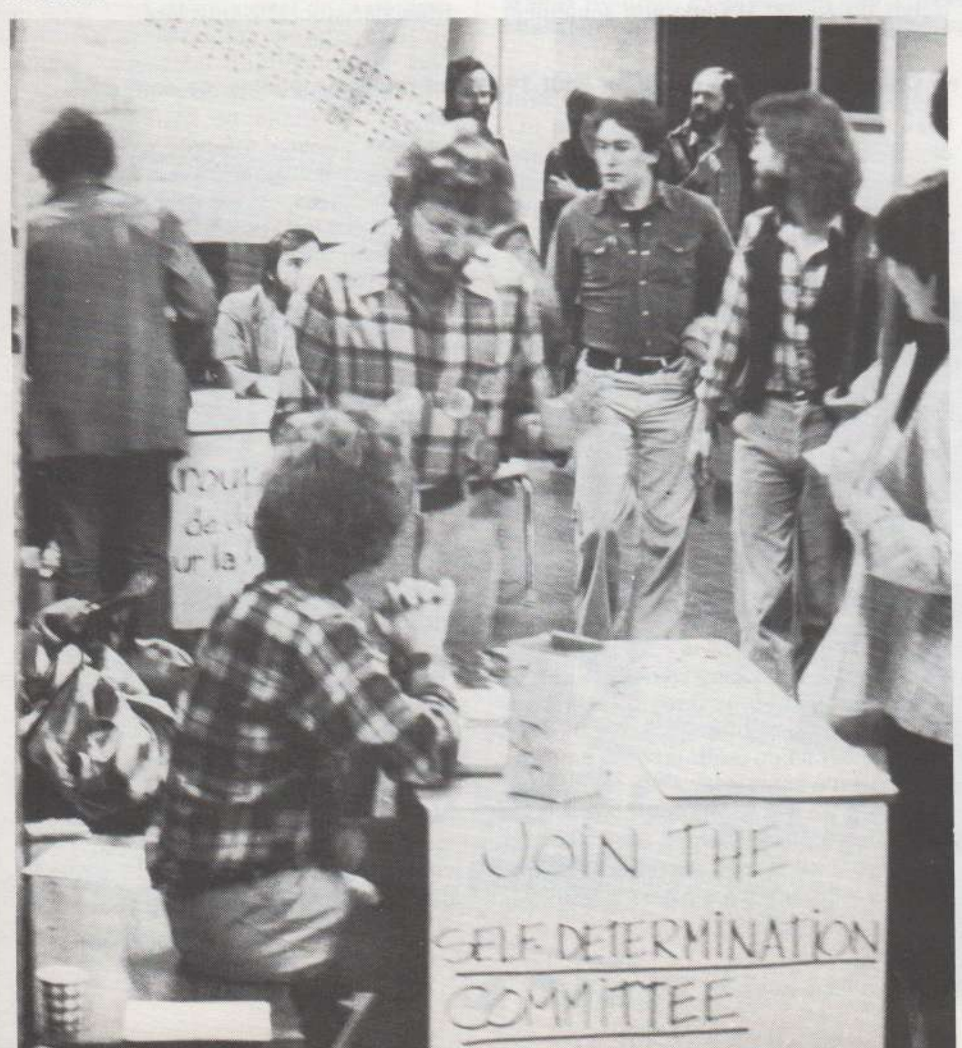
Les travailleurs de Radio Shack à Barrie en Ontario entrent en grève en août 79. Membres des métallos, ce sont des travailleurs largement sous-payés.



Le soutien au droit du Québec à l'autodétermination est une réalité bien vivante au Canada anglais

Au cours des derniers mois, notre Organisation a mis au centre de son travail politique au Canada anglais la défense du droit du Québec à l'autodétermination et le point de vue de l'égalité des langues et des nations. En pratique, nous avons travaillé à faire connaître ce point de vue en combattant le chauvinisme, en nous impliquant dans la mise sur pied de comités et l'organisation d'actions pour défendre ce droit démocratique de la nation québécoise. C'est l'évaluation de ce travail que nous présentons dans ce bilan ([1]).

Kiosque du Comité anglophone de Montréal pour le droit à l'autodétermination du Québec lors du Colloque du 10 mai à Montréal sur Les travailleurs face au référendum.



L'évaluation présentée ici porte aussi sur les résultats du travail des nombreux comités qui ont été créés dans toutes les villes importantes du pays et sur le mouvement qu'ils ont développé. Mais elle ne représente pas pour autant le bilan des comités proprement dit; c'est notre point de vue sur leur action, en tant que force politique impliquée activement dans leur création et leur action. Nous présenterons ici les données et les chiffres que nous avons pu recueillir. Ils ne sont peut-être pas précis dans tous les cas. Nous avons pris soin cependant de ne conserver que les données réelles qui rendent compte des aspects généraux les plus significatifs de cette lutte politique importante.

Notre participation à cette campagne politique a été préparée par plusieurs années de lutte sur le front des droits nationaux au Canada. Plus particulièrement depuis l'élection du Parti québécois en 1976, nous avons accordé à la lutte contre l'oppression nationale une place très importante dans l'ensemble de notre activité politique. Depuis 1977, nous avons fait connaître notre point de vue par une Déclaration sur l'égalité absolue des langues et des nations, laquelle a recueilli plus de 60,000 signatures d'un bout à l'autre du pays.

Mais avec l'approche du référendum au Québec, il devenait clair que la question du Québec occuperait le devant de la scène politique du pays. Se battre pour les droits démocratiques de la nation québécoise, attirer l'attention des travailleurs canadiens sur cette question nationale, répandre le point de vue démocratique sur l'égalité absolue

1. Le présent bilan ne porte que sur notre action au Canada anglais. Celui de notre action au Québec durant la même période sera présenté plus tard dans notre presse.

des langues et des nations en partant du cas du Québec et sur ce terrain combattre le chauvinisme, tout cela ne pouvait qu'être bénéfique à la cause des travailleurs de toutes les nations et minorités nationales opprimées du Canada.

Compte tenu de l'offensive chauvine à l'occasion de ce référendum, compte tenu que la question du Québec a divisé les travailleurs dans le passé, et compte tenu aussi que les luttes sur ce terrain ont entraîné la répression au Québec, il n'était pas question de laisser la bourgeoisie agir à sa guise. Il fallait au contraire faire du référendum une occasion pour renforcer l'unité des forces populaires, unité absolument nécessaire aux travailleurs, une unité basée sur le respect de leurs droits. Pour cela, il fallait travailler à impliquer toutes les forces démocratiques du Canada anglais et, en particulier, le mouvement syndical.

Unir tous ceux qui peuvent être unis

En l'espace de quelques mois, seize (16) comités pour la défense du droit du Québec à l'autodétermination ont été créés dans autant de villes canadiennes: Vancouver, Prince-Georges (C.B.), Edmonton, Regina, Saskatoon, Calgary, Winnipeg, Toronto (ce comité existait bien avant décembre 79), Ottawa, Hamilton, Ste-Catherines, Sudbury, Hurst, Montréal, Halifax, Moncton. L'action de ces comités a débordé le cadre des villes où ils ont été créés. Au moins 24 villes canadiennes ont été touchées par leur action. Sauf Terre-Neuve, l'Ile du Prince-Edouard et les Territoires du Nord-Ouest, toutes les autres régions du pays ont été atteintes.

Ces comités étaient autonomes, c'est-à-dire qu'ils n'étaient pas des prolongements organisationnels d'une organisation ou d'un parti politique. C'étaient des comités formés d'individus. Leur membership total s'est élévé à environ 130 personnes. Mais le nombre de personnes qui ont posé des gestes concrets dans cette lutte est beaucoup plus élévé. Nous évaluons à environ 1,000 le nombre de ceux qui ont directement appuyé l'action des comités: signature et circulation d'une déclaration, vente du macaron sur le Québec, participation à des conférences, des manifestations, des piquetages, lettres aux journaux et aux revues, etc. Il est impossible de chiffrer le nombre de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, sur leur propre base, ont appuyé le travail des comités.



La ligne de piquetage organisée par le Comité de Halifax-Dartmouth pour défendre le droit du Québec à l'autodétermination lors de la conférence du conseil pour l'unité canadienne à Halifax en avril dernier. La police était intervenue pour empêcher les journalistes de s'approcher des manifestants et de les interviewer.

Si les forces impliquées étaient nombreuses, elles étaient aussi très variées. Parmi le membership des comités on retrouvait des gens du Nouveau Parti démocratique (NPD), du Parti communiste canadien (PCC), de la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR), d'anciens militants de cette dernière, du Groupe socialiste des travailleurs (GST), du Socialist Organizing Committee (SOC), des International Socialists, du Parti communiste ouvrier (PCO), de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE! (OMLC), du Ottawa Committee for Labor Action (OCLA), des anarchistes, des militants chrétiens, des progressistes n'appartenant à aucune organisation politique, des syndicalistes canadiens.

Tous les comités ont été constitués sur une plate forme politique analogue, basée sur les trois points suivants: le Québec est une nation et pas seulement une province, c'est une nation opprimée, il faut reconnaître et défendre le droit de cette nation à l'autodétermination.

Depuis des années, cette expérience est la plus importante action d'un mouvement uni et large d'un bout à l'autre du pays. On peut dire que le mouvement syndical a été impliqué dans la bataille, et ce malgré la direction du Congrès du travail du Canada (CTC). C'était visible au Congrès du CTC où 450 délégués se promenaient avec le macaron qui appelait à la défense du droit du Québec à l'autodétermination. Les boss syndicaux n'ont pas pu défendre leur politique chauvine.

Cette expérience d'unité d'action large comporte plusieurs leçons importantes qu'il faut identifier.

L'unité des forces démocratiques, populaires et ouvrières est toujours à rechercher dans la lutte de classes. Mais cette unité n'existe pas par elle-même et pour elle-même. Elle ne se constitue pas non plus une fois pour toutes. Chaque combat commande une unité qui soit conforme à son importance dans la conjoncture et aux caractères du pays en question, aux forces impliquées, à la nature de la ou des revendications en cause, ainsi qu'au caractère des forces susceptibles de s'unir dans la lutte en question. Autrement dit, il faut bâtir cette unité en tenant compte de la situation concrète et de la conjoncture dans tous ses aspects.

Le combat pour défendre le droit du Québec de choisir son avenir politique est une lutte démocratique. Par son caractère, cette lutte est susceptible d'intéresser tous les démocrates conséquents. Compte tenu de cela, il était possible de viser à unir un large éventail de forces, indépendamment de leur appartenance de classe jusqu'à un certain point, de leurs convictions politiques et idéologiques. Il faut ajouter à cela que ces forces avaient manifesté dans les années passées qu'elles pouvaient s'unir dans des luttes immédiates importantes.

L'unité a été possible à l'échelle du pays parce que cette lutte intéresse directement toutes les régions du Canada. Car la question du Québec, et plus précisément son avenir politique, affecte directement et immédiatement l'avenir politique du pays tout entier.

L'unité d'action a été possible aussi parce qu'elle a permis et a encouragé l'implication de toutes les forces susceptibles de l'être à ce moment-là. Cela a été possible parce que l'unité d'action n'a pas été réalisée dans une coalition d'organisations, ce qui, dans la conjoncture canadienne actuelle, aurait été impossible. Les comités étaient des regroupements autonomes d'individus prêts à s'engager immédiatement dans la bataille. Et leur unité d'action a été d'autant plus solide qu'ils se sont unis sur une seule et même chose: la défense du droit du Québec de choisir son avenir politique. Ils n'ont pas cherché à étendre cette base politique en cours de route et cela a certainement renforcé le caractère homogène des comités et du mouvement dans son ensemble.

Agir sur la conjoncture

Cette unité d'action la plus large possible était nécessaire pour agir sur la conjoncture. Il fallait atteindre l'opinion publique par tous les moyens et faire entendre le message démocratique. Il fallait susciter les manifestations publiques en faveur des droits du Québec dans tous les milieux. L'étendue de l'action des comités et de ceux qui ont contribué à ce mouvement apparaît dans les données suivantes.

•**Utilisation des médias d'information**: 23 conférences de presse et communiqués de presse; 34 interventions à la radio et à la télévision; 44 interventions dans les journaux et les revues.

•**Manifestations publiques**: 8 piquetages; 17 conférences qui ont réuni environ 500 personnes; 31 interventions dans des évènements publics autres que ceux organisés par les comités (tables de littérature, diffusion de tracts et de déclarations, etc.).

•**Diffusion de moyens d'information:** tous les comités ont distribué une déclaration expliquant leurs buts. Cette distribution a été inégale d'un comité à l'autre et nous ne possédons pas de chiffres sur la quantité distribuée ni sur les signatures recueillies. Le Comité de Toronto a produit un Dossier sur le Québec, lequel a été distribué par presque tous les comités. Nous avons pour notre part distribué au delà de 2,500 copies de notre brochure: **Le Québec a le droit de choisir!**. Il y eut 5 projections de films sur le Québec: **Les ordres** et **Action**, tous deux portant sur les événements d'octobre 70 au Québec. Environ 3,000 macarons sur le Québec ont été vendus.

•**Message aux travailleurs du Québec à l'occasion du 1er Mai:** publié dans le journal **La Presse** de Montréal; signé par 350 personnes, dont 75% de syndicalistes canadiens; $2,820. de contributions pour l'achat de l'espace dans **La Presse.**

•**Lettre sur octobre 70:** publiée dans 5 journaux, dont **Le Devoir** de Montréal.

•**Lettres ouvertes:** lettre du Comité de Toronto à 30 municipalités de l'Ontario pour protester contre l'utilisation de fonds publics pour promouvoir la pétition People to People. Questionnaires envoyés aux candidats des partis en Ontario lors des dernières élections fédérales. Diverses autres lettres ouvertes dénonçant la pétition People to People, notamment en Colombie-



Conférence de presse organisée pour publiciser le Message aux travailleurs du Québec, publié dans le quotidien La Presse de Montréal, le jour du 1er Mai. De gauche à droite: Lloyd Ingram, président du Syndicat des postiers de Vancouver; Dave King, trésorier du VMREU; Bill Saunders, ITU; Jess Succamore, secrétaire trésorier CAIMAW.

Britannique, en Ontario et dans les Maritimes.

Ces données sont un indice de l'étendue de l'action des comités. Les milieux touchés par cette action en sont un autre.

•**Les syndicats:** des membres et syndicalistes d'au moins 30 syndicats différents ont été impliqués dans le mouvement. Ce sont surtout des syndicats canadiens du secteur public et parapublic. **Le milieu universitaire:** c'est de ce milieu que sont venues les principales forces des comités dans plusieurs villes. **Le mouvement des femmes:** au moins 5 organistions ont été touchées par le mouvement. Il faut ajouter à cela le mouvement anti-nucléaire, le mouvement des travailleurs accidentés, le mouvement étudiant, les minorités nationales et ethniques (Ukrainiens, francophones, Palestiniens, Chiliens, Chinois, Noirs, Amérindiens), ainsi que le secteur culturel, dont Rock Against Racism et le Cultural Workers Alliance.

Ainsi, en quelques mois, les comités se sont créés et ont mené à bien un grand nombre d'activités à travers tout le pays. Ce mouvement, bien entendu, n'était pas massif. Il eut été illusoire de se fixer un tel objectif. Mais les résultats sont réels et appréciables. On peut imaginer ce que le mouvement syndical pourrait faire dans de telles conditions. Mais tant qu'il demeurera attaché au char électoral du NPD, il ne pourra pas jouer le rôle qu'il peut et qu'il doit jouer dans les batailles politiques importantes comme celle du référendum.

MESSAGE DU PREMIER MAI
DES TRAVAILLEURS DU CANADA ANGLAIS

Faire reculer le chauvinisme

Le mouvement chauvin derrière la pétition People to People était la force chauvine que l'on retrouvait à l'échelle de tout le pays. C'est lui qui s'était fixé pour but de se gagner un appui populaire. Et c'est ce courant qui présentait l'image la plus "acceptable" pour la population canadienne. Il se présentait sous un masque "fraternel", "amical" et "démocratique" (2). C'était aussi le courant chauvin qui intervenait le plus au Québec.

On peut dire sans hésiter que le mouvement de défense a nui à la campagne People to People. Pas au point de l'arrêter, bien sûr. Mais suffisamment pour ternir son image dans plusieurs milieux.

---

2. Pour une analyse détaillée de ce mouvement chauvin, voir notre brochure: ***Le Québec a le droit de choisir!***

Ainsi, les protestations contre l'utilisation de fonds publics pour promouvoir cette pétition ont jeté de l'ombre sur un message qui se voulait pur, apolitique et désintéressé. A tel point que le comité organisateur de cette pétition en Ontario s'est senti obligé d'émettre un communiqué officiel pour blanchir sa réputation. A cause de ces protestations, des magasins ont revisé leur décision de distribuer la pétition. En Nouvelle-Ecosse, c'est le premier ministre lui-même qui a écrit au Comité d'Halifax Dartmouth pour lui dire que le gouvernement ne la ferait pas circuler. Au Québec, la présentation des résultats de cette pétition a été au mieux une farce grotesque, ridiculisée même par les journaux bourgeois, grâce à l'intervention de l'OMLC EN LUTTE! et du PCO. Finalement, il faut attribuer à cette opposition vigoureuse le mérite d'avoir empêché la pétition People to People d'être ouvertement et officiellement défendue par les dirigeants du mouvement syndical. C'est sans doute la plus grande réussite du mouvement dans la lutte contre le chauvinisme au cours de cette période. Car, n'eut été de cette opposition, le mouvement syndical aurait sans doute appuyé la pétition. Certains des cadres de l'organisation qui distribuait cette pétition n'étaient-ils pas des gens bien connus du NPD? Que cette opposition ait aussi un peu égratigné le NPD ne serait pas surprenant, en particulier en Ontario.

Le mouvement s'est aussi attaqué aux médias faisant preuve de chauvinisme, en particulier ceux qui censuraient l'information sur le mouvement d'appui au Québec. Mentionnons la lutte contre le Vancouver Sun, qui refusait de publier les lettres de lecteurs qui défendaient le Québec; il a cédé et a publié des lettres. Il y eut aussi la lutte contre Radio Canada à Vancouver, pour les mêmes raisons, et à Toronto, où une employée avait été congédiée parce qu'elle défendait le droit du Québec à l'autodétermination et les droits des Franco-Ontariens.

Les politiciens chauvins n'ont pas échappé aux dénonciations des comités: à Queen's Park, en Ontario, durant la semaine où la législature à l'unanimité, y inclus le NPD, s'est prononcée contre la souveraineté-association et contre la négociation, si tel était le choix des Québécois au moment du référendum; à Vancouver, contre les prises de position du premier ministre Bennett; en Saskatchewan, contre la visite et l'ingérence de Blakeney au Québec. Néanmoins cet aspect de la lutte contre le chauvinisme n'a pas été très développé. Pourtant, dans les dernières semaines de la campagne référendaire, les premiers ministres des provinces ont été une carte maîtresse des chauvins.

Les faits qu'on vient de voir montrent qu'il est possible de mener une campagne efficace contre ceux qui sèment la division parmi les travailleurs. Avec peu de moyens et avec des forces réduites, on peut alerter l'opinion publique. On peut ternir l'image de ces faux-démocrates et ainsi affaiblir leur influence. Il s'agit d'oser les attaquer et de les démasquer.

John Robarts, ancien premier ministre d'Ontario et cosignataire du rapport Pépin-Robarts: une autre "vedette" de la pétition chauvine "People to People".



Faire connaître ce mouvement au Québec

Il y a eu des résonnances certaines, au Québec, du travail fait par les comités au Canada. Les journaux comme **EN LUTTE!** et **La Forge** ont donné une couverture régulière des activités du mouvement. Le Comité de Montréal a aidé à organiser deux conférences de presse pour publiciser les actions des comités au Canada anglais. La création de certains comités, comme celui d'Edmonton et celui d'Ottawa, a été annoncée dans des journaux de Montréal. Le Message du 1er Mai a été publié dans le quotidien **La Presse** de Montréal et **Le Devoir**, aussi de Montréal, a publié la Lettre sur octobre 70. Certains travailleurs et syndicalistes québécois ont pris la parole dans des assemblées au Canada et ont pu ainsi rapporter des informations dans leurs syndicats et leurs milieux de travail. Nous avons aussi organisé de tels voyages, notamment celui d'un étudiant québécois dans les Maritimes. Le Message du 1er Mai a été diffusé largement sous forme de tract au Congrès de la CSN, au Québec, en juin.

Mais, s'il y a eu des résonnances certaines de ce mouvement au Québec, on doit reconnaître que cela est demeuré limité. L'impact aurait pu être plus grand. Voyons les causes de cette faiblesse (lesquelles ne sont pas présentées ici par ordre d'importance).

Le nationalisme étroit des directions syndicales au Québec y est certainement pour quelque chose. On ne peut pas dire qu'elles aient été tellement empressées de s'associer aux travailleurs du Canada qui appuient le droit du Québec à l'autodétermination. Quand, par exemple, quelqu'un de Vancouver est venu leur proposer d'inclure la présentation du Message du 1er Mai dans les activités du premier mai au Québec, personne n'a trouvé cela assez important pour s'en occuper. Ainsi, alors que les bourgeois pompaient des millions pour ballader les porte-parole chauvins à travers la province, les syndicats québécois n'ont pas trouvé le moyen d'inviter quelqu'un du Canada

anglais pour venir expliquer que le droit du Québec à l'autodétermination n'est pas bafoué par tout le monde au Canada anglais.

Le Parti québécois, évidemment, n'avait pas intérêt à ce que le mouvement au Canada anglais soit connu. Tous les nationalistes concentraient leurs énergies à attaquer le fédéral. Bien peu d'entre eux étaient intéressés à publiciser le fait qu'il existe de nombreuse forces au Canada, y compris dans le mouvement syndical, qui défendent le droit du Québec de choisir de son avenir politique. La FTQ est même allée jusqu'à manoeuvrer pour que le congrès n'adopte pas une position claire sur le droit du Québec à l'autodétermination au dernier congrès du CTC.

Il y a eu aussi un manque d'unité politique parmi les comités sur cette question. Certains avaient des réticences à intervenir au Québec. Ils pensaient que toute intervention serait interprétée comme de l'ingérence. C'était confondre le jour et la nuit. Ceux qui sont venus au Québec pour dire: "Vous n'avez pas le droit de vous séparer"; "on ne négociera pas avec vous, vous serez isolés"; "si vous vous séparez, vous n'aurez pas notre pétrole albertain...", ces gens-là ont fait de l'ingérence. Ils ont fait des pressions et des menaces. Mais ça n'a rien, mais absolument rien à voir avec ceux qui disaient: "C'est à vous de choisir; et quelle que soit votre décision, nous la respecterons".

Le retard dans la mise sur pied du Comité de Montréal y est aussi pour beaucoup. Nous considérons comme une erreur de notre Organisation de ne pas avoir agi plus rapidement et d'avoir sous-estimé l'importance d'un comité solide à Montréal au tout début de cette campagne.

Finalement, le fait que les comités n'aient pas réussi à se coordonner à l'échelle du pays n'a pas aidé non plus. Si cette coordination avait existé, s'il y avait eu un comité de coordination pour l'ensemble du pays, on aurait eu un bon instrument pour canaliser les informations vers le Québec. On aurait pu influencer davantage les médias et les syndicats. Le manque de coordination laissait les initiatives à chacun des comités, ce qui enlevait son impact et sa force à cette action.

Le travail de notre Organisation dans ce mouvement

Ce n'est un secret pour personne que dès décembre 79, deux membres de notre Organisation ont voyagé à travers le pays pour promouvoir la création de regroupements autour de la défense des droits du Québec et pour combattre le chauvinisme au cours de la période référendaire. Cette initiative, sans être à l'origine de la création de tous les comités, a été dans bien des cas le coup de pouce qu'il fallait pour inciter à l'action et à l'unité d'action. Par la suite, nos militants se sont impliqués dans presque tous les comités. Nous avons mobilisé nos forces pour appuyer les actions des comités.



Rallye en soutien au droit à l'autodétermination du Québec organisé le 14 mai à Toronto.

Le journal **EN LUTTE!** a offert une couverture régulière et substantielle des activités du mouvement dans une rubrique spéciale qui a été maintenue jusqu'au référendum du 20 mai. Nous avons aussi produit et diffusé la brochure sur le Québec.

Dès le départ, au moment d'adopter l'orientation qui nous a guidés au cours de la campagne, nous étions conscients des problèmes qu'elle comportait. Il fallait conserver notre indépendance idéologique et organisationnelle et poursuivre nos propres activités sans pour autant entrer en compétition avec les comités. Ainsi, nous avons évité d'utiliser les actions des comités pour promouvoir notre propre organisation, comme par exemple d'organiser notre propre piquetage la veille du jour et au même endroit où un comité avait décidé d'en organiser un; ou encore de planifier une conférence dans la ville et le soir même où doit se tenir un événement organisé par un comité. Ces deux exemples ne sont pas choisis au hasard. Ce sont des gestes posés par le PCO et qui illustrent bien ce qu'il ne fallait pas faire.

On peut dire que dans l'ensemble nous avons réussi à nous impliquer activement dans ce mouvement sans entrer en compétition avec lui et sans sacrifier notre propre indépendance d'action. Nous avons poursuivi la cueillette de signatures sur notre déclaration d'appui à l'égalité des langues et des nations (9,400 signatures de janvier à mai); nous avons diffusé notre journal et la brochure **Le Québec a le droit de choisir!**, et nous avons organisé des manifestations, comme celle devant la Législature de l'Ontario, celle à Montréal

Venus présenter à Montréal les résultats de leur pétition, les organisateurs de la campagne "People to People" pour l'unité canadienne ont frappé un noeud: des centaines de manifestants venus défendre l'unité des travailleurs et la Déclaration pour l'égalité absolue des langues et des nations.



contre la pétition People to People. Nous sommes intervenus dans un grand nombre de congrès syndicaux, dont ceux du CTC, de la CSN, de la Fédération des travailleurs du Nouveau-Brunswick, du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), du Syndicat des postiers du Canada (CUPE) en Saskatchewan, des enseignants de la Colombie-Britannique.

Dans les comités nous avons évité d'aiguiser les contradictions avec les autres organisations politiques. Nous étions conscients que s'ils se transformaient en lieu de polémique entre organisations, ils seraient désertés par les progressistes et ils perdraient beaucoup de leur crédibilité. Nous avons maintenu cette orientation jusqu'au référendum, malgré les provocations et les nombreuses actions et attitudes condamnables du PCO.

Après le référendum, nous avons fait connaître notre critiquedu PCO dans un article du journal **EN LUTTE!**. Nous considérons toujours que ces critiques sont fondées et qu'il était juste de les publier. Mais nous avons en même temps fait parvenir cet article à tous les comités, sous forme de lettre ouverte. Nous pensons maintenant que c'était une erreur. Ce geste invitait officiellement les comités à se prononcer sur des critiques difficilement vérifiables par chacun d'eux, étant donné l'absence de coordination entre les comités. On demandait en somme à chaque comité de trancher la critique alors qu'il ne pouvait le faire.

Mais cette erreur n'entache pas notre contribution à ce mouvement, laquelle est demeurée correcte et constante tout au long de la bataille. Si nous avons tellement insisté pour que le mouvement se coordonne davantage, pour qu'il organise au moins une conférence nationale pour échanger les informations, l'expérience, et pour planifier ne serait-ce que quelques actions simultanées, ce n'était pas, malgré les ragots de certains, pour contrôler ce mouvement. Au contraire, une telle coordination, un échange régulier d'information l'aurait rendu encore plus autonome et plus efficace. Si une telle coordination avait existé, il aurait été beaucoup plus difficile pour quiconque de jouer dans les coulisses et d'user de tactiques manipulatrices. En l'absence d'une telle autonomie au plan national, il est évident que les organisations qui, elles, ont une structure centralisée à l'échelle du pays, ont une meilleure connaissance du mouvement que le mouvement lui-même.

Nous tirons aussi de ces derniers mois la leçon qu'en tant qu'organisation communiste, on peut très bien concentrer pour un temps ses énergies sur un aspect du programme communiste, voir même sur une revendication démocratique importante, sans pour autant cesser de faire notre travail communiste et sans mettre le programme révolutionnaire sur les tablettes. Certains d'entre nous pensaient au début de cette campagne que le travail dans les comités n'était pas communiste et que le travail communiste se ferait à l'extérieur des comités. Cette conception s'est avérée erronée. Si la conjoncture commande de placer une question démocratique au centre de notre travail pour un temps, cette tâche ne cesse pas pour autant d'être du travail communiste, conformément à notre programme. Si nous analysons correctement la conjoncture et si nous travaillons comme il faut, la lutte en question devient le meilleur terrain pour rapprocher encore plus de monde du programme communiste dans son ensemble.

Notre travail communiste, nous l'avons fait en faisant connaître notre point de vue le plus largement possible par la diffusion de notre journal, par notre brochure, par nos interventions dans les congrès syndicaux et les syndicats en général, par l'intervention dans les débats publics. C'est dans et par ce travail d'explication sur les causes de l'oppression nationale et sur la façon de



Toronto — 17 mai: le Comité pour l'unité canadienne organise un dernier ralliement pour "garder le Canada uni" en foulant aux pieds les droits nationaux du Québec.

l'éliminer que nous avons lié les intérêts immédiats des travailleurs à la cause du socialisme dans notre pays.

L'expérience d'unité à laquelle nous avons participé nous a aussi beaucoup appris sur la réalité des courants progressistes dans notre pays et sur la façon de travailler avec un large éventail de forces. Cette expérience nous a très certainement aidés à rompre avec le sectarisme qui a pu marquer notre action dans le passé.

Il faut mentionner toutefois certaines faiblesses dans notre action au cours de la période référendaire. Ainsi, nous aurions pu expliquer et présenter davantage notre position sur l'annulation au référendum québécois. Nous n'avons pas saisi toutes les occasions pour discuter de cette question, qui pourtant intéressait beaucoup ceux avec qui nous avons travaillé au Canada anglais. Deuxièmement, nous considérons maintenant que le maintien de la campagne de signatures de notre déclaration était une erreur. Cette tâche a drainé beaucoup de nos forces, alors qu'elles étaient requises ailleurs. Il n'est jamais très bon d'éparpiller ses forces dans une action d'envergure. Dans les faits, nous aurions pu très bien poursuivre notre action pour l'égalité absolue des langues et des nations, sans maintenir l'action particulière qu'était la cueillette de signatures.

La lutte pour l'égalité des langues et des nations a progressé

Le résultat de cette campagne, c'est que la cause de l'égalité des langues et des nations a progressé, que le chauvinisme s'est fait amocher et que plusieurs milliers de personnes sont maintenant plus conscientes de l'importance des droits nationaux dans notre pays. Si aujourd'hui on parle tant du droit du Québec à l'autodétermination, si le PQ lui-même en fait maintenant un cheval de bataille, après avoir dit que c'était "dépassé" comme revendication, on peut considérer que le mouvement au Canada anglais y est pour quelque chose.

Des pas considérables ont été franchis pour unir les forces révolutionnaires, progressistes et démocratiques au pays. Bien entendu, tout n'a pas été fait en cinq mois. Si l'unité d'action a pu atteindre ce niveau, c'est que des conditions favorables avaient été réunies antérieurement. Ces conditions sont en développement.

Il existe en effet un véritable besoin d'unité et cela se manifeste dans d'autres luttes importantes, comme la lutte contre le racisme, le mouvement antinucléaire, le mouvement des femmes, le front culturel, etc. Que ce besoin et ce désir d'unité donne naissance à des regroupements indépendants et autonomes n'est pas indépendant du fait que les deux plus importants partis "de gauche", le Parti communiste canadien (PCC) et le NPD, sont incapables d'offrir une orientation satisfaisante aux nombreuses forces qui aspirent à des changements profonds et radicaux du système actuel. Et si on en juge par le mouvement de défense des droits démocratiques du Québec autour du référendum, cette remarque vaut sans doute pour la vieille gauche organisée du NPD, le Waffle, laquelle s'est tenue discrètement à l'écart du mouvement. Le sectarisme paralyse! Le PCC, lui, n'a pas été très actif, sauf dans deux comités. Quand au NPD, ce sont ses forces périphériques, ceux qui gravitent autour et certains éléments plus connus de sa gauche qui se sont impliqués. Leur contribution a d'ailleurs été fort appréciée. Mais il faut voir qu'ils ont agi à l'encontre des orientations du NPD qui, lui, se coalisait avec les chauvins les plus notoires. Cette dissidence est une bonne chose et il faut espérer qu'elle se renforce. Nous espérons quant à nous que la campagne de défense des droits du Québec y aura contribué.

Dans l'immédiat, c'est le débat constitutionnel qui devrait attirer l'attention et fournir les occasions pour d'autres manifestations d'unité. C'est dans l'immédiat le terrain le plus propice à la lutte unifiée des forces ouvrières et populaires et des divers courants progressistes et démocratiques. Si chacun reste dans son coin, si le mouvement ouvrier se limite à faire la promotion électorale du NPD, si les nations et les minorités opprimées n'unissent pas leurs voix les Trudeau, Clark, Lougheed, Bennett, Davis et compagnie feront la pluie et le beau temps. Nous en sortirons plus faibles et plus isolés. Utilisons les leçons et l'expérience de la bataille référendaire pour forcer la main aux dirigeants du mouvement syndical de façon à ce que le mouvement ouvrier organisé mette son énorme potentiel dans l'appui et le soutien de tous ceux qui subissent l'oppression sous une forme ou une autre au Canada. •

Une question centrale: le ralliement des ouvriers

Il y a presqu'un an, EN LUTTE! décidait d'entreprendre le bilan systématique de son action dans la classe ouvrière et les couches populaires, et plus particulièrement du ralliement de la classe ouvrière à son Organisation et à son Programme.

L'objectif d'un tel bilan était lié bien sûr aux décisions du 3e Congrès d'EN LUTTE! qui faisait du ralliement la tâche centrale de la prochaine période dans la lutte pour édifier le Parti. Il était aussi lié à la nécessité de mieux ajuster notre action et notre Organisation aux exigences de la situation actuelle et au développement considérable de nos interventions.

Ce bilan a donné lieu à des décisions importantes lors de la dernière réunion du Comité central (CC) sur des questions aussi importantes que: par où commencer?, la direction des communistes dans la lutte de classe, notre action dans les syndicats, le mouvement des femmes et la jeunesse. Avant l'adoption de ces décisions, dans le journal EN LUTTE! comme au sein de notre Organisation, les lecteurs, les sympathisants et les membres ont pu faire connaître leurs points de vue sur ces questions extrêmement importantes pour le développement de notre travail.

Nous voulons rendre compte ici de l'essentiel des conclusions adoptées par le Comité central. Ces conclusions, malgré leur caractère parfois schématique, ne font pas seulement le bilan de notre travail de ralliement. On y retrouvera l'orientation qui guidera le travail d'EN LUTTE! afin de rallier de plus en plus de travailleurs au programme communiste. Elles constituent aussi, à bien des égards, des rectifications de notre pratique antérieure, comme par exemple en ce qui concerne le mouvement des femmes au Canada, ou plus particulièrement une rupture avec certaines formes de sectarisme qui avaient marqué notre action.

Dans les mois qui viennent, notre presse reviendra de façon plus développée sur certaines de ces décisions ([1]). Déjà, personne ne devrait hésiter à formuler ses questions ou ses commentaires sur ces orientations qui vont marquer profondément tout le travail d'EN LUTTE! durant la prochaine période.

La situation actuelle du ralliement à notre Organisation

Le Comité central considère que notre Organisation a réussi non seulement à établir sa présence politique dans toutes les régions du Canada, mais aussi à développer son influence. Nous sommes en voie de nous imposer comme une force politique avec laquelle il faut compter. Ces résultats se mesurent par la multiplication des travailleurs et des progressistes qui reprennent et défendent nos mots d'ordre. Mais ce qui est encore plus significatif, c'est qu'il s'agit d'un bon nombre de gens qui étaient déjà impliqués et influents dans leurs milieux, dans leurs organisations de masse. Il faut noter que près de 50% de ces contacts proviennent du prolétariat. Il faut aussi prendre note du grand développement de notre influence dans les régions du Canada anglais, particulièrement dans l'Ouest (Colombie-Britannique et les Prairies) et aussi en Ontario.

Ces succès très positifs s'expliquent par le développement de notre capacité d'analyser la conjoncture, de fournir une plus grande direction dans la lutte de classe; par le développement de notre capacité d'appliquer notre tactique d'ouverture et d'unité (en rompant avec les formes de sectarisme et de dogmatisme qui nous marquaient encore); par le développement de notre capacité d'entraîner à l'action en s'engageant nous-mêmes dans l'action là où nous étions, dans des comités, des organisations de masse, dans les luttes; par le développement de nos activités de propagande qui ont été plus variées et plus liées à notre agitation.

Par ailleurs, on doit dire que notre Organisation connaît des difficultés dans le recrutement. Il existe encore un écart assez grand entre ceux qui reprennent nos mots d'ordre dans leurs luttes, ceux qui travaillent sous notre direction dans des luttes particulières ou sur des questions particulières et ceux qui rejoignent les rangs de notre Organisation. Ces difficultés se traduisent aussi par le fait que le nombre de membres et de sympathisants engagés dans la réalisation des tâches de l'Organisation s'est peu développé. Cela vient du fait que notre Organisation a connu un nombre de démissions presqu'aussi grand que le nombre de nouveaux sympathisants et stagiaires nouvellement admis.

Que faut-il penser de cette situation? Le CC considère qu'il faut situer nos difficultés actuelles à accroître notre membership en rapport avec les progrès considérables de notre travail depuis le 3e Congrès et plus particulièrement depuis 1 an. Loin de s'affaiblir, notre influence politique au sein des masses ne cesse de grandir. Il y a un peu plus d'un an, nos mots d'ordre étaient peu repris par les masses, les résultats de notre travail au Canada anglais demeuraient faibles. Ceci dit, le CC considère qu'il faut intensifier nos efforts de façon à ce que d'ici le 4e Congrès, les résultats obtenus au niveau de notre influence

---

1. **Dans le présent numéro d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, les articles sur** *l'aristocratie ouvrière aujourd'hui au Canada* **et** *le soutien au droit du Québec à l'autodétermination est une réalité bien vivante au Canada anglais* **rendent compte de certaines des décisions prises à la dernière rencontre du Comité central d'EN LUTTE!, tenue en juin 1980.**

politique se traduisent par une augmentation du recrutement à notre Organisation.

Il y a un autre facteur très important dont nous devons tenir compte également et qui ne dépend pas de l'action de l'Organisation elle-même. Ce sont les revers subis dans la lutte pour le socialisme, en URSS et en Chine notamment. Il ne fait pas de doute que les hésitations de plusieurs à s'associer plus étroitement au travail de l'Organisation et à rallier ses rangs sont dues à ces revers. D'ailleurs, ces problèmes ont été ressentis encore plus vivement par plusieurs organisations politiques qui se réclament du socialisme au Canada. Ces organisations telles les organisations trotskystes, le PCO, le PCC, le PCC(m.-l.), ont en effet connu des scissions et des divisions significatives dans leurs rangs.

Finalement, le CC considère que l'idéalisme et le volontarisme qui ont caractérisé notre activité passée ont eu des effets certains sur le nombre de démissions et l'hésitation de plusieurs sympathisants à accepter "ce mode de vie".

Il n'y a pas de recette magique. On n'a pas à chercher le "moyen" ou LE "cadre organisationnel" qui va nous permettre de recruter de nouvelles forces. Nous sommes engagés dans la bonne voie et il s'agit d'intensifier notre travail en fonction de cet objectif. Le ralliement ne peut se faire qu'à travers notre capacité d'offrir une direction politique plus grande et plus concrète dans la lutte de classe, notre implication plus grande dans les luttes des masses, notre rapprochement des couches progressistes du mouvement ouvrier et populaire. Pour qu'un plus grand nombre de travailleurs franchissent l'étape de l'engagement politique révolutionnaire, il faut généralement une association étroite et durable de notre Organisation à leurs luttes immédiates. C'est dans ce cadre que plusieurs d'entre eux verront la portée pratique du programme communiste et le sens réel de la lutte pour le socialisme.

Le CC s'est attardé aux questions de tactique posées par notre liaison plus profonde aux masses. Ceci dit, le CC a tenu à préciser que le problème d'une liaison plus profonde aux masses n'est pas le seul et unique problème à résoudre pour rallier les éléments les plus conscients à notre Organisation et à notre Programme.

Dans notre pays, comme à l'échelle du monde, il y a un grand nombre de personnes qui sont déjà convaincues, à divers degrés, que des changements réels à leur situation exigent le socialisme. Si plusieurs adhèrent à diverses formes de révisionnisme, l'aspiration au socialisme est néanmoins très réelle. Par ailleurs, on ne peut nier que, dans notre pays, il y ait un certain scepticisme à l'égard des possibilités de l'avènement du socialisme. Dans ces conditions, nous devons reconnaître toute l'importance de tirer les leçons de la lutte pour le socialisme et d'en fournir une explication rigoureuse et scientifique. Ce travail, auquel notre Organisation attache une grande importance, a une portée pratique pour le ralliement des travailleurs au programme communiste. C'est ainsi que nous serons en mesure de développer notre capacité de répondre de façon systématique aux questions politiques qui empêchent l'adhésion plus grande à notre Programme et à notre Organisation.

Printemps 1980 à Québec, débat autour de la Déclaration pour l'égalité absolue des langues et des nations. Les militants et sympathisants communistes discutent de leur travail et en tirent le bilan.



Le CC a également tenu à souligner qu'à travers l'ensemble de notre action et de nos interventions, notre objectif est double. D'une part, il s'agit d'appuyer les forces qui luttent pour le progrès, de favoriser leur unité et ainsi, contribuer à la satisfaction de leurs revendications immédiates. D'autre part, il faut viser à faire connaître notre Programme et notre Organisation et à y rallier les éléments les plus conscients.

Il faut aussi que le recrutement soit une préoccupation constante dans notre travail. Un aspect très important pour développer le recrutement, c'est d'accorder plus d'attention à diriger et à organiser notre travail auprès des contacts et des sympathisants actifs.

Il ne faut pas seulement se contenter de faire plus de contacts et de les entraîner dans des luttes particulières. Il faut profiter de toutes les occasions pour leur exposer notre ligne et notre Programme plus en détails, non pas de façon figée et dogmatique, mais en leur expliquant nos positions sur les questions qui les touchent, en faisant, sur cette base, la critique du capitalisme, du nationalisme et du réformisme, faisant ainsi progressivement apparaître la nécessité de la révolution socialiste pour vraiment régler les divers problèmes qu'affrontent les masses populaires.

La diffusion large de notre point de vue, notamment la diffusion de notre journal mais aussi de notre revue, nos brochures, les causeries, les conférences, les cercles de lecteurs, etc., sont autant de moyens qu'il faut développer

pour faire connaître largement le point de vue communiste dans une conjoncture où il est loin d'être reconnu dans notre pays et dans le monde.

Il faut aussi voir à faciliter et à simplifier le recrutement des forces avec lesquelles nous travaillons dans les différents mouvements de lutte, en premier lieu, les sympathisants actifs. Il faut aussi, dans la mesure du possible, permettre à ces gens de continuer à intervenir, une fois admis dans l'Organisation, dans les milieux et les organisations de masse où ils sont activement impliqués.

Par où commencer?

Dans un pays capitaliste avancé comme le Canada, nous devons tenir compte de l'importance de l'aristocratie ouvrière. Elle représente la couche d'ouvriers spécialisés à l'emploi des monopoles et elle se trouve généralement concentrée dans les grandes entreprises. Elle est non seulement la couche supérieure de la classe ouvrière corrompue à même les surprofits des monopoles, mais **la couche dirigeante** de la classe ouvrière. C'est en période de prospérité économique de l'impérialisme canadien, et dans le cadre d'une vaste campagne de répression contre un courant plus progressiste, que l'aristocratie ouvrière s'est assuré l'hégémonie sur l'ensemble de la classe ouvrière.

Elle est très bien organisée comme couche au sein des syndicats, mais également grâce à son parti politique, le NPD. Le pouvoir de l'aristocratie ouvrière et son emprise sur ceux qui profitent à des degrés divers des avantages de l'impérialisme, varie selon les provinces, les villes, les secteurs industriels, en fonction du développement économique de l'impérialisme. C'est en ce sens qu'il ne faudrait pas voir l'aristocratie ouvrière de façon statique.

Nous avons de bonnes raisons de croire que les effets de la crise sur le prolétariat industriel, y compris dans les grandes usines, vont créer des possibilités de ralliement plus grandes qu'actuellement. Nous devons donc demeurer ouverts aux luttes qui pourraient se développer dans ce secteur. Par ailleurs, il faut réaffirmer que les conditions objectives et subjectives parmi les travailleurs de la grande industrie n'ont pas changé à un point tel que nous devions changer notre tactique générale.



Le 5 août 1980, 300 femmes marchent dans les rues de Toronto pour "reprendre la nuit" qui leur est volée à cause du harcèlement sexuel.

Le CC réaffirme donc que c'est en cherchant d'abord à joindre les couches ouvrières et populaires les plus exploitées, les plus combatives et les plus ouvertes aux idées marxistes-léninistes, là où la domination de l'aristocratie ouvrière est la moins forte, que nous pouvons le mieux pénétrer la classe ouvrière à l'étape actuelle.

Nous considérons que ces couches se retrouvent le plus souvent dans le secteur public (où on retrouve un grand nombre de syndicats canadiens), parmi les femmes, chez la jeunesse et dans les minorités nationales.

La direction des communistes dans la lutte de classe

Le CC considère qu'il est toujours juste d'affirmer que la direction des communistes dans la lutte de classe consiste à indiquer la voie que le prolétariat doit adopter dans chaque conjoncture particulière pour avancer dans sa lutte contre la bourgeoisie, pour faire pencher le rapport de forces toujours plus en faveur du prolétariat et de sa lutte pour le pouvoir. Cela permet de déterminer l'orientation politique à adopter à tel moment de la lutte de classe, d'identifier les questions clés de la conjoncture qui représentent un enjeu pour l'ensemble de la classe ouvrière, de mobiliser la classe ouvrière autour de mots d'ordre précis et concrets pour l'amener à poser des gestes, à s'engager dans des actions et des luttes. Cela est essentiel si notre Organisation veut vraiment être capable de jouer son rôle de direction, y compris à l'égard des luttes, des mouvements de lutte et des organisations de masse. Dans la période à venir, nous devons chercher à exercer une direction politique et pratique plus grande dans la lutte de classe en élargissant nos terrains d'action.

Dans le contexte de crise actuel, de plus en plus de larges masses se mettent en mouvement et se mobilisent; en même temps, de plus en plus de travailleurs se tournent vers notre Organisation pour trouver une issue à la situation actuelle. Pour élargir notre influence, nous devons nous impliquer plus activement dans les luttes et les mouvements de lutte les plus importants. Il faut développer notre agitation dans le cadre des luttes telles qu'elles sont et, dans notre tactique, chercher à unifier les masses autour de leurs revendications qui sont justes contre la bourgeoisie, contre l'ennemi principal et ceux qui trahissent ouvertement ces revendications.

A tous les niveaux de l'Organisation, il faut continuer à développer nos capacités de faire l'analyse concrète de la situation concrète dans les luttes, par rapport à des revendications, à des courants politiques, par rapport à des tactiques, etc., afin d'adopter des positions précises, de mettre de l'avant des tactiques justes. Un facteur essentiel pour développer une tactique juste, pour fournir une juste direction aux luttes, c'est de connaître et de comprendre les différentes forces qui y agissent, y compris les forces dirigeantes.

Il faut se débarrasser d'une attitude sectaire qui a caractérisé dans une certaine mesure, le travail de l'Organisation dans les luttes et le mouvement syndical, face à certains dirigeants syndicaux, au mouvement des femmes, et qui a conduit à affaiblir nos liens avec les masses.

Cela pose la question de notre attitude face aux forces réformistes, particulièrement la social-démocratie de gauche, et de comment nous en démarquer. A ce propos, nous devons toujours

garder en tête que le principal objectif que nous poursuivons dans nos interventions n'est pas de nous démarquer en soi des autres courants et forces politiques, mais de faire avancer les luttes de la classe ouvrière et des autres couches populaires. Il ne s'agit pas d'abandonner la démarcation, mais elle doit être menée dans le cadre de la lutte elle-même, à partir des enjeux, des conditions dans lesquelles la lutte se développe, selon le rapport de force qui existe. Nous devons également distinguer les ouvriers qui sont sous l'influence du réformisme et du révisionnisme, qui luttent sincèrement pour défendre leurs droits, des forces opportunistes organisées proprement dites. Sinon, nous en venons à voir des sociaux-démocrates et des révisionnistes partout, ce qui ne nous permet pas d'apprécier correctement les différentes forces en lutte.

* * *

Nos campagnes politiques doivent être moins nombreuses et plus courtes si nous voulons développer nos capacités d'intervenir dans les luttes populaires et ouvrières. Une fois que nous déterminons l'orientation à adopter dans une conjoncture donnée, cela ne doit pas nécessairement se traduire par une campagne politique, même si cette forme demeure une forme d'intervention importante des communistes. Quand nous décidons de faire une campagne politique à l'échelle du pays, il faut avoir des objectifs très précis, des moyens d'action précis et particuliers. Les campagnes peuvent être diverses. Cela peut être une campagne d'information et d'agitation, limitée dans le temps et pour laquelle nous prenons des moyens comme des conférences de presse, tournée de conférences, assemblées, diffusion d'instruments. Cela peut être des campagnes de mobilisaton, de lutte contre telle out telle loi, mesure, etc. Dans ce cas, il est très important de bien choisir le temps, la période durant laquelle elle aura lieu. On ne réussit à mobiliser que quand les enjeux immédiats d'une lutte apparaissent clairement aux masses, quand elles se rendent compte qu'il s'agit d'une lutte à mener tout de suite.

Le travail de l'Organisation dans les syndicats

Dans la conjoncture actuelle, la lutte pour la démocratisation, et la canadianisation dans une moindre mesure, devient clairement une lutte immédiate à mener face à l'offensive de l'aristocratie ouvrière et des boss syndicaux. Son issue peut avoir des effets importants sur l'ensemble du mouvement ouvrier, particulièrement pour les syndicats les plus combattifs et le mouvement communiste.

Le CC est convaincu qu'il demeure juste de dire qu'à l'étape actuelle de la lutte pour l'édification du parti, notre Organisation ne peut pas se fixer comme objectif la conquête organisationnelle des syndicats, ni que ce soit là une condition pour édifier le parti. Par ailleurs, nous devons viser à donner une forme beaucoup plus systématique et organisée à notre action dans les syndicats pour élargir et stabiliser notre influence.

Il faut développer le travail communiste dans les syndicats pour faire pénétrer notre Programme et nos mots d'ordre largement. Un aspect de ce travail consiste à appuyer et à renforcer les courants et les forces combatives du mouvement syndical, ce qui peut prendre la forme de caucus d'opposition, de luttes pour la démocratisation, auxquels nous participons ou que nous initions. Dans ce sens également, nous pouvons mettre de l'avant dans le cadre d'élections, de luttes, de congrès, des plates-formes particulières susceptibles d'unir ces forces autour d'objectifs immédiats. Finalement, nous devons veiller, par la façon même dont nous intervenons dans les syndicats, au développement d'un fonctionnement démocratique.

Le CC a décidé que notre Organisation doit entreprendre de consacrer des énergies au travail syndical proprement dit, en particulier dans les syndicats les plus combatifs et qui ont le plus d'impact politique sur l'ensemble du mouvement syndical canadien. Compte tenu de nos énergies, de nos forces encore limitées et de la nécessité de les répartir correctement en fonction de la réalisation de l'ensemble de nos tâches, il faut s'appuyer sur les sympathisants, sur ceux qui sont déjà actifs, et leur offrir une direction afin qu'ils développent un travail communiste dans leur syndicat. Ces camarades, dont ce sera la tâche exclusive, devront prendre une part active aux luttes qui se mènent dans leur milieu, aux élections syndicales, aux luttes pour la canadianisation, pour démocratiser le syndicat, etc., ils ne devront pas avoir peur d'intervenir sur toutes les questions qui s'y posent. Il faut également désigner un certain nombre de cadre expérimentés de l'Organisation dont le travail dans les syndicats sera la tâche exclusive et assurer une direction sur ce travail par les niveaux de direction concernés.

Nous devons aussi nous donner les

Le mouvement des femmes en Saskatchewan est parmi un des plus dynamique au pays. Ci-haut: manifestation en avril 80 pour l'avortement à Saskatoon.



moyens au niveau de la direction centrale pour analyser et suivre le développement du mouvement syndical et orienter notre action à l'échelle du pays. Malgré les pas faits en ce sens, notre travail accuse encore des retards à ce niveau. Cela fait longtemps que nous mettons de l'avant des mots d'ordre de démocratisation et de canadianisation des syndicats et ce n'est que récemment que nous avons commencé à comprendre un peu mieux comment cette lutte se pose dans le mouvement syndical au Canada, les formes qu'elle prend et la complexité de la situation.

Compte tenu de ces décisions, le CC considère qu'il faut corriger certains points contenus dans la brochure *L'objectif et l'action des communistes canadiens dans les syndicats aujourd'hui* publiée en 1978 par notre Organisation. Si les thèses qui y étaient contenues demeurent fondamentalement justes au niveau des principes, elles ne tenaient pas suffisamment compte des forces progressistes présentes dans le mouvement syndical. Les thèses laissent l'impression que l'ennemi principal à combattre dans le mouvement syndical serait l'idéologie bourgeoise plutôt que la bourgeoisie elle-même. Il doit aussi être clair que, dans les syndicats comme ailleurs, la ligne tactique et les mots d'ordre de l'Organisation demeurent la base de notre agitation et la base de l'unité d'action avec les forces progressistes, de l'élection aux postes syndicaux ou congrès, etc.

La canadianisation des syndicats

La lutte pour la canadianisation des syndicats représente un mouvement persistant dans notre pays. Essentiellement, aujourd'hui, cette lutte constitue un aspect important de la lutte plus large des travailleurs pour démocratiser leurs syndicats. C'est dans le cadre de la lutte pour la démocratisation des syndicats, non pas en soi, ni comme une étape nécessaire à la révolution socialiste, que nous appuyons la canadianisation des syndicats.

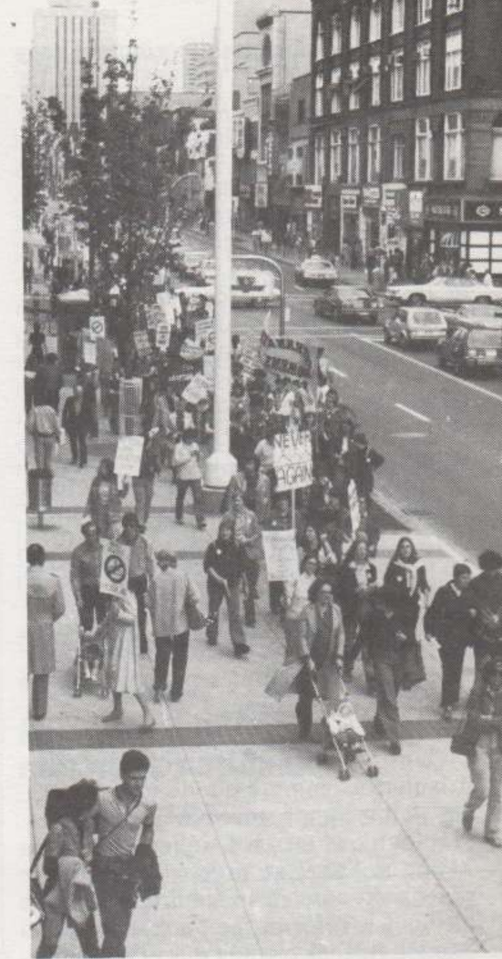
Dans cette lutte, il ne faut rejeter aucune solution de prime abord, y compris la revendication d'une plus grande autonomie, la désaffiliation, le renforcement des centrales canadiennes. En ce qui concerne les changements d'affiliations syndicales, nous devons faire l'analyse concrète de la situation concrète et ne pas hésiter à appuyer et à participer aux mouvements qui renforcent la capacité de combat des travailleurs et qui peuvent compter sur un appui réel de ces derniers.

Le travail de l'Organisation parmi les femmes

Le mouvement des femmes est en plein développement au Canada depuis quelques années. Dans les syndicats, on voit de nombreux comités de femmes se constituer. D'autre part, plusieurs groupes de femmes se créent afin de lutter contre diverses formes d'oppression spécifiques aux femmes: luttes contre le viol, les femmes battues, pour l'avortement, etc. Ce mouvement se caractérise par sa combativité et par les positions très progressistes qui y sont prises, notamment chez les groupes de femmes syndiquées. Celles-ci représentent un des piliers de la lutte contre la collaboration de classe dans le mouvement syndical. Très souvent aussi, les groupes de femmes prennent des positions progressistes sur diverses questions, comme la lutte contre la répression ou pour le droit du Québec à l'autodétermination. Ces groupes se montrent souvent réceptifs aux points de vue de notre Organisation sur diverses questions.

Le mouvement des femmes est présentement en ébullition et il représente un enjeu important. Les multiples groupes ont tendance à se rapprocher pour former des coalitions locales ou régionales, des Etats généraux comme au Québec, des organisations plus structurées comme en Saskatchewan par exemple. Les revendications des femmes prennent de l'ampleur. D'une part, les comités de femmes dans les syndicats reprennent à leur compte ces diverses revendications spécifiques, alors que, d'autre part, les groupes de femmes intègrent à leur lutte des revendications liées au travail et à d'autres questions. L'importance du mouvement des femmes grandit d'autant. En même temps, on constate une nette offensive de la part des boss syndicaux pour mettre la main sur ce mouvement, en prendre la direction. C'est une préoccupation immédiate actuellement dans le mouvement des femmes.

Le CC considère que notre intervention parmi les femmes, quoique meilleure que par les années passées, reste faible en général. Tout au cours de notre histoire, nous avons éprouvé des difficultés à faire une juste analyse du mouvement de lutte des femmes dans son ensemble. Tout en soutenant de façon plus conséquente les revendications des femmes, en particulier au cours de la dernière année (dans les syndicats et autres organisations de défense), nous avons commis l'erreur jusqu'à tout dernièrement de considérer que ce mouvement était dominé par le féminisme. Ce jugement erroné a eu pour effet de nous couper de plusieurs organisations de femmes, de retarder le développement d'une plus grande unité avec un secteur combatif des masses et le ralliement des éléments ouverts au programme communiste.



Manifestation du mouvement des femmes à Toronto contre une conférence sur "le droit à la vie" (contre l'avortement), organisée en octobre 79.

Cette situation soulève un certain

nombre de problèmes théoriques et tactiques sur lesquels l'unité de point de vue n'est pas faite dans notre Organisation. Il faudra approfondir la question du féminisme, notamment en ce qui a trait à l'organisation autonome des femmes. Nous devons affirmer clairement qu'il est légitime que des femmes s'organisent sur leurs propres bases afin de faire valoir leurs revendications spécifiques ou pour d'autres raisons, comme promouvoir la participation des femmes à leur syndicat ou à diverses luttes qui se mènent au pays. Considérant l'expérience du mouvement des femmes au Canada, il doit être clair que ce n'est pas l'organisation des femmes entre elles, sur la base de leurs intérêts, qui est en soi féministe et qui constitue un facteur de division entre les hommes et les femmes. Au contraire, le bilan général montre que ces organisations de femmes jouent un rôle positif pour mobiliser les femmes dans la lutte contre la bourgeoisie.

Dans notre travail parmi les femmes, il faut tenir compte que le mouvement des femmes est marqué d'influences idéologiques et politiques diverses. Même si l'analyse précise de ces courants politiques reste à faire, il semble bien que le réformisme y soit davantage dominant, tout comme dans l'ensemble du mouvement syndical et populaire. Si nous devons soutenir sans réserves les revendications justes mises de l'avant par les groupes de femmes et savoir nous unir avec eux, il faut aussi se démarquer du féminisme qui constitue une idéologie erronée en ce qu'il fait reposer les causes de l'oppression des femmes sur les hommes et qu'il préconise des solutions contraires aux intérêts des femmes elles-mêmes et des masses en général.

Ceci dit, dans le travail de l'Organisation parmi les femmes, il ne faut pas faire du féminisme l'ennemi principal en oubliant que cet ennemi, c'est d'abord la bourgeoisie canadienne. De la même façon, il faut reconnaître que dans l'ensemble de la société, le chauvinisme demeure un facteur de division plus important que le féminisme et constitue également un obstacle réel à la participation des femmes à la lutte révolutionnaire et à leur ralliement au programme communiste.

Le CC considère que notre Organisation n'a pas à mettre sur pied une organisation de masse des femmes pour le moment. Il faut cependant voir à consacrer des énergies à l'intervention dans les organisations les plus importantes selon notre analyse de la conjoncture, en accordant une place privilégiée aux mouvements de lutte qui mobilisent largement les femmes. Il faut également voir à ce que les directions s'occupent des liens avec ces organisations. Il faudra également multiplier nos interventions sur les questions spécifiques aux femmes, en pousser l'analyse et faire connaître notre point de vue largement.



Jeunes chômeurs devant le centre de main-d'oeuvre. Le capitalisme n'a rien à leur offir.



Une prison? Non, la polyvalente Pierre Marquette à Montréal.

Le travail de l'Organisation parmi la jeunesse

Jusqu'ici, l'Organisation est intervenue essentiellement auprès des étudiants et très peu à l'endroit de la jeunesse travailleuse spécifiquement, et cela malgré le fait qu'au Canada, entre 40% et 50% de tous les jeunes de 15 à 19 ans ne fréquentent déjà plus l'école, ce pourcentage tendant à s'accroître depuis 10 ans.

Chez les étudiants des cégeps et des universités, nous avons agi avec une intensité inégale selon les périodes de notre histoire, mais avec une orientation juste qui reconnaissait aux étudiants des intérêts communs dans la défense de leurs droits et la nécessité qu'ils se dotent d'organisations de défense. Notre interventin nous montre qu'une intervention conséquente dans ce milieu donne rapidement des fruits en terme de ralliement. Elle nous enseigne aussi que ces jeunes se mobilisent depuis de nombreuses années, non seulement sur les questions qui leur sont propres, mais sur toutes les questions qui touchent la lutte de classe: question nationale, questions internationales, soutien aux luttes ouvrières, mouvement antinucléaire, mouvements culturels progressistes luttant contre le racisme et l'oppression sous différentes formes.

La situation est par contre très différente au niveau de la jeunesse travailleuse, ce qui inclut le très grand nombre de chômeurs que compte la jeunesse: un chômeur sur deux au Canada a moins de 24 ans. Comme nous avons ignoré cette situation, nous ne la connaissons donc que fort peu. Cependant, nous pouvons constater que cette partie de la jeunesse forme sans doute l'une des couches les plus exploitées du prolétariat canadien. C'est elle qui écope (avec les femmes, dont justement plusieurs sont jeunes) des emplois saisonniers et temporaires, des travaux dangereux et pénibles, des travaux mal payés des secteurs "mous" (bois, construction). La bourgeoisie utilise à son endroit une répression systématique, tant par des mesures comme les coupures dans l'assurance-chômage que par un harcèlement bien réel et constant dans la rue, les parcs, à l'école...

Face à cette situation, les jeunes tra-

vailleurs représentent un vaste potentiel de révolte qui aujourd'hui ne trouve pas de juste voie pour s'exprimer. Le suicide est la principale cause de mortalité chez les jeunes entre 15 et 19 ans au Québec. La délinquance et les activités criminelles d'une personne commencent presque toujours entre 15 et 24 ans. La jeunesse travailleuse se trouve, règle générale, devant un cul-de-sac, une impossibilité de s'engager dans la lutte, notamment faute d'organisation.

On peut également constater une recrudescence des efforts de la bourgeoisie pour se gagner la jeunesse dans son ensemble: 17,000 cadets des forces armées au Québec, 250,000 scouts au Canada, des milliers de charismatiques, etc. Différents groupes opportunistes (trotskystes, PCC, PCO) développent aussi depuis quelques années, leur intervention envers la jeunesse, notamment la jeunesse ouvrière.

Il y a donc, de la part de la bourgeoisie, une vaste offensive pour gagner la jeunesse. Cela doit nous préoccuper au plus haut point et, dans l'intérêt même de l'avenir de la lutte de classe au Canada, nous devons intensifier de façon significative notre intervention dans cette couche du peuple. Les conditions y sont d'autant plus favorables que la jeunesse est manifestement à la recherche d'une solution à sa situation très difficile. La jeunesse peut encore prendre un côté ou l'autre dans la lutte de classe. Pour la gagner à la révolution prolétarienne, il faudra:

— accentuer nos efforts pour mieux la connaître sous tous ses aspects: conditions de vie, de travail, problèmes spécifiques des jeunes, mouvements de luttes, etc. Il faudra donc s'ouvrir les yeux sur cette réalité et perdre les préjugés qui nous marquent parfois à son égard;
— intervenir de façon soutenue dans les diverses luttes et organisations de la jeunesse étudiante et travailleuse;
— cette intervention devra s'ajuster aux caractéristiques propres de la jeunesse. Loin de se limiter à la diffusion aux portes des polyvalentes par exemple, il faudra agir par différents moyens sur différents terrains, en faisant preuve d'imagination, en particulier sur le terrain de la culture et des loisirs. Il faudra donc tenir compte des besoin propres aux jeunes, leur besoin de regroupement, d'action..., besoins que nous découvrirons de façon plus précise au fur et à mesure que notre intervention se développera;
— dans les endroits où nous rallions les jeunes, il faudra veiller à ce qu'ils puissent, dans plusieurs cas, poursuivre le travail auprès des autres jeunes qui les entourent en leur donnant entière latitude pour mettre leur initiative et leur imagination à profit pour rejoindre par n'importe quel moyen les jeunes et, sur cette base, systématiser leur expérience, la discuter...

Il faut songer à mettre sur pied des noyaux ou section de la jeunesse, là et quand les conditions le permettront, qui regrouperont un certain nombre de jeunes cadres et sympathisants qui auront pour tâche de travailler avec les jeunes et de développer une section de la jeunesse.

* * *

Dans le cadre du débat sur le ralliement, le CC a aussi adopté les deux résolutions particulières suivantes:

Sur l'implantation

Le CC réaffirme son opposition à l'implantation comme tactique générale tout en continuant à considérer que, comme méthode, elle peut être utilisée de façon sélective, dans certains lieux de travail et organisations de masse, comme forme de liaison avec les masses pour faciliter le travail de l'Organisation. L'application de ce point de vue implique que les directions au niveau régional et local pourront examiner politiquement les perspectives que la recherche d'emploi par nos militants offrent à notre travail politique, sans que ces considérations deviennent principales dans les décisions sur l'emploi des militants ou dans le déploiement général de nos forces.

Sur le racisme et le travail parmi certaines minorités nationales

En ce qui concerne l'application de notre tactique sur le travail parmi les minorités nationales et nations opprimées et notre recrutement dans ces secteurs, il faut ajuster notre travail afin de tenir compte des caractéristiques spécifiques de ces nationalités, des conditions économiques et sociales, de leur relation avec les institutions de notre pays, des formes matérielles et idéologiques de leur domination. Il faut comprendre la source et les conséquences du racisme, le démasquer et le combattre. C'est particulièrement parmi les minorités qui ne peuvent être assimilées à cause de leur couleur, comme les Amérindiens, les Noirs et les Inuits, qu'il faut être le plus sensible à ces questions. •



Les conditions de vie des Noirs canadiens à Africville, Halifax, Nouvelle-Ecosse en 1950. La situation qui leur est faite aujourd'hui n'a guère changé.

Sur le front culturel

Des troupes de théâtre progressistes nous parlent de leur travail

Odette Lavoie du théâtre Parminou

"Nous, ça fait 10 ans qu'on existe. Notre dernier spectacle, c'est **L'information c'est bête à dire.** C'est sur le contrôle et le pouvoir de l'information dans notre société actuelle. On a deux façons de fonctionner, c'est-à-dire qu'on fait des spectacles sur commande, on a une équipe qui s'appelle l'équipe des commandes. Et puis, on a une autre équipe qui fait des spectacles dits maisons, c'est-à-dire ceux dont les thèmes sont choisis par la troupe. Pour les spectacles de commande, ça nous vient des organismes populaires, des syndicats, etc.

Comme spectacles de commande on a fait l'an passé un spectacle sur les droits parentaux qu'on a joué sur les lignes de piquetage avec la CSN, les comités de condition féminine et dans d'autres occasions, manifestations, congrès, etc., pour les syndicats CSN, FTQ, CEQ. Nous avions également un spectacle qui s'appelait **La faim justifie les moyens**, sur la faim dans le monde par rapport aux pays développés. C'était commandé par un organisme de développement international. On avait également un spectacle qui s'appelait **L'économie passe au cash** qui avait été demandé par l'éducation populaire des adultes de notre région. Le public qui est visé, c'est un public adulte de trois milieux: culturel, scolaire et social. On avait aussi l'an passé un spectacle qui s'appelait **O travail** qui était sur l'organisation sociale du travail en système capitaliste."



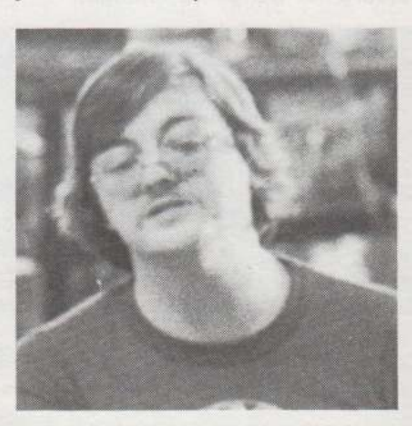
Marie-Hélène Falcon de l'Association québécoise du jeune théâtre (AQJT)

"L'AQJT, c'est pas une troupe, mais un organisme qui regroupe des troupes, des services, un organisme qui vise à informer sur la situation du jeune théâtre au Québec et qui vise à développer les pratiques du jeune théâtre. Le public visé est large: les membres sont autant des professionnels que des amateurs. Ca fait 22 ans que ça existe. C'était autrefois l'Association canadienne de théâtre amateur. On a changé de nom en 1972. C'est une longue histoire dont vous pourrez lire une partie dans le prochain numéro de la revue JEU qui porte justement sur 20 ans d'histoire de l'AQJT."



Pierre Rousseau du Théâtre de quartier

"On existe depuis bientôt 5 ans. Les activités de la troupe sont à quantités égales de l'animation théâtrale et des spectacles. Ça représente une dizaine de spectacles sur des thèmes sociaux, sur le logement, les garderies, l'endettement. Par exemple, nous avons monté une pièce qui s'appelait **Logement à louer** et une autre, **Les garderies un jeu d'enfants**. Le public qu'on vise, c'est un public populaire et les étudiants, nous jouons beaucoup dans les écoles."



En juin dernier, le journal EN LUTTE! et la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE réunissaient à Montréal un certain nombre de représentants de troupes et d'organismes engagés au Québec dans le théâtre populaire et progressiste. En organisant cette table ronde, nous voulions donner la parole à ceux qui, depuis plusieurs années déjà et dans des conditions matérielles souvent difficiles, ont entrepris d'utiliser le théâtre comme outil culturel au service des luttes populaires. La rencontre n'aura duré que quelques heures et pourtant on a peine à pouvoir résumer dans les quelques pages qui vont suivre, un débat aussi riche d'acquis. (1) Des comédiens provenant de 5 troupes différentes ont participé à la rencontre. Il s'agit du *Théâtre de la riposte*, du *Théâtre de quartier*, du *Théâtre des cuisines*, du Théâtre *Parminou* et du Théâtre *A L'OUVRAGE*. Participaient également à la rencontre des représentants de *l'Association québécoise du jeune théâtre* (AQJT) et de la revue JEU.

Gilbert David
de la revue JEU

"C'est une revue qui est dans sa cinquième année d'existence. C'est une revue théâtrale qui essaie d'aborder les problèmes du théâtre et de la société en faisant parler le plus possible les praticiens, en les invitant à prendre en main eux mêmes leur propre discours critique. C'est-à-dire qu'on fonctionne beaucoup par entretiens, par descriptions. On essaie surtout de constituer une mémoire. Le théâtre est un art éphémère. On voudrait faire en sorte qu'il y ait des traces de laissées de certains spectacles et de certaines attitudes face au théâtre et au produit culturel en général."



Marie-Renée Charest
du Théâtre A L'OUVRAGE

"Jusqu'à présent, on a organisé deux spectacles de tournée: la première avec **C'est pour quand le progrès** qui parlait des situations scandaleuses engendrées par le système capitaliste; la deuxième avec **Une histoire sur not'dos,** une pièce sur l'oppression nationale. A part ça, nos activités se sont résumées à de petits sketches d'intervention sur des événements de la conjoncture, comme les élections fédérales, l'année internationale de l'enfant, etc. On commence aussi à faire des spectacles sur commande en appui à des campagnes dans les groupes populaires. Prochainement, nous allons faire un spectacle pour populariser la campagne sur la rénovation urbaine lancée par le FRAPRU qui est le regroupement des organismes qui interviennent dans ce milieu-là."



Marie-Claude Barey
et Johanne Doré
du Théâtre des cuisines

"La troupe existe depuis 5 ans. Les deux premières années, nous avons fait **Nous aurons les enfants que nous voudrons** et **Moman travaille pas, a' trop d'ouvrage.** La troupe a recommencé à travailler il y a un an avec une nouvelle équipe et vient de créer **As-tu vu, les maisons s'emportent?** Le public qu'on vise, c'est un public populaire, les groupes de femmes, les groupes populaires, les syndicats."



Robert Faulkner
et Denise Beaulieu
du Théâtre de la riposte

"Le travail que nous faisons, c'est surtout de la création collective, par exemple sur le chômage la délinquance,etc. Le milieu qu'on vise, c'est surtout les groupes populaires. Notre dernier spectacle s'appelle **Jeune vaurien** et parle des problèmes de la délinquance. Avant, on avait fait **Chômeur circus** qui parlait du chômage."



Après avoir discuté de la démarche de chaque troupe en ce qui a trait au choix des thèmes des spectacles, la discussion s'est engagée sur le rôle du théâtre en tant qu'instrument d'intervention et de prise de conscience.

Robert: Moi, je suis issu des groupes populaires. Je trouve que le théâtre est un instrument extraordinaire pour comprendre et actualiser des situations. Parce que dans les groupes populaires, il y a souvent du verbiage, de l'intellectualisme. Puis, les gens qui viennent des quartiers ne se reconnaissent pas tellement. Quand on a fait une pièce sur l'endettement, les gens nous disaient après dans la discussion: "On se reconnaît là-dedans!" Ça devenait très concret pour eux.

Denise: C'est toujours ça le problème. Tu veux toujours donner de l'information. Par exemple, pourquoi les gens sont endettés, c'est quoi la proportion des gens qui sont endettés, etc. Tu peux réunir les gens autour d'une table pendant deux heures, souvent les gens ne comprennent pas parce que c'est tellement intellectuel. C'est plus concret avec un spectacle. Quand les gens voient un bonhomme rentrer chez HFC... ils se reconnaissent. C'est une situation qu'ils peuvent vivre.

Marie-Renée: Si on commence par essayer de trouver des définitions, on va passer à côté du débat. Il y a toutes sortes de noms pour désigner le théâtre qu'on fait...: théâtre engagé, progressiste, d'agitation communiste, politique, d'intervention... On peut bien donner le nom qu'on veut. Il me semble, essentiellement, que ce qu'on fait, c'est qu'on rejoue la vie sur scène. Pourquoi? Parce que, à revoir les choses, on pense que le public va venir à comprendre le sens des choses. On rejoue la vie sur la scène souvent de plusieurs façons, sous plusieurs angles, pour que le public revoie ça, qu'il voit où ça s'en va. C'est-à-dire qu'il devienne conscient. Qu'il ne soit pas juste émotif, qu'on ne suscite pas juste l'émotivité, mais qu'il puisse réfléchir, et qu'il devienne un agent actif dans ça, qu'il transforme cette situation dans le sens de ses intérêts à lui. C'est ça l'origine, les fondements du théâtre. Les gens ont commencé à faire du théâtre pour rejouer la vie sur scène, pour la voir et mieux la comprendre.

C'est essentiellement ce que font toutes les troupes ici. En rejouant la vie sur scène, en essayant de conscientiser le public afin qu'il comprenne mieux les mécanismes et qu'il soit à même de les transformer.

C'est notre conception à nous du théâtre. Dans ce sens-là, au niveau de l'utilité du théâtre, qu'on le fasse pour une campagne d'un groupe populaire sur la rénovation urbaine ou sur l'endettement, ou qu'on le fasse pour faire comprendre c'est quoi l'oppression nationale — comme par exemple, le Théâtre A L'OUVRAGE qui a plus collaboré à ce niveau-là avec EN LUTTE! — essentiellement on a le même rôle, on joue le même rôle.

On veut que ce théâtre-là soit utile, et il est utile quand il y a des gens qui interviennent avec nous et qui peuvent prendre en mains les énergies qui ont été éveillées par la pièce de théâtre pour les canalyser dans une action commune, dans des revendications.

Odette: A mon avis, c'est là aussi que ça s'arrête le théâtre comme instrument pédagogique. Tu ne peux pas tout faire. Toi tu fais ton métier — peu importe qu'il soit à temps plein ou pas — et si c'est pas repris par la suite, tu passes dans le beurre. Dans ce sens-là, les spectacles en collaboration avec des organismes populaires, c'est là que ça devient vraiment intéressant. Le théâtre peut non seulement dénoncer, refléter ou proposer, mais c'est surtout qu'il peut lier les choses. Et, actuellement, dans la société, c'est difficile de faire tous les liens. Si t'as un problème de logement, de santé, de travail, etc., tu peux sentir ce problème-là tu peux le comprendre, mais ça veut pas dire que tu le lies à toute l'organisation sociale, à tout le système politique. Et le thâtre, sa grande qualité, par l'image et en-passant par des raccourcis, c'est qu'il peut arriver justement à montrer que le chômage, c'est peut-être pas si coupé que ça de la crise du logement.

Marie-Hélène: Je vois bien le travail fait à ce niveau, mais je suis parfois

1. Voir aussi l'article déjà paru dans le journal EN LUTTE!, no 211, 1er juillet 80, p. 11

Un jeu d'enfants **"cherche à démontrer à quel point les mauvaises conditions de jeu de certains enfants dépendent directement des mauvaises conditions de vie de leurs parents" — extrait du bulletin de présentations du** *Théâtre de quartier.*





"Ma politique d'information: faites les belles, c'est rentable!" — extrait de *L'information, c'est bête à dire!*, un spectacle du *Théâtre Parminou*.

désolée de constater que le théâtre est un outil qui rejoint moins de monde que le cinéma, qui se popularise plus difficilement que la musique, que la chanson... Donc, pourquoi continue-t-on à utiliser le théâtre pour faire ce travail, qu'est-ce que le théâtre a de si particulier ou de si important? Par exemple, quand Odette parle de faire les liens entre les phénomènes, on pourrait tout aussi bien les faire, ces liens, avec une chorale, un film ou n'importe quoi d'autres.

Pierre: La spécificité du théâtre c'est d'être accessible. Le cinéma, comme médium, peut rejoindre beaucoup plus de monde, mais il y a beaucoup moins de monde qui peut s'en servir. Même chose pour le vidéo, même si ça s'apprend assez facilement, ça demande des équipements. Le grand avantage du théâtre et de la chanson, c'est que ça s'apprend facilement... La plupart des groupes populaires ont des chansons-thèmes. C'est pas compliqué: ils prennent n'importe quelle chanson populaire et y mettent des paroles et ça y est... Ils ont une chanson-thème que les gens apprennent facilement, chantent n'importe où...

La culture populaire, sa force c'est de pouvoir se multiplier. Et notre travail à nous, c'est ça, c'est d'être des multiplicateurs.

Théâtre populaire, théâtre bourgeois

Cette discussion sur les avantages du théâtre comme mode de représentation de la vie, avec sa conséquence, à savoir la possibilité de faire des liens, de faire prendre conscience, a amené les participants à poser une question plus large. Cette question, c'est celle du rapport comédien-spectateur. En somme, qu'est-ce qui distingue le théâtre populaire du théâtre bourgeois?

Gilbert: Il me semble que ce qui définit l'ensemble de la population actuellement c'est sa passivité qui est entretenue par un régime de représentations, soit par la radio, par le cinéma, ou par la musique de masse. Il y a une sorte de somnifère, de message répétitif, qui fait que les gens ont une idéologie qui est manipulée. Ils pensent ce qu'on veut bien leur faire penser. L'idéologie du bonheur par exemple. Il me semble que le théâtre qui voudrait être progressiste et qui voudrait continuer d'avoir comme instrument privilégié la représentation, c'est un théâtre qui avoue déjà son échec. Un théâtre qui voudrait vraiment changer les choses devrait, de passif, devenir actif. En somme, il faudrait que les spectateurs deviennent actifs, donc acteurs, le plus rapidement possible. Actuellement, on présente aux gens des représentations qui sont des messages nouveaux, des représentations nouvelles du monde, mais jusqu'à quel point cela ne vient-il pas encore une fois d'en haut, c'est-à-dire des gens qui ont pensé le monde et qui envoient des messages à d'autres, peu importe la pertinence de leur analyse.

Actuellement, il y a une coupure: on fait la représentation, puis **après**, il y a l'animation qui est souvent très plate. Parce qu'on est encore dans une relation où il n'y a pas d'activités, où les gens n'ont pas commencé à apprendre à renverser leur domination. Même s'ils l'apprennent dans une situation fictive — au théâtre forum — ils ont commencé à le faire publiquement, ils sont capables de le faire publiquement. Ils ont déjà commencé à être actifs, c'est-à-dire que déjà ils ont fait un geste vers leur propre libération. Tandis que si ça reste au niveau de la simple discussion — d'ailleurs dans les discussions c'est rare que tout le monde parle, il faut bien le dire — je me demande si on ne se compte pas des peurs du côté de l'animation. Donc, je me demande même si on n'est pas, encore une fois, dans la même direction que tout le théâtre bourgeois, avec toute la représentation qui est dominante, qui envoie des messages aux gens, que ce soit en publicité ou ailleurs.

Odette: Moi, je pense que c'est pas le théâtre qui est bourgeois...

Gilbert: J'ai pas dit ça...

Odette: Non. Mais... C'est pas le théâtre qui est bourgeois, c'est les idées que tu véhicules dans ton théâtre. C'est ça qui est bourgeois.

Gilbert: Mais là tu dis ceci: "Moi j'ai des bonnes idées. Donc mon théâtre ne peut pas être mauvais." Moi je ne dissocie pas le fond et la forme.

Le comédien a la parole pendant une heure, il parle, lui. Je ne suis pas sûr que c'est ça qu'il faut faire.

Pierre: Je suis d'accord avec certaines choses que tu dis, d'autres pas. On pourrait effectivement s'enfermer dans une représentation en milieu populaire et en rester là et que les gens discutent après. Mais je pense que les discussions en milieu populaire doivent être assez différentes de celles que tu peux vivre en milieu culturel, c'est-à-dire quand tu vois un film et qu'il y a une discussion après, par exemple.

Marie-Claude: Moi, c'est la première fois que je fais du théâtre. Je trouve que vous êtes rendus loin! On l'a donné cinq fois notre dernier spectacle, dont deux

fois devant des groupes de femmes. Vous ne pouvez pas imaginer tout le feed-back qu'on a eu! On a eu des discussions après. On nous disait: "C'est la première fois qu'on se reconnaît au théâtre". C'est quand même quelque chose, ça! Moi je crois au médium théâtre... D'autres nous disaient: "Vous nous donnez le goût de faire du théâtre". Ça suscite bien des réactions.

Johanne: C'est pas vrai que c'est passif, ça!

Pierre: Nous aussi on essaie de faire du théâtre pour que les gens puissent être actifs au théâtre. On a développé trois formes d'animation théâtrale: le théâtre instantané, le théâtre forum — on a même suivi un stage récemment — puis on fait aussi de l'animation dans le sens de donner des outils aux gens, afin que les gens s'en servent pour faire de l'animation, des représentations. Brièvement, le théâtre instantané, c'est qu'il y a un animateur puis des comédiens. Ce sont les gens qui disent le contenu, qui définissent les personnages, etc., et les comédiens l'improvisent. On essaie de voir un problème, d'examiner les solutions possibles, dans un deuxième temps. Le théâtre forum c'est un peu la même chose à la différence que dans ce cas, ce sont les gens qui, plutôt que de dire aux comédiens quoi faire, sont eux-mêmes invités à venir le faire. Quand un groupe veut faire un sketche, on prête un animateur qui les aide à préparer leur sketche. Au Théâtre de quartier, c'est un peu tout ça le théâtre populaire.

Odette: Comme dit Pierre, il n'y a pas au départ une façon de faire du théâtre populaire. Il peut y en avoir plusieurs. Ce qui est important, c'est de définir l'objectif de ce que tu fais par rapport à la forme. Donc, par exemple, si tu fais du théâtre avec des spectateurs, comme tu dis, il faut savoir ce que tu attends de ça. Il ne faut pas t'attendre nécessairement à ce que les gens partent après pour faire du théâtre.

Nous aussi on a un objectif, **le** grand objectif, un objectif politique, tu sais. Mais dans les formes qu'on va choisir ça va être différent, dépendant de l'objectif spécifique immédiat qu'on se fixe.

Marie-Renée: C'est sûr que le théâtre a plusieurs rôles. On a dit tout à l'heure que pour toutes les troupes qui sont ici, c'est important de faire un bon théâtre et que ce soit un divertissement. Quand on va jouer à Ville-Marie (une petite ville du Nord-Ouest québécois, NDLR), où il y a 60% d'alcoolisme dans la population parce qu'il n'y a rien d'autre à faire dans cette ville que d'aller au cinéma qui passe des films de Kung-Fu et où les gens s'ennuient et n'ont rien d'autre à faire que de se retrouver à la brasserie, c'est important quand la troupe passe dans la ville que les gens voient un spectacle intéressant. Le peuple a le droit d'avoir une culture qui est bien faite et du théâtre qui soit intéressant. Il est important qu'il se voit représenté dans des pièces d'une façon intelligente. Parce que c'est quoi la vision du peuple dans les films ou les pièces bourgeoises? C'est que le peuple c'est des alcooliques, des putains. En tout cas, c'est jamais une vision revalorisante. Alors, dans le théâtre qu'on fait, on touche le but du divertissement, d'enthousiasmer les gens, de leur donner confiance, de montrer qu'ils ont des qualités.

On parle aussi d'entraîner à l'action, de donner confiance. Odette disait qu'aller jouer sur un piquet de grève, c'est un signe de solidarité où le théâtre va continuer à enthousiasmer les gens à poursuivre la lutte. Ca c'est important. Mais au-delà de cela, quand on parle d'entraîner à la lutte, de conscientiser les gens et de les amener à être actifs sur leur vie, sur ce qui se passe, c'est sûr que le théâtre va contribuer, mais ce n'est pas la fin. Et cela, je pense que c'est une réalité que les troupes de ce genre de théâtre ont vécue. Par exemple, au théâtre Eux, avec la pièce **Un, deux, trois, vendu**, les gens nous ont dit "vous nous avez réveillés, maintenant on vous suit, dirigez-nous, on est prêt." On se voyait en avant, en train de faire la révolution dans un quartier. C'était pas notre rôle. C'est pour cela qu'on parle d'encadrement, de s'associer à des groupes, à des organisations structurées qui sont là pour continuer la lutte.

Dans nos pièces, par exemple, on aborde le sujet de la révolution, du changement social, mais ce n'est pas le front culturel qui va faire cette révolution. Ça va demander que le peuple se

Une histoire sur notre dos, **un spectacle sur l'oppression nationale réalisé par le** *Théâtre A L'OUVRAGE*. **Ici on voit Thériault, un ouvrier québécois, et sa famille, qui prennent connaissance de la lutte des Acadiens pour l'éducation en français.**





L'AQJT, une association démocratique au service du jeune théâtre — affiche annonçant le 7e festival de théâtre pour enfants.

donne des organisations révolutionnaires pour la faire. Donc, à bien des niveaux, le théâtre va contribuer, mais il n'est pas la fin du monde. Et justement, il ne faut pas surestimer ses capacités.

Odette: Moi, ce que je trouve important, c'est d'amener les gens à faire des choix. Le plus difficile, c'est qu'actuellement les gens sont dans une condition d'aliénation qui les empêche de faire des choix sur le type de société dans laquelle ils aimeraient vivre. Au théâtre, ce que je vise, c'est que dans une salle où il y a toute sorte de monde, c'est peut-être qu'à la fin il y en ait qui aient avancé dans leur choix.

Ce qui est important, c'est qu'en défendant des intérêts spécifiques à un moment donné, tu ne ramènes pas des valeurs de type capitaliste ou social-démocrate.

Construire le front culturel, défendre la culture populaire

Après avoir poursuivi pendant quelque temps cette discussion sur la démarche des diverses troupes en regard de l'action politique en général, le débat a débouché sur la situation du théâtre populaire qui, sur le front culturel, est lui aussi confronté à la crise capitaliste et à l'Etat. Pour lancer la discussion, Marie-Hélène Falcon a situé l'action de l'Association québécoise du jeune théâtre (AQJT).

Marie-Hélène: l'AQJT est un organisme qui regroupe des troupes. C'est un organisme démocratique avec une assemblée générale, c'est-à-dire que les orientations, les décisions, les actions, les politiques sont définies en assemblée générale annuellement. La participation au congrès, aux assemblées générales est toujours très forte. L'AQJT a connu dans son évolution toutes sortes de transformations. Et il y a eu des étapes autant au niveau du théâtre, en terme de création artistique, et il y a eu des étapes aussi en terme de regroupement. C'est toujours lié, il y a toujours des préoccupations artistiques et des préoccupations de regroupement. Et puis l'AQJT se définit de plus en plus comme une association de services, comme au départ.

Et, en terme de regroupement, c'est très difficile. Présentement, la situation économique est de plus en plus désastreuse pour tout le monde. Mais, la culture s'en ressent en premier je dirais, en même temps que les mesures sociales, en même temps que les subventions aux arts qui sont coupées. Au travers de ça, on croit que l'union fait la force et que c'est important que les travailleurs culturels se regroupent et se concertent. On tente d'être un regroupement aussi large que possible, aussi nombreux que possible. Et ce regroupement, il est d'autant plus difficile à faire du fait des difficultés économiques dans lesquelles tout le monde se débat. Or, plus la situation est serrée, plus les troupes travaillent à leur survie, sont en compétition sur le plan du marché aussi. Les spectacles sont à vendre et le regroupement des forces vives est plus difficile à opérer.

Gilbert: Le **Théâtre de quartier** par exemple, si un jour un mauvais génie commence à analyser la situation pour dire "oui mais dans le fond, vous ne faites pas du théâtre, vous autres. Vous faites de l'animation. C'est bien beau, on est bien d'accord, mais adressez-vous au ministère des Affaires sociales"! Tu comprends, alors si les troupes continuent de faire comme si elles faisaient du théâtre comme les autres, et bien elles peuvent à court terme se retrouver avec des problèmes graves parce que leur produit n'est souvent pas compatible avec ce qu'on trouve dans le jeune théâtre qui fait des salles plutôt commerciales. Il y a des problèmes là de travail artistique, je dirais.

Marie-Renée: Ma vision du théâtre progressiste est assez optimiste. Je pense qu'on ne peut plus parler aujourd'hui de troupes individuelles qui défendent cette conception du théâtre. C'est devenu un mouvement. Cette conception du théâtre, elle n'est pas sur la défensive, elle va de l'avant et elle est pratiquée par un bon nombre de troupes, au moins une dizaine ici au Québec.

Marie-Hélène: Oui, elle se répand et les troupes propagent ça aussi dans leur action d'animation. Et le théâtre d'amateur enchaîne aussi avec ça.

Marie-Renée: Il me semble en tout cas que le mouvement progressiste dans le champ culturel est en pleine ébullition. C'est sûr qu'il va être attaqué. Il est attaqué financièrement beaucoup. On voit les coupures qu'a subies l'AQJT. On voit les coupures que le **Théâtre de quartier** a eues, les difficultés qu'ils ont eues avec le CECM (Commission des écoles catholiques de Montréal, NDLR). La troupe qui s'appelle la **Grosse valise** aussi. Mais, malgré tout, et aussi à cause de cette situation financière où tu est obligé de te battre pour contrôler ton produit, pour le diffuser, pour lui trouver des voies, je dirais que le mouvement est dynamique, qu'il est fort et qu'il n'est pas sur le point de se faire enterrer.

Denise: Je ne suis pas d'accord quand on dit que le théâtre progressiste parfois est d'une qualité inférieure aux productions qu'on fait au jeune théâtre. Le problème qu'il y a, c'est au niveau du public visé. Le problème qu'on a, c'est que ce n'est pas rentable, c'est sûr. Quand tu joues pour $50.00 devant un groupe parce qu'ils n'ont pas les moyens de te payer, tu ne payes pas ta production. A cause du type de travail qu'on veut faire, de nos objectifs, on est obligé de faire cela. C'est une chose que le Conseil des Arts et le ministère des Affaires culturelles ne prennent pas en considération. Et il va y avoir sûrement des luttes qu'il va falloir mener pour gagner la reconnaissance que le type de travail qu'on fait, s'il n'est pas rentable, est quand même indispensble.

Odette: A mon avis, il y a eu une mode du théâtre politique sur le marché culturel. Mais, maintenant que la mode est passée, il est évident que quand tu te définis comme une troupe qui fait un théâtre politique, ou progressiste, et que tu arrives sur le marché culturel, tu as énormément de difficulté parce qu'il y a une remontée de la droite. Et puis il y a un contrôle de toute l'organisation culturelle.

Par contre, au niveau du marché

social, c'est l'inverse. Le marché social a vu lui l'utilité de ce théâtre et comment il pouvait l'utiliser dans les organismes pour s'en servir comme outil de sensibilisation et de conscientisation. Ca s'équivaut. Ce n'est pas plus facile ou difficile qu'avant. Sauf qu'au niveau du marché populaire ou social, on ne reconnaît pas la force de travail et le travail qu'exigent la préparation et la diffusion d'un produit.

Denise: Oui mais, si nous subissons les coupures de budget des ministères, les organismes populaires les subissent autant.

Pierre: Toi, comme travailleur culturel, c'est un peu comme dans les garderies. Si un travailleur de garderie décide de se syndiquer, ça va prendre du temps avant qu'il puisse vraiment revendiquer d'une façon efficace parce que tant qu'il n'y aura pas de réseau universel gratuit, il ne pourra revendiquer sans mettre la garderie à terre. Mais, je pense que quand tu décides de travailler en milieu populaire pour vrai, si tu fais tout ton travail en fonction du fait d'être payé et que tu évalues le travail culturel à son vrai prix, bien tu fais un clivage. Tu vas dans le même sens que Centraide (organisme central d'allocation des "dons de charité" à Montréal NDLR), c'est-à-dire que ceux qui peuvent te donner le vrai prix, c'est ceux qui ont aussi plus d'argent de Centraide. Donc ceux que tu ne vas pas rejoindre, c'est ceux que Centraide a mis de côté. Donc, toi aussi tu les mets de côté.

Nous, on refuse de faire ce clivage et on y va pour $10.00 ou pour zéro cent. Et on trouve que nos conditions de vie là-dedans ne sont pas méprisées. Elles sont juste bien évaluées par rapport à la situation politique des groupes sociaux présentement au Québec. Si on ne fonctionne pas comme ça, on fait le même clivage que ceux d'en haut. Ça c'est dangereux.

Marie-Renée: Il y a un aspect important dans ce théâtre-là, c'est l'aspect militantisme. C'est-à-dire qu'à un moment donné, tu milites sur le front culturel pour défendre une conception de l'art qui est une conception d'un théâtre populaire. Tu ne peux pas endosser une telle situation économique sans le faire par militantisme.

Et puisqu'il faut conclure

C'est ainsi que nos intervenants ont continué de débattre pendant quelque temps de toute la question de la formation du nouveau comédien qu'exige ce théâtre au service du peuple. C'est ainsi que nous avons débattu des questions des réseaux de distribution et de la nécessité d'organiser non seulement des lieux de diffusion du théâtre progressiste, mais aussi des lieux de réflexion. Car, comme le soulignait Pierre, du **Théâtre de quartier**, il nous manque de théorie aussi pour défendre ce théâtre. Il faut profiter de toutes les tribunes pour faire en sorte que l'aspect théorique puisse se donner des lieux de diffusion.

Comme le disait **Marie-Hélène**: "Le théâtre populaire, progressiste, il est en voie de développement. Et très souvent, il est obligé de tout faire à la fois. Il est obligé d'écrire des textes. Il est obligé de faire des recherches. Il est obligé de se former politiquement aussi. Il est obligé de proposer des spectacles à des gens qui n'ont pas l'habitude du théâtre. Finalement, il est en train de développer un théâtre et une culture populaires".

A propos du dernier livre d'Enver Hoxha, *L'eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme*

Des questions qui demeurent sans réponses

La critique du révisionnisme moderne (et de la social-démocratie) constitue une préoccupation que partagent tous les marxistes-léninistes du monde en ce moment. La question revêt une importance particulière en Europe de l'Ouest, notamment en France, en Italie, en Espagne et au Portugal, où les partis révisionnistes exercent une influence déterminante au sein du mouvement ouvrier. Ailleurs, par exemple en Belgique, en Allemagne de l'Ouest, en Suède et en Grande-Bretagne, ce sont surtout les sociaux-démocrates qui exercent une influence plus importante sur le mouvement ouvrier.

Dans un tel contexte, il est clair que les marxistes-léninistes de tous ces pays ont comme une de leurs tâches essentielles celle de démolir l'influence des révisionnistes modernes et des sociaux-démocrates et de faire pénétrer le programme de la révolution socialiste parmi les ouvriers et les travailleurs en général. C'est de cette façon que les partis et organisations marxistes-léninistes actuels peuvent espérer se développer et devenir une force dirigeante dans les masses populaires. Le livre récent du camarade Enver Hoxha, premier secrétaire du PTA, *L'eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme* (1), a certainement le mérite d'attirer l'attention sur cette question très actuelle. Dans cet ouvrage de 300 pages, le camarade Hoxha s'emploie à retracer les origines de l'eurocommunisme qui sont effectivement celles du révisionnisme moderne. Il fait ensuite la critique des positions actuelles de trois partis en particulier, soit ceux de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Finalement, dans un dernier chapitre, il expose les principes qui doivent guider l'action des communistes européens aujourd'hui...

L'ouvrage du camarade Hoxha connaîtra certes une large diffusion parmi les forces marxistes-léninistes et révolutionnaires. Pour cette raison, et même s'il n'est pas possible d'en faire un examen très détaillé pour le moment, deux points particulièrement importants méritent d'être relevés. Il s'agit premièrement du caractère partiel de l'analyse qui y est faite des origines du révisionnisme moderne et, deuxièmement, du caractère abstrait des perspectives générales offertes aux communistes européens dans la lutte contre l'opportunisme des partis eurocommunistes, sauf en ce qui concerne la défense de la souveraineté nationale, sur laquelle nous nous arrêterons plus longuement.

Sous le titre général de "Documents pour la critique du révisionnisme", UNITÉ PROLÉTARIENNE publie des articles dont le but est de favoriser une meilleure compréhension des réussites et des revers de la lutte pour le socialisme jusqu'ici.

Les articles, commentaires et autres textes publiés dans le cadre de cette série, sous le titre de "Documents...", ne représentent pas nécessairement le point de vue de notre Organisation qui est présentement engagée dans l'étude de ces questions et entend mener le débat largement dans ses rangs, avec ses lecteurs et amis, avec d'autres organisations et partis, avant d'adopter des conclusions fermes.

Tous nos lecteurs sont donc instamment invités à nous faire part de leurs commentaires, points de vue et critiques. Nous nous efforcerons de rendre compte du matériel que nous recevons, soit en le publiant, soit en le résumant.

L'avenir de notre lutte n'en sera que mieux assuré si nous parvenons à comprendre correctement son passé, qui fourmille de leçons dont le prolétariat doit aujourd'hui pouvoir profiter sans les distorsions qu'on a trop souvent fait subir à l'histoire de toutes parts en cette matière.

Incidemment, nos lecteurs voudront bien prendre note que l'article paru dans le numéro précédent de notre revue, le numéro 21, et intitulé **En 1960, qu'était devenu le camp du socialisme?**, *aurait dû être plus clairement identifié comme faisant partie de ces* **Documents de travail**.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Les origines du révisionnisme moderne

"Pris dans son ensemble, écrit Hoxha, *(le révisionnisme moderne) est le produit de la pression de la bourgeoisie sur la classe ouvrière..."*(2). Il ajoute: *"Le révisionnisme moderne (...) a sa source dans la politique hégémoniste de l'impérialisme américain"* (3).

Ainsi donc, le révisionnisme ne serait pas d'abord l'expression des intérêts d'une classe ou d'une fraction de classe dans les pays où il est apparu et s'est développé, mais il serait d'abord le résultat de l'action de la bourgeoisie et plus particulièrement de la bourgeoisie impérialiste américaine.

Et comment les idées révisionnistes issues de la politique hégémoniste américaine auraient-elles gagné l'Europe, l'URSS, la Chine et les divers pays du monde où des courants révisionnistes se sont développés? Suivant la séquence des événements présentés dans l'ouvrage de Hoxha (4), ces idées se seraient d'abord

1. **Enver Hoxha, *L'eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme*, Editions "8 Nentori', Tirana, 1980**
2. **Idem, p. 14**
3. **Idem, p. 25**
4. **Idem, pp. 26-65**

manifestées en 1943 dans le Parti communiste des USA alors que Browder en proposa la dissolution. On les retrouverait ensuite dans le Parti communiste de Chine et particulièrement chez Mao Zédong, et puis chez Tito du Parti yougoslave et enfin, dans le Parti soviétique de Khrouchtchev. A la même époque, les partis français de Thorez, italien de Togliatti et espagnol de Carrillo auraient été plus ou moins corrompus par les mêmes idées erronées.

Ces idées erronées, une fois apparues en raison de la pression de l'impérialisme, auraient pu se développer, en Europe notamment, en raison des conditions qui prévalaient dans cette région. Hoxha écrit: *"Les conditions économiques et politiques créées en Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale favorisèrent encore davantage la consolidation et la propagation des conceptions erronées et opportunistes qui existaient auparavant déjà dans les directions des partis communistes français, italien et espagnol..."* ([5]). Hoxha précise par la suite que les conditions politiques, c'est-à-dire *"le rétablissement de la démocratie bourgeoise"*, *"l'abrogation des lois fascistes"*, et *"l'essor économique d'après-guerre en Occident"* sont tous des facteurs qui ont contribué au développement du révisionnisme.

Ainsi, suivant Hoxha, le révisionnisme dans les pays impérialistes n'aurait pas eu son origine dans les partis communistes ni dans le prolétariat, mais il aurait trouvé son origine dans l'action de la bourgeoisie impérialiste et il se serait développé par la suite en raison de conditions particulières.

Pour ce qui est du révisionnisme soviétique, Hoxha le présente dans les termes suivants:

"En tant que courant idéologique et politique, le khrouchtchévisme ne présente pas de grande différence avec les autres courants du révisionnisme moderne. Il est le résultat de la même pression extérieure et intérieure de la bourgeoisie, du même écart par rapport aux principes du marxisme-léninisme, du même dessein de faire obstacle à la révolution et au socialisme, et de préserver et de renforcer le système capitaliste."([6])

"Le Parti communiste de l'Union soviétique s'est dégradé, étiolé, il est devenu le 'parti du peuple tout entier', autrement dit non plus le parti d'avant-garde de la classe ouvrière qui fait avancer la révolution et construit le socialisme, mais le parti de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, qui fait dégénérer le socialisme et s'attache à promouvoir la restauration du capitalisme." ([7])

ENVER HOXHA

L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme

Le dernier lire d'Enver Hoxha publié aux Editions "8 Nentori', Tirana, 1980

Cette analyse des origines du révisionnisme moderne, seulement résumée à grands traits ici, pose un certain nombre de questions auxquelles l'ouvrage de Hoxha n'apporte malheureusement pas de réponse. Parmi ces questions, il y a celle de savoir pourquoi la classe ouvrière en Europe et en Union soviétique a pu être si rapidement gagnée aux idées bourgeoises véhiculées par l'impérialisme américain; il y a celle, plus particulièrement, de la naissance d'une "nouvelle bourgeoisie révisionniste" en URSS; il y a encore celles de la place, dans ce processus, de la dissolution du Komintern en 1943 et du rôle du Kominform entre 1947 et 1956...

Le Komintern a été dissous en 1943

Il est assez étrange que, faisant remonter le révisionnisme moderne à la proposition formulée par Browder en 1943 sur la dissolution du Parti communiste des USA, Hoxha demeure muet sur la dissolution du Komintern qui est précisément survenue la même année. Etrange également qu'il ne mentionne même pas l'existence du Kominform, qui a pourtant joué un rôle central dans l'orientation des partis communistes pendant près de 10 ans.

Il faut se souvenir que le communiqué de juin 1943 annonçant la dissolution du Komintern, indiquait deux raisons à cette décision: la maturité des partis communistes et la diversité des situations concrètes dans lesquelles ils avaient à agir. On pourra bien par la suite critiquer Tito, Togliatti et d'autres pour leur "particularisme", ainsi qu'on a dit parfois, mais on ne devrait pas oublier que l'exécutif du Komintern leur avait ouvert la voie dès 1943. Et la suite des événements montrera amplement que du "particularisme national" au nationalisme, il n'y avait qu'un pas que la grande majorité des partis communistes auront vite fait de franchir.

C'est du même point de vue de la substitution du nationalisme bourgeois à l'internationalisme prolétarien que la ligne et les mots d'ordre du Kominform méritent d'être sérieusement analysés. Mais il y a plus que cela. Pourquoi le Kominform ne regroupait-il que 9 partis? Comment se fait-il qu'on y retrouvait 3 des partis où, suivant Hoxha, les positions révisionnistes les plus pernicieuses sont alors en plein développement, soit le parti de Tito, celui de Togliatti et celui de Thorez? Pourquoi le Kominform mettra-t-il le meilleur de

5. **Idem, p. 84**
6. **Idem p. 54**
7. **Idem, p. 56**

Le 24 avril 1978, lors fe son congrès, le Parti communiste espagnol dit adieu au léninisme officiellement.



ses énergies à promouvoir le mouvement en faveur de la paix dans le monde et la coexistence avec l'impérialisme et qu'il n'accordera qu'une attention vraiment mineure aux luttes que mènent les masses contre le même impérialisme en Chine, en Grèce et ailleurs?

Voilà des questions qui ne pourront rester sans réponse indéfiniment, même si pour le faire de façon satisfaisante, c'est-à-dire scientifique, il faille examiner la politique et l'action du Parti communiste de l'Union soviétique alors qu'il était encore sous la direction de Staline qui, incidemment, demeure aussi un grand absent dans l'ouvrage du camarade Hoxha.

Pour l'instant, nous croyons devoir dire qu'une étude historique qui doit ignorer de grands pans de la réalité de la période qu'elle analyse, peut difficilement être jugée satisfaisante d'un point de vue scientifique.

Quand la "nouvelle bourgeoisie révisionniste" de l'URSS est-elle née?

Que l'impérialisme américain ait joué un rôle significatif dans la dégénérescence du mouvement communiste international après la Seconde Guerre mondiale, personne n'en doutera. Mais il faut vite ajouter qu'une idéologie donnée ne peut trouver d'écho dans une classe ou une couche sociale particulière que si elle y rencontre au moins un certain nombre de personnes qui trouvent intérêt à y adhérer.

Ainsi, il est indéniable que les avantages que tire l'aristocratie ouvrière de la surexploitation à laquelle se livrent les bourgeoisies impérialistes à l'endroit des pays dominés, ont constitué un facteur déterminant dans le développement du révisionnisme après la Deuxième Guerre mondiale; et cette situation continue de jouer le même rôle dans la permanence du révisionnisme. Cela a été établi par Engels dès la fin du 19e siècle à propos de la classe ouvrière anglaise!

En d'autres termes, aujourd'hui comme hier, l'aristocratie ouvrière constitue la base sociale du révisionnisme, pour la raison bien simple que cette couche ouvrière profite de l'impérialisme de façon importante; il n'y a qu'à comparer les conditions de vie en Amérique du Nord et en Europe d'une part, à celles qui prévalent en Asie, en Afrique et en Amérique latine d'autre part, pour s'en convaincre. Voilà, ramené à l'essentiel ce qui a constitué la base sociale à l'origine du révisionnisme dans les pays impérialistes. Qu'en est-il pour les autres pays et plus spécialement pour un pays comme l'URSS?

On l'a vu plus haut, Hoxha affirme l'existence d'une "nouvelle bourgeoisie" en URSS à l'époque de Khrouchtchev. On comprend alors que celui-ci n'a finalement été que le porte-parole de cette nouvelle bourgeoisie, au sein même du Parti et de l'Etat. Si Khrouchtchev a été un élément parmi d'autres de cette bourgeoisie alors qu'il était membre du Parti, si en outre le Parti soviétique a compté dans ses rangs suffisamment de Khrouchtchev pour qu'ils arrivent à en prendre la direction et à le transformer finalement en parti bourgeois, on est forcé de reconnaître qu'un parti communiste peut devenir un parti bourgeois parce que dans sa composition même on retrouve des personnes qui ont des intérêts bourgeois. Ainsi, soit dit en passant, la thèse de Mao Zédong suivant laquelle la bourgeoisie est présente dans le parti dans un pays socialiste méritera peut-être d'être examinée avec plus de sérieux qu'on ne l'a fait jusqu'ici dans beaucoup d'organisations marxistes-léninistes y compris la nôtre incidemment.



Nikita Khrouchtchev qui succéda à Staline à la direction du Parti communiste d'Union soviétique. Son ascension au pouvoir et le triomphe de ses idées révisionnistes ne peuvent certainement pas s'expliquer par la génération spontnée.

Mais que la "bourgeoisie nouvelle" qui a entraîné l'Union soviétique dans le retour à une société de classe, ait été dans le parti ou pas, une chose est certaine et c'est que cette bourgeoisie nouvelle s'est constituée, ou en tout cas s'est donnée des bases, au sein même de la société soviétique. Bref, l'origine du révisionnisme en URSS reste aussi à être expliquée scientifiquement, car la nouvelle bourgeoisie révisionniste arrivée au pouvoir après la mort de Staline n'a certainement pas été importée des Etats-Unis! Cela, faut-il le répéter, suppose qu'on étudiera de façon moins schématique la nature des rapports de classe dans la société socialiste qu'on ne l'a trop souvent fait jusqu'ici. Pour cela, il faudra retenir que la société socialiste est une société de transition dans laquelle les rapports d'exploitation ne seront définitivement abolis que lorsque les conditions mêmes du communisme seront réalisées. Or, aucune société socialiste jusqu'ici n'est parvenue à ce stade de développement.

Des principes ou un programme?

Le dernier chapitre de l'ouvrage du camarade Hoxha est consacré à la présentation des principes qui doivent guider l'action des communistes, plus spécialement ceux de l'Europe de l'Ouest. En résumé, Hoxha y affirme qu'ils doivent se guider sur le marxisme-léninisme, qu'ils doivent construire des partis solides, disciplinés, des partis d'action et non pas de discussions; que ces partis doivent se lier aux masses, agir dans les organisations de masse et en créer eux-mêmes; qu'ils doivent porter attention aux syndicats, au mouvement des femmes et à la jeunesse.

Jusque-là, on ne trouve rien de bien neuf, rien qui n'ait été fréquemment répété depuis de nombreuses années, à commencer par la **Lettre en 25 points** (8) du Parti communiste chinois publiée en 1963.

Les principes que Hoxha rappelle dans le chapitre 4 de son ouvrage com-

---

8. *La Lettre en 25 points* **désigne les** *Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste internatignal*, **Comité Central du PC Chinois, Editions en langues étrangères, Pékin, juin 1963**

posent ce que souvent dans le mouvement on appelle la "la ligne générale du mouvement communiste". Il existe une confusion assez grande à l'heure actuelle sur l'importance relative d'une telle ligne de principe par rapport au programme que les communistes doivent mettre de l'avant. On peut facilement reconnaître l'importance qu'il y a à appliquer fermement les principes qui découlent de la théorie marxiste-léniniste pour édifier des partis révolutionnaires. Cependant, la construction de partis solides et de partis bien organisés ne remplacera jamais la constitution de partis pourvus d'une ligne politique juste, d'un programme juste qui permette dans chaque situation d'établir la stratégie et la tactique qui permettront au prolétariat de remporter des victoires et d'avancer dans la lutte pour le socialisme.

Ces principes laissés à eux-mêmes ne constituent qu'une démarcation bien abstraite et souvent même sans portée pratique réelle. Ainsi, quand on dit que les partis communistes doivent être des partis d'action et qu'ils ne doivent pas être limités par le légalisme et que, d'autre part, on condamne vertement le terrorisme, on n'a résolu aucun problème. Et on a laissé la question ouverte à savoir quelles sont les formes de lutte correctes.

Or, cette question ne peut pas se résoudre dans l'abstrait ni en la confiant, pour ainsi dire, aux masses, ainsi que le suggère ouvertement Hoxha:

"C'est dans la complexité de la lutte politique, idéologique et économique qu'apparaît aux yeux des masses le véritable caractère révolutionnaire des actions menées par les partis marxistes-léninistes à la tête de la classe ouvrière, contre la bourgeoisie, la social-démocratie, le révisionnisme et l'Etat bourgeois. **Les masses sont en mesure de distinguer les vraies actions révolutionnaires, qui sont dans leur intérêt, du terrorisme et de l'anarchisme."** (C'est nous qui soulignons — C. G.) ([9])

Admettons que les masses savent distinguer l'action révolutionnaire du terrorisme — ce qui mériterait d'être approfondi toutefois — la question se pose de savoir si les communistes, eux, savent le faire. Ils le sauront s'ils peuvent s'appuyer sur un programme, sur une stratégie, sur une tactique établis sur la base des conditions concrètes dans lesquelles ils ont à mener la lutte, et non pas sur des principes ou une "ligne générale" de principes. Ce qui démarque l'action directe révolutionnaire du terrorisme, ce n'est pas l'étiquette qu'on peut arbitrairement y apposer, c'est la ligne au service de laquelle cette action est mise. Or, pour juger de la justesse d'une ligne politique dans une situation donnée, il faut en définitive se référer au programme dont elle doit être la mise en application dans une situation donnée.

Ce qui essentiellement démarque les communistes des révisionnistes, c'est le programme qu'ils mettent de l'avant et qu'ils traduisent en stratégie et en tactique dans chaque situation particulière. Les marxistes-léninistes auront beau critiquer les révisionnistes pour avoir abandonné tel ou tel principe, ils auront beau réaffirmer constamment ces principes, leur action n'aura cependant de portée véritable que s'ils peuvent offrir une voie et une voie juste dans les luttes que le prolétariat doit mener aujourd'hui dans certaines situations particulières, et d'une façon plus générale, la voie de la révolution socialiste. Bref, au programme des révisionnistes, des eurocommunistes, les marxistes-léninistes ont comme tâche à l'heure actuelle d'opposer le programme de la révolution socialiste.

En fait, l'ouvrage du camarade Hoxha traite très peu des questions de programme ni pour faire une critique sérieuse du programme des révisionnistes européens, ni pour présenter le programme communiste.

La question nationale en Europe

Il serait erroné de dire que Hoxha n'aborde aucune question de programme: il en aborde une et c'est celle de la souveraineté nationale des pays ouest-européens. Laissons-lui la parole:

"Les eurocommunistes se refusent à reconnaître l'existence du grand problème national qu'est, dans chaque pays d'Europe occidentale, la question de la domination américaine et la nécessité de s'en affranchir. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à nos jours, l'impérialisme américain retient cette partie de l'Europe par toutes sortes de chaînes politiques, économiques, militaires, culturelles, etc. Si ces chaînes ne sont pas brisées, la démocratie bourgeoise que les eurocommunistes portent aux nues, ne pourrait être instaurée, et le socialisme encore moins." ([10])

Parlant plus loin de la nécessité des



Enrico Berlinger, président du Parti communiste italien, le plus influent parti eurocommuniste et le premier sans doutes à devenir un parti révisionniste très tôt dans l'histoire du mouvement communiste international.

alliances face aux menaces du fascisme et aux ingérences des superpuissances, Hoxha sera plus précis; il écrit alors: alors:

"Les eurocommunistes peuvent seriner tant qu'ils veulent que leurs pays sont libres et souverains. En fait, les peuples espagnol, italien, portugais et autres sont opprimés et exploités. Dans leurs pays existe une démocratie bourgeoise, mais l'Etat là-bas est pieds et poings liés au capital étranger. Le peuple, la classe ouvrière ne jouissent pas de la démocratie et de la souveraineté véritables. Ils ne sont pas libres, car tout chez eux est conditionné par le capital étranger." ([11])

Cette position politique, qui, incidemment, est l'une des seules sur laquelle Hoxha s'arrête dans son ouvrage, appelle un certain nombre de commentaires. Premièrement, elle ne se distingue pas fondamentalement de la position des eurocommunistes eux-mêmes. Ainsi, au 22e Congrès du Parti communiste français, Georges Marchais déclarait:

"Fidèle à sa tradition, le Parti communiste français combat et combattra avec toute son énergie pour garder à la France son indépendance, sa souveraineté, c'est-à-dire les moyens de la libre disposition de son peuple et d'une action internationale et efficace. Loin d'être une idée dépassée, l'indépendance nationale est une grande revendication de notre temps. Sa conquête, sa défense et sa consolidation sont à l'ordre du jour du monde contemporain. Il n'y a rien de plus actuel, de plus moderne que le combat pour l'indépendance, la souveraineté, l'épanouissement de la France. Le Parti communiste appelle à prendre leur place dans ce combat national tous les démocrates, tous les patriotes de notre pays." ([12])

9. Enver Hoxha, ouvr. Cité, p. 270
10. Enver Hoxha, ***L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme*****, Editions "8 Nentori', Tirana, 1980, p. 181**
11. Idem, p. 284

les démocrates, tous les patriotes de notre pays." ([12])

Deuxièmement, la défense de la souveraineté nationale des pays de l'Europe de l'Ouest et du monde occidental est une position constante de tous les partis révisionnistes, à commencer par celui du Canada, depuis la Deuxième Guerre mondiale. Elle est notamment la position défendue par le Parti communiste chinois dans sa fameuse *Lettre en 25 points* de 1963. Bref, cette position nationaliste a été un des facteurs essentiels de la dégénérescence du mouvement communiste international dans les années 50 et 60.

Finalement, selon Hoxha, le prolétariat des pays européens doit d'abord lutter pour la *"démocratie et la souveraineté véritables"* ([13]) avant même de lutter pour le socialisme, car il dit bien que *"si ces chaînes (de la domination US) ne sont pas brisées, la démocratie bourgeoise (est-ce la "démocratie véritable"? — C.G.) que les eurocommunistes portent aux nues, ne pourrait être instaurée, et le socialisme encore moins*" ([14]). On est en droit de se demander à quoi a servi tout le tapage qu'on a fait depuis deux ans avec la dénonciation de la "théorie des trois mondes", qui faisait des "superpuissances" l'ennemi principal des peuples, y compris des pays impérialistes moins puissants! ... Bien sûr, les "troismondistes" voient l'URSS comme l'ennemi principal des deux ennemis principaux des peuples du monde, mais ce que le point de vue de Hoxha et la théorie des trois mondes ont en commun, c'est qu'ils affirment que dans des pays impérialistes relativement puissants, le prolétariat doit **d'abord** défendre la souveraineté nationale contre un impérialisme plus puissant.

Nous nous sommes amplement expliqués sur cette question dans le passé et nous avons montré comment ce débat nous ramenait à la question centrale qui a divisé le Komintern de la IIe Internationale. Qu'aujourd'hui cette position nationaliste soit défendue par des partisans ou des opposants de la "théorie des trois mondes" ne changera rien à l'affaire: la ligne "indépendance et socialisme", pour la désigner par une expression bien connue au Canada, ligne révisionniste apparue au moment de Deuxième Guerre mondiale et qui a gangréné profondément le mouvement marxiste-léniniste depuis lors et qui continue de le faire encore aujourd'hui, doit être fermement rejetée et combattue.

* * *

Nous ne pouvons pas prétendre avoir fait une critique exhaustive de l'ouvrage d'Enver Hoxha. Nous pouvons encore moins prétendre avoir fait une critique valable du révisionnisme moderne tel qu'il se révèle dans le programme et la pratique des révisionnistes européens. Cependant, nous croyons avoir soulevé un certain nombre de questions suffisamment importantes qui demeurent sans réponse dans le livre d'Hoxha, pour convaincre les marxistes-léninistes que la critique du révisionnisme reste à faire en grande partie et surtout qu'elle ne peut pas consister à répéter indéfiniment les principes généraux du marxisme-léninisme ou encore ce qu'on appelle parfois la ligne générale du mouvement communiste international.

Le fait que le Parti du travail d'Albanie se soit longuement démarqué de la "théorie des trois mondes", d'une part, et le fait qu'il adopte des positions très proches de celles des défenseurs de cette théorie sur une question aussi importante que la voie de la révolution en Europe, c'est-à-dire une voie qui passe par la conquête de la "souveraineté véritable" avant la lutte pour le socialisme, devraient permettre de mieux comprendre ce que nous affirmons depuis des mois, à savoir que la lutte contre le révisionnisme est demeurée superficielle jusqu'ici, et qu'une réelle démarcation du révisionnisme, y compris dans sa forme eurocommuniste, passe et ne peut éviter de passer par l'élaboration d'un programme pour la révolution dans les divers pays et à l'échelle du monde.

Pendant que les partisans de Mao, d'une part, et ceux de Staline, d'autre part, se chamaillent sur des questions prétendument de principes et qu'ils ne font que répéter des affirmations tirées des classiques du marxisme-léninisme, les révisionnistes ont beau jeu de poursuivre leur travail de sape dans le mouvement ouvrier. Car, la critique concrète de leurs programmes, c'est-à-dire une analyse qui démontre les intérêts de classe ou des fractions de classes que ces programmes défendent, n'a pas été produite et la réponse à ces programmes réformistes que peut seul constituer un programme révolutionnaire n'a pas non plus été formulée. Comme quoi les marxistes-léninistes ont mieux à faire aujourd'hui que d'élever ou de détruire des "monuments"!

Charles Gagnon,
secrétaire général
de l'OMLC EN LUTTE!
15 août 1980

---

12. **PCF,** *Le Socialisme pour la France, 22e Congrès du PCF,* **Editions sociales, Paris, 1976, p.6**
13. **Enver Hoxha,** *L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme,* **Ouv. Cité, p. 284**
14. **Idem, p. 181**

Eléments de la stratégie révolutionnaire politico-militaire des Forces populaires de libération (FPL)


Traçant l'histoire de l'apparition des nouvelles forces révolutionnaires au Salvador, le texte que nous reproduisons aujourd'hui a été écrit par les *Forces populaires de libération* (FPL) Farabundo Marti. Il permet de saisir plus concrètement les étapes de la rupture avec les réformistes du Parti communiste du Salvador (PCS). Ce qui ressort en particulier, c'est l'influence très grande qu'a eue la révolution cubaine dans le rejet des thèses pacifistes et conciliatrices du PCS. C'est ainsi que la prise du pouvoir par la lutte armée à Cuba s'est imposée de fait comme une alternative pour les forces progressistes un peu partout en Amérique latine.

Par la suite, comme l'illustre ce texte des FPL, cette remise en question de la stratégie réformiste du parti révisionniste s'est étendue à toute une série de questions.

En même temps, le silence total du texte sur l'orientation qu'a empruntée la révolution cubaine après la prise du pouvoir permet de constater que le bilan critique de l'expérience cubaine est loin d'être un acquis pour beaucoup des forces révolutionnaires d'Amérique latine.



Etoile rouge (Estrella Roja) publie le présent document sur les éléments de la stratégie des Forces populaires de libération (FPL).

Ces éléments ont été synthétisés pour être divulgués parmi le peuple par la camarade Eva, dirigeante bien-aimée des FPL qui est tombée aux côtés des camarades Francisco et Antonio lors de l'héroïque combat contre les forces de la tyrannie, les 10 et 11 octobre 1975. Ils ont donné leur vie pour la cause du peuple.

Le camarade Francisco et d'autres camarades ont eu une participation active pour l'élaboration de ce document.

* * *

Pour comprendre l'émergence et le développement actuel de la stratégie révolutionnaire au Salvador, il faut d'abord revenir brièvement sur quelques antécédents historiques de la lutte de classes depuis vingt ans. Ces données vont permettre de voir les changements opérés dans la politique de l'impérialisme, et ceux qui ont eu lieu au sein du mouvement révolutionnaire latino-américain, en particulier au Salvador.

Le cadre général

Un des aspects fondamental qui caractérise la situation actuelle en Amérique latine, c'est l'aiguisement profond de la lutte des classes, engendré par les contradictions antagoniques qui se manifestent dans le système actuel de capitalisme dépendant. Ces contradictions se sont aggravées ces dernières années. Toutes ces conditions doivent être situées dans le cadre de la crise générale du capitalisme décadent à l'échelle mondiale.

Dans les pays latino-américains, cette lutte de classes a conduit, depuis vingt ans, à l'affrontement entre l'impérialisme, allié à la bourgeoisie locale de chacun de ces pays, et la classe ouvrière, la paysannerie et le reste des secteurs populaires. Cette lutte s'est concrétisée par le développement de la révolution et de la contre-révolution. Le triomphe victorieux de la révolution cubaine à la fin des années 50 constitue un fait historique qui ouvre la voie au développement de la lutte de classes sur le continent. L'exemple du peuple cubain aura une profonde influence sur l'avenir du développement du mouvement révolutionnaire. Cette influence aura un



impact également sur la politique de l'impérialisme yanquee et des oligarchies locales. Les premiers (les révolutionnaires) doivent développer de nouvelles formes de lutte contre les oppresseurs, essentiellement, cela concerne l'utilisation de la lutte armée. Les exploiteurs, pour leur part, se trouvent devant la nécessité d'adapter les formes de leur domination générale aux nouvelles conditions de la lutte de classes.

Quelles ont été, concrètement, les transformations opérées en Amérique latine suite à la révolution cubaine? (en ce qui concerne la lutte des classes)

1- **Dans la politique de l'impérialisme.** La prise du pouvoir par les forces révolutionnaires cubaines a été un coup innatendu, pour les Etats-Unis et les dictatures fantoches en place en Amérique latine. En effet, ces derniers pensaient que le régime de Fidel Castro n'était rien d'autre qu'un gouvernement bourgeois avec des allures populistes. Ils étaient loin de soupçonner que ce régime réaliserait une politique de profonds changements dans la structure économique. Néanmoins, l'impérialisme a vite compris la leçon.

Pendant les années quarante et après la Deuxième Guerre mondiale, dont le camp socialiste était sorti renforcé, les Etats-Unis avaient, à cette époque, lancé une grande offensive à l'échelle mondiale, centrée principalement sur le plan militaire, et développé une industrie de guerre complexe, étendant la course aux armements à tout l'hémisphère. Cette offensive avait pour but d'empêcher la consolidation du camp socialiste et le "danger" que celui-ci ne s'étende en envahissant d'autres pays. Elle avait pour but la défense des monopoles et des entreprises multinationales yanquee qui défendent les intérêts de tout le monde capitaliste.

En 1960, l'impérialisme doit affronter en Amérique latine un nouvel ennemi, un danger plus immédiat et concret que la révolution cubaine laissait entrevoir et qui menaçait de s'étendre à tout le continent: ce danger, c'était les bourgeons de l'insurrection populaire qui germaient à l'intérieur de chaque pays. Cela obligea l'impérialisme yanquee (à l'époque de l'administration Kennedy) à réviser et adapter sa stratégie et sa tactique aux nouvelles conditions d'essor du mouvement populaire sur le continent.

A partir des années 1960, les Etats-Unis, appuyés par les oligarchies locales d'Amérique latine, implantent un nouvelle stratégie: la stratégie de la guerre contre le peuple qui vise à retenir ou empêcher le développement ou la généralisation du mouvement révolutionnaire, et à écraser toute tentative insurrectionnelle du peuple. Il est intéressant de rappeler une citation de Robert Kennedy durant ces années, concernant l'avenir de l'Amérique latine: *"La révolution latino-américaine est inévitable. Ce que nous pouvons faire par contre c'est d'en changer le cours."* Cette nouvelle politique sera annoncée à la réunion des présidents latino-américains qui s'est tenue à Punta del Este (Uruguay), en 1961.

La stratégie de guerre contre les insurrections avait un contenu économique, politique et militaire. Elle comprenait au moment de sa formulation 3 éléments de base:

a) **Une politique de développement** au plan socio-économique qui vise à promouvoir l'"aide externe" aux pays dépendants. D'une part, cette politique visait à créer, par le biais de diverses réformes, une image favorable aux régimes en place, dans le but d'aller chercher le soutien des masses et de neutraliser l'influence des organisations révolutionnaires. D'autre part, cette politique ouvrait une nouvelle voie de pénétration aux capitaux impérialistes.



On a instauré au même moment un prétendu processus d'industrialisation afin d'utiliser la main-d'oeuvre à bon marché que constituaient les ouvriers d'Amérique latine.

b) **Au plan militaire,** l'impulsion de l'action antiguerrilleriste et de l'action répressive contre la population visait principalement à empêcher la naissance et la consolidation des organisations révolutionnaires afin de contenir le développement de la lutte armée et les tentatives d'insurrection des masses.

c) Au plan idéologique: Ces mesures furent complétées en adaptant l'éducation aux nouveaux besoins économiques et politiques. Un contrôle plus strict

Qui sont les Forces populaires de libération Farabundo Marti?

Les **Forces populaires de libération** (FPL) **Farabundo Marti** du Salvador se définissent comme une organisation révolutionnaire politique et militaire de caractère clandestin. Elles se revendiquent du marxisme-léninisme. C'est d'ailleurs en mémoire du fondateur du **Parti communiste salvadorien** que les FPL ont adopté le nom de Farabundo Marti, assassiné en 1932 par le général Martinez, qui inaugura du même coup l'ère des dictatures militaires au Salvador.

C'est en avril 1970 que s'amorcèrent les premières activités de formation des FPL Farabundo Marti. Dès le début aussi, les FPL ont organisé des activités de guérilla urbaine.

Les objectifs anti-impérialistes et anticapitalistes des FPL se résument en 5 points:

1- Détruire l'Etat bourgeois;
2- Eliminer en tant que classe la bourgeoisie terrienne;
3- Expulser du sol salvadorien toutes les forces impérialistes;
4- Instaurer un gouvernement populaire révolutionnaire sous l'hégémonie du prolétariat et ayant pour base l'alliance avec la paysannerie.
5- Créer les bases pour l'édification intégrale du socialisme.

était exercé contre la presse et les médias d'information à l'échelle de l'Amérique latine. Cela a donné naissance à une guerre psychologique qui visait à semer la confusion, la peur et le désordre dans l'esprit du peuple.

Cette politique oblige les impérialistes et les oligarchies locales à effectuer certains changements: transformer les vieilles structures de l'Etat; moderniser les armées en place et les forces répressives; entraîner les armées aux nouvelles techniques antiguerrilleras et répressives contre le peuple; moderniser ses appareils de renseignement et de contrôle et transformer les vieilles institutions publiques pour en mettre de nouvelles en place. Tous ces changements ne visaient qu'une seule chose: développer la contre-révolution.

Dans le mouvement populaire d'Amérique latine

La révolution cubaine a constitué un facteur externe favorable aux conditions objectives et subjectives propres à chaque pays. Elle a contribué à éveiller la disposition et la combativité des masses et la sensibilité des révolutionnaires latino-américains.

La révolution cubaine rompait avec une série de schémas dogmatiques soutenus pendant plusieurs décennies par les dirigeants traditionnels. Ces schémas étaient enracinés dans la majorité des partis communistes d'Amérique latine qui avaient abandonné les positions marxistes-léninistes sur la révolution socialiste du peuple et avaient sombré dans une politique conciliatrice et collaborationniste avec les bourgeoisies locales.

La majorité de ces partis considéraient que l'alternative socialiste du peuple était une possibilité trop éloignée, que d'orienter leur stratégie et leur tactique vers la prise du pouvoir par le peuple ne correspondait pas aux conditions existantes.

Ces partis considéraient que le premier pas à franchir consistait à développer certaines "étapes préalables" d'organisation, où il fallait amener tous les secteurs du peuple à la lutte révolutionnaire à travers des formes exclusivement pacifiques. Ces partis considéraient qu'il était possible, à cette étape, d'établir des alliances avec des secteurs de la bourgeoisie "nationale" et "progressiste" qui entraient en contradiction avec l'impérialisme et les oligarchies latifundistes locales.

Tout cela était sous-entendu dans la thèse erronée suivant laquelle nos pays sont des pays semi-féodaux, et qu'il existe une bourgeoisie nationale qui pourrait "encore" jouer un rôle révolutionnaire par l'instauration de régimes démocratiques bourgeois. Selon cette thèse, l'instauration de tels régimes permettrait de développer rapidement le capitalisme sur la base d'une bourgeoisie nationale et, avec lui, la classe ouvrière, ce qui constitue une étape préalable nécessaire pour déclencher la lutte révolutionnaire jusqu'au socialisme.

La réalité s'est chargée de démasquer ces positions conciliatrices et réformistes.

La remise en question des vieilles thèses traditionnelles ne s'est pas faite attendre et elle n'en est pas restée au plan idéologique. Durant les années qui ont suivi le triomphe cubain, les conditions de l'émergence de la lutte armée populaire dans presque tous les pays ont été créées. De nouvelles organisations révolutionnaires apparaissent. Ces organisations veulent la libération de leur peuple et tentent de mettre en pratique leurs positions stratégiques.

Plusieurs de ces premières tentatives ont cependant échoué. Les positions stratégiques et tactiques qui étaient mises de l'avant ne correspondaient pas aux conditions qui prévalaient en Amérique latine. Plusieurs de ces échecs ont été caractérisés par différents facteurs:

1- Une véritable analyse marxiste des sociétés latino-américaines n'avait pas été faite. Par conséquent, il ne pouvait y avoir de ligne stratégique et tactique cohérente et complète, qui corresponde à la réalité.

2- On n'a pas réussi à dépasser les conceptions élitistes d'origine petite-bourgeoise dont la vision à court terme conduit à mépriser les formes de lutte du peuple, en particulier la lutte politique de masse. Ces conceptions conduisent également à réduire le rôle de la classe ouvrière en tant que classe dirigeante de la révolution, et à considérer la lutte armée comme la

Assemblée de la Coordonnatrice révolutionnaire des masses au Salvador.



forme de lutte de l'avant-garde et non comme la lutte du peuple, celui-ci étant considéré comme un simple soutien pour la guérilla et non comme sa composante principale.

3- La vision subjective et unilatérale de la guerre révolutionnaire a entraîné chez plusieurs organisations des déviations de type militariste.

4- On a tenté d'appliquer de façon mécanique et dogmatique l'expérience cubaine.

5- Le manque de maturité des organisations révolutionnaires est illustré par la difficulté à dépasser les influences populistes et putchistes. Ces influences conduisent, dans certains cas, à surestimer les forces de l'impérialisme et à penser qu'il est possible qu'une lutte rapide précipite l'insurrection générale sans que les conditions soient mûres.

6- L'intensification de l'action contre-révolutionnaire de l'ennemi à tous les niveaux. Dans plusieurs cas, cela a entraîné l'encerclement politique et militaire de la guérilla, qui se trouvait ainsi isolée du peuple.

Malgré les facteurs qui ont caractérisé ces échecs, les défaites passagères du mouvement révolutionnaire latino-américain fournissent une riche expérience afin d'élaborer une nouvelle stratégie marxiste révolutionnaire qui corresponde aux nouvelles conditions historiques.

Il faut comprendre que ces dix premières années (1960-70) de la lutte populaire font partie du processus de maturité politique et de développement graduel du mouvement révolutionnaire latino-américain dans son ensemble. Il ne faut pas concevoir cette période comme un phénomène isolé sans liens (ou détaché) de la situation présente. Certaines organisations d'avant-garde actives aujourd'hui ont tiré les leçons de ces premières années de lutte. Elles savent ce qu'il en coûte d'avoir une vision trop immédiate, une vision subjective et unilatérale du processus révolutionnaire, et, très souvent une conception élitiste de la guerre considérée comme quelque chose de réservé à l'avant-garde. Ces organisations ont également appris qu'il ne fallait pas sous-estimer l'impérialisme yankee



qui possède encore, malgré la crise qui le secoue, des forces puissantes et qui tourne actuellement les yeux plus férocement vers l'Amérique latine, renforçant ainsi la contre-révolution sur tous les plans.

Au Salvador

Depuis le massacre de 1932 dans notre pays, où plus de 30,000 ouvriers et paysans ont perdu la vie ainsi que des dirigeants révolutionnaires courageux comme, entre autres, Farabundo Marti, Luna et Zapata, les organisations de gauche avaient avandonné la perspective stratégique de la PRISE DU POUVOIR PAR LE PEUPLE. Il s'agit concrètement du Parti communiste du Salvador (PCS), qui a abandonné cette ligne stratégique sous prétexte que les forces de l'ennemi étaient trop puissantes et parce qu'il n'a pas évalué correctement le potentiel révolutionnaire du peuple. Ces organisations estimaient que le peuple était trop faible, pas encore organisé, qu'il n'avait pas de conscience et de disposition et que la prise du pouvoir était donc quelque chose de très éloigné.

Durant les décennies qui suivent 1932, le PCS a adopté des positions conservatrices et capitulardes face à la bourgeoisie. Même quand il envisageait la nécessité de renforcer et de développer les forces afin de provoquer des transformations graduelles dans le rapport de forces, le PCS entrevoyait cette nécessité de façon mécanique, sans perspective de prise du pouvoir. Il divisait ce processus en étapes sans aucun lien les unes avec les autres, mettant de l'avant une période d'accumulation pacifique des forces et l'utilisation de la violence révolutionnaire en dernier lieu. Ainsi, le PCS donnait aux luttes revendicatives des masses un contenu et une pratique politique étroite, prisonnières de l'influence bourgeoise, avec une vision à court terme et sans perspective stratégique révolutionnaire.

Toute cette pratique répondait à une conception traditionnelle et métaphysique qui présentait le processus révolutionnaire comme une série d'étapes successives, sans lien les unes aux autres et considérées de manière linéaire. Selon cette conception, il fallait d'abord avoir accompli les tâches qui correspondaient à chaque étape avant de penser à en développer de nouvelles.

"Les directions traditionnelles conçoivent l'accumulation des forces comme un processus lié exclusivement à l'action pacifique de la lutte de masse: il s'agit simplement de développer les luttes revendicatives des masses et la participation aux élections (quand cela était permis par le régime) et ce, dans le seul but d'atteindre des objectifs immédiats."

"La perspective de la prise du pouvoir politique n'étant pas claire, la lutte des masses par des moyens exclusivement pacifiques n'était pas liée à des objectifs révolutionnaires clairs. Cette lutte servait concrètement les intétêts d'autres classes, soit ceux de la soi-disant bourgeoisie progressiste."

"On considérait qu'il était possible que la bourgeoisie "progressiste" puisse arriver au pouvoir avec l'appui des forces conscientes du peuple. Une fois au pouvoir, cette bourgeoisie progressiste instaurerait un régime démocratique qui remplacerait la tyrannie militaire "pro-oligarchiste et pro-impérialiste", et réaliserait par la suite les réformes démocratiques bourgeoises nécessaires à l'affaiblissement du pouvoir économique et politique de l'oligarchie latifundiste. De cette manière, la lutte des masses n'était pas liée de façon consciente à un objectif véri-

tablement révolutionnaire. On cherchait plutôt à remplacer un régime de tyrannie militaire par un **gouvernement bourgeois.** *Avec ce gouvernement, on aurait une plus grande marge de démocratie ce qui fournirait des conditions légales favorables au développement de l'organisation et de la lutte ouverte des forces démocratiques, y compris les secteurs de la gauche. Cet effort visant à instaurer un gouvernement démocratique s'est concrétisé clairement lors des luttes politiques de 1944 et il est demeuré au coeur de la stratégie politique des forces de gauche pour l'époque qui a suivi."* (Tiré de: Materiales Basicos de las FPL — Matériaux de base des FPL)

Ces thèses erronées qui avaient le statut de dogmes au sein du PCS, ont été contredites par la réalité après la révolution cubaine. Cela a conduit au développement de la lutte idéologique au sein de la gauche, lutte qui ouvrira le pas et permettra que se développe une nouvelle stratégie qui correspond à la réalité de notre pays à l'époque historique actuelle.

C'est alors qu'est apparue la nécessité d'inclure dans les objectifs stratégiques un élément fondamental: l'orientation vers la prise du pouvoir par le peuple, comme objectif stratégique des forces révolutionnaires. Il fallait aussi, en second lieu, mettre de l'avant la nécessité de résoudre le problème des FORMES de lutte et des MOYENS DE BASE qui permettraient d'atteindre la prise du pouvoir.

Quand on étudie la situation du pays, qui a été soumis pendant plusieurs années à une tyrannie criminelle qui renforce de jour en jour ses méthodes de répression et sa domination politique, on peut conclure ce qui suit: étant données les conditions qui existent dans notre pays et la tendance que prend les événements, **LE POUVOIR POLITIQUE NE POURRA ÊTRE CONQUIS QUE PAR LE PEUPLE GRÂCE À LA LUTTE ARMÉE.**

"Ces deux éléments constituaient un pas en avant significatif en ce qui concerne la stratégie révolutionnaire. Ils n'étaient cependant que des mots, car la conception des méthodes de base par lesquelles s'effectue l'accumulation des forces est demeurée en pratique la même." (Materiales Basicos de las FPL)

Même si la lutte armée était reconnue comme le moyen décisif pour la prise du pouvoir, nous en avions en même temps une conception erronée. Celle-ci ne représentait pas un moyen qui favorise le développement des forces pour la révolution. Au contraire, la lutte armée était considérée comme néfaste, puisque, selon les opportunistes, elle empêchait la participation des larges masses à la lutte revendicative, mettait en danger les libertés démocratiques du peuple, provoquait la répression politique de la part du régime et enfin, conduisait à la destruction du mouvement populaire. Par conséquent, il fallait au cours de cette longue période utiliser exclusivement des moyens pacifiques et éviter les actions armées puisque les conditions nécessaires n'étaient pas réunies. Ainsi, la lutte armée était reportée comme une forme de lutte uniquement nécessaire durant les périodes de combats décisifs pour la prise du pouvoir au moyen de l'insurrection armée populaire.

L'expérience révolutionnaire cubaine exerce encore une très forte influence partout en Amérique du Sud, malgré la mainmise de plus en plus évidente de l'Union soviétique sur ce pays.



En définitive, on considérait que la lutte armée était valable pour une époque postérieure à la soi-disant époque d'accumulation des forces. Pour réaliser ce processus, on estimait qu'il fallait accomplir une série de tâches essentielles, qui constituaient des "pas préalables" sans lesquels il serait impossible et inoportun d'initier la lutte armée au pays (qui devrait se développer dans le cours d'une situation révolutionnaire).

Il fallait, selon cette conception, réunir les conditions suivantes avant d'enclencher et développer la lutte armée:
1- Organiser la classe ouvrière de la ville et de la campagne;
2- Créer l'unité syndicale;
3- Organiser la paysannerie;
4- Créer l'alliance ouvrière-paysanne, base de l'alliance des forces progressistes;
5- Organiser les différents secteurs populaires.

Et durant ce large processus d'organisation, de mobilisation et de prise de conscience du peuple, la lutte armée était considérée comme tout-à-fait nuisible.

La révolution cubaine a démontré que la thèse fondamentale de la stratégie traditionnelle ne correspond pas à la situation historique actuelle. Elle a démontré que ces thèses étaient dogmatiques et que, loin de contribuer au développement du processus révolutionnaire latino-américain, elles constituaient au contraire un frein pour celui-ci.

Il a été démontré concrètement:
1- *"Qu'il n'est pas nécessaire que toutes les conditions révolutionnaires objectives et subjectives (propres à une situation révolutionnaire) soient réunies pour déclencher la lutte armée. Qu'il fallait, pour déclencher la lutte armée, qu'un nombre suffisant de conditions objectives et un certain degré de conditions subjectives soient réunis (principalement l'existence d'une série d'organisations révolutionnaires, un degré de conscience acceptable et une discipline à la lutte").*
2- *"Que la lutte armée, liée aux autres formes de lutte, en particulier la lutte politique de masse, accélère la création*



et le développement de l'organisation, de la conscience révolutionnaire de larges secteurs du peuple, et est beaucoup plus efficace que la seule lutte politique des masses réalisée par des moyens exclusivement pacifiques".
3- *"Que la lutte armée est un élément essentiel pour le développement des forces et qu'elle permet de changer plus rapidement le rapport de forces militaire et politique nécessaire au triomphe de la révolution".* (Materiales Basicos de las FPL)

Cependant, même si la réalité était en contradiction avec les projets stratégiques dogmatiques des organisations traditionnelles, celles-ci ne se transformaient pas. Elles se sont refermées autour de leurs vieilles conceptions ce qui les a conduit aujourd'hui à se transformer en organisations dont l'opportunisme de droite profond retarde le développement de la lutte révolutionnaire du peuple.

La lutte idéologique et politique qui s'est déroulée au sein du PCS et du mouvement syndical pendant plus de dix ans, a conduit inévitablement les éléments les plus avancés et conséquents avec les intérêts du prolétariat et de la révolution à rompre. Cette rupture s'est produite quelques mois après la guerre contre le Honduras et les élections (1969-70). A ce moment, le PCS appuyait ouvertement la politique d'agression de la bourgeoisie salvadorienne dirigée par Sanchez Hernandez et lançait des appels au peuple pour qu'il se prépare à contribuer à cette guerre fratricide.

Cette rupture constitue un événement historique qui va marquer profondément le nouveau tournant qu'adopte le mouvement révolutionnaire au Salvador.

En 1970, les organisations clandestines politico-militaires, les Forces populaires de libération et l'Armée populaire révolutionnaire (FPL et ERP) voient le jour dans notre pays. Avec ces organisations, émerge la lutte armée populaire (la guérilla révolutionnaire) sur le territoire national, ce qui constitue un bond qualitatif dans le développement du processus révolutionnaire au Salvador et en Amérique centrale.

Au cours des derniers 6 ans, la pratique a démontré la justesse ou le caractère erroné des projets stratégiques et tactiques de chacune de ces organisations. Cela a constitué un pas en avant dans le développement théorique et pratique des perspectives stratégiques au Salvador et dans la maturité politique et la capacité de direction atteinte par les organisations révolutionnaires et, concrètement, par les FPL.

(traduction réalisée par UNITÉ PROLÉTARIENNE à partir du premier chapitre de la brochure espagnole intitulée Que son las — FPL — "Farabundo Marti"? no 2, publiée au Salvador par les FPL en janvier 1976)

Interventions critiques en économie politique

Analyser la crise actuelle...

Il faut souligner la parution du no 5 de la revue québécoise *Interventions critiques en économie politique* qui est presque entièrement consacré à l'analyse de la crise actuelle et de ses mécanismes fondamentaux. *Interventions critiques* est une revue trimestrielle publiée depuis deux ans à Montréal par un collectif de collaborateurs progressistes. La revue veut faire servir ses analyses à la lutte du mouvement ouvrier, c'est pourquoi elle aborde l'économie d'abord comme un instrument de critique de l'économie politique bourgeoise, d'où son nom.

Dans son dernier numéro, le collectif définit le sujet de son étude: *"La crise n'est pas seulement qu'une abstraction pour savants théoriciens; elle est une réalité bien palpable, quotidienne. Elle explique et détermine bien des actions, des ripostes du mouvement ouvrier et populaire"* (1). C'est pourquoi, la revue nous offre près d'une dizaine d'articles sur ce sujet, en plus de quelques articles ayant trait à l'actualité, à l'enseignement, à l'art, etc.

Parmi les articles qu'il vaut la peine de souligner, on peut citer un texte de Louis Gill rédigé au départ à la demande du Secrétariat d'action politique de la CSN, intitulé *L'économie capitaliste en crise, quelques éléments de réflexion.*Ce document qui a le mérite d'être facilement accessible s'attache surtout à expliquer les mécanismes fondamentaux de la crise capitaliste en les illustrants d'exemples récents sur l'inflation, la surproduction, le chômage, etc. Il s'agit là d'un article fort utile à ceux qui voudraient se familiariser avec les mécanismes essentiels de la crise.

A un autre niveau, l'article bien documenté de C. Deblock et J. Charest, *La nouvelle politique monétaire canadienne*, arrive pour ainsi dire à point en cette période d'instabilité monétaire. L'article constitue une bonne réfutation des théories dites monétaristes qui prônent la restriction de la circulation monétaire comme solution aux crises. Comme l'indiquent les auteurs en conclusion: *"La Banque du Canada s'est fixée comme mission historique de venir à bout de l'inflation. Quand bien même ses politiques pourraient précipiter aujourd'hui l'économie dans le marasme et la stagnation (...) Le seul problème, c'est que les banques centrales, qu'elles aient à leur tête des keynésiens ou des monétaristes, n'ont jamais pu empêcher, malgré toutes leur bonnes intentions, les crises, le gaspillage et les privations qu'elles entraînent"*(2).

Soulignons finalement l'article de Pierre Paquette sur *Le labyrinthe pétrolier* qui brosse un tableau de l'évolution du marché pétrolier, en particulier depuis la crise du pétrole du début des années 70. L'article présente aussi des conclusions qu'on aurait souhaitées plus développées sur la question du pétrole au Canada et les rivalités qu'elle entraîne.

On ne peut, en terminant, que féliciter la revue d'accorder dans ses pages une large place à la publication d'articles inédits et de nouvelles recherches dans le domaine de l'économie. Il faudra surveiller avec intérêt le prochain numéro qui doit porter sur le capitalisme au Québec. •

1. *Interventions critiques en économie politique. La crise,* **no 5, printemps-été 80, p. 5**
2. Idem, p. 150

Principes du communisme (Engels)

L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat (Lénine)

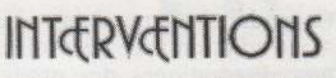
Deux textes courts qui en disent long

"Le problème est que le lecteur que je suis n'a pas le temps de se taper la lecture de tout ce qu'ont écrit ces hommes et les différents partis communistes du monde afin de pouvoir suivre et participer aux débats".

Ce témoignage, publié dans le journal EN LUTTE! du 5 août dernier (no 212), est sans doute représentatif du sentiment de beaucoup de nos lecteurs désireux de participer en connaissance de cause aux débats sur l'origine du révisionnisme.

Les principes du communisme constituent justement un de ces écrits synthétiques qui, en l'espace de quelques pages, nous fournissent un tableau d'ensemble de l'évolution de la société et de l'objectif historique qu'il revient à la classe ouvrière de réaliser.

Ecrit en 1847 par Engels, *Les principes du communisme* servira de





la crise.

PRINTEMPS-ETE 80 n°5

Interventions critiques en économie politique no 5

Bientôt disponible aux librairies l'Etincelle et The Spark.

Abonnements: régulier ($10.00), de soutien ($15.00), groupes populaires ($10.00), institutions ($20.00), étranger ($20.00).

Envoyez vos demandes d'abonnement à Interventions, Centre multi-ethnique St-Louis, 3553 rue St-Urbain, local 320, Montréal, H2X 2N6

canevas pour la rédaction, quelques mois plus tard, du *Manifeste du Parti communiste*. C'est ce qui explique une certaine maladresse dans l'exposé, due au caractère schématique du texte, rédigé sous forme de questions-réponses. Mais, et peut-être précisément à cause de ce caractère schématique, *Les principes du communisme* ont le grand mérite de faire apparaître l'épine dorsale de l'analyse marxiste, scientifique, de l'histoire. En particulier, la façon dont Engels présente les tâches du socialisme est particulièrement éclairante aujourd'hui quant à l'abandon de ces tâches dans les pays prétendument socialistes de l'Europe de l'Est, Albanie exceptée.

"La suppression de la propriété privée est même le résumé le plus bref et le plus caractéristique de cette transformation de tout l'ordre social que rend nécessaire le développement de l'industrie, et pour cette raison, elle constitue, à juste titre, la principale revendication des communistes" (question 14).

Ce point de vue d'Engels est certes le plus connu des principes du communisme. Mais, il est significatif qu'Engels en parle comme d'un **résumé**, et non comme du tout. Car il précise aussi que le nouvel ordre social *"supprimera, par conséquent, la concurrence et lui substituera l'association"* et qu'il instaurera la *"communauté des biens"* (Idem). En un mot, le socialisme signifie non seulement la suppression de la propriété privée des moyens de production (usines, terres, moyens de transport, etc.) mais aussi l'instauration de nouveaux **rapports sociaux** entre les hommes, rapports basés non plus sur la concurrence, mais sur l'association. Cela signifie aussi que *"la répartition de tous les produits d'un commun accord"* devra remplacer le régime du marché. Et à travers ces trois aspects de la construction socialiste, c'est la division du travail elle-même qui est remise en question.

"L'existence des classes est provoquée par la division du travail, et celle-ci, sous les formes qu'elle a connues jusqu'ici, disparaîtra complètement" (question 20).

Car il faut voir qu'il y a un lien indissoluble entre la *"gestion commune de la production"* et la création d'*"hommes complètement différents de ceux d'aujourd'hui"*, *"des hommes dont les facultés sont développées dans tous les sens et qui sont en état de dominer tout le système de production"* (Idem).

F. ENGELS

PRINCIPES DU COMMUNISME

V. LENINE

L'ECONOMIE ET LA POLITIQUE A L'EPOQUE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

C'est en ce sens aussi que le socialisme devra éliminer l'antagonisme entre la ville et la campagne. Dans ce sens aussi qu'il devra transformer la famille actuelle basée sur *"la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme et celle des enfants vis-à-vis des parents"* (question 21).

Sur le plan de la stratégie politique, *Les principes du communisme* est aussi très révélateur. On y voit qu'Engels, déjà, entrevoyait, à travers le caractère universel de la révolution prolétarienne la nécessité, dans les pays moins développés, d'une révolution par étapes caractérisée par la *"domination politique du prolétariat"* (question 18). Mais en même temps, c'est dans les pays les plus développés, et en particulier l'Angleterre à l'époque, qu'Engels voit les conditions les plus propices à la révolution. L'histoire pourtant aura montré que c'est dans les pays capitalistes les moins développés, en particulier la Russie, qu'éclatera d'abord la révolution.

A ce titre, le court texte de Lénine, *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, écrit en novembre 1919, s'avère un complément très utile au texte d'Engels. Et cela à un double titre. D'abord parce qu'il révèle le caractère particulièrement aigu des difficultés que pose la construction du socialisme dans un pays où la petite production marchande est dominante et crée, pour ainsi dire spontanément, les conditions de renaissance du capitalisme. C'est en effet un paradoxe de notre époque qu'en raison du développement de l'impérialisme et de sa conséquence, la corruption d'une mince couche de la classe ouvrière dans les pays développés, c'est dans les pays dominés que la révolution éclate. Or, c'est aussi dans ces pays que la base économique pour la construction du socialisme est la plus faible. C'est là sans doute un facteur objectif dont il faut tenir compte pour comprendre la faillite du socialisme en Europe de l'Est et en Chine.

Mais, au delà des particularités de la Russie, le texte de Lénine précise la conception scientifique d'Engels sur le socialisme comme "période de transition" entre le capitalisme et le communisme, c'est-à-dire comme une période d'**affrontements** *"entre le capitalisme vaincu, mais non anéanti, et le communisme déjà né, mais encore faible"*. Cela veut dire que la victoire finale est loin d'être acquise et que *"la lutte de classe des exploiteurs déchus contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire le prolétariat est devenue incomparablement plus acharnée"*.

Principes du communisme et *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat* ne sont pas des textes récents. Mais, comme nous venons de le voir, ils sont d'une actualité brûlante. Disponibles * en anglais et en français aux Editions de Pékin, et pour une somme très modique, ce sont là deux textes qui pourront aider chacun à participer de plain-pied au débat de ligne politique pour la victoire du communisme. •

*** Aux lirairies l'Etincelle et The Spark, respectivement au prix de $0.30 et $0.20.**

Disponibles aux librairies L'Etincelle et The Spark

L'Internationale syndicale rouge, D. Losovsky (Maspéro) $10.50

Iran, le maillon faible, Behrang (Maspéro); analyse de la situation en Iran avant la révolution $24.05

Luttes de classes et dévalorisation du Capital, D. Magaline (Maspéro) $16.65

Unité et lutte, Amilcar Cabral (Maspéro); textes d'Amilcar Cabral $8.50

Critique de Malthus, K. Marx et F. Engels (Maspéro) $7.50

Voyage d'un naturaliste — de la Terre de Feu aux Galapagos, C. Darwin (Maspéro) $7.40

Histoire de la Palestine, Lorand Gaspar (Maspéro) $7.50

Le quotient intellectuel, Michel Tort (Maspéro); critique de l'évaluation du quotient intellectuel $5.50

Crimes de guerre chinois au Vietnam, (Le courrier du Vietnam) $0.25

Les Hoas au Vietnam — Tome II (Le courrier du Vietnam) $0.50

La faillite de l'agression chinoise, (Hanoï, 1979) .. $0.25

Le rapport Hite, S. Hite (Laffont); enquête sur la sexualité féminine $21.40

Teach-in sur l'avortement, (Service aux étudiants/Cegep de Sherbrooke) $3.00

Va voir maman...papa travaille, F.Dorin (Laffont); roman sur les relations entre les hommes, les femmes et les enfants $14.20

La nouvelle chanson chilienne, J. Clouzet (Seghers); analyse des chansons dans l'histoire récente du Chili $13.05

El lute — Dans la gueule du loup, E. Sanchez (Seghers); récit d'un militant antifasciste en Espagne $19.65

La science, l'art et la classe ouvrière, A. Bogdanov (Maspéro, 1977, 291 p.) $14.80

Marxisme et révolution sexuelle, Alexandra Kollontaï (Maspéro, 1979, 284 p.) $7.50



MONTREAL
LIBRAIRIE
L'ETINCELLE
325 Ste-Catherine est,
Montréal, Qué.
tél.: (514) 844-0756
Heures d'ouverture
Lun., Mar., Mer., de 10h à 18h
Jeudi, Vendredi de 10h à 21h
Samedi de 10h à 17h

QUEBEC
LIBRAIRIE
L'ÉTINCELLE
110 St-Vallier ouest,
Québec, Qué.
C.P. 64, St-Sauveur
tél.: (418) 522-2186
Heures d'ouverture
Lun., Mar., Mer., de 12h à 17h30
Jeudi, Vendredi de 12h à 21h
Samedi de 12h à 17h

VANCOUVER
THE SPARK
25 Cordova ouest,
Vancouver, C.-B.
tél.: (604) 681-7723
Heures d'ouverture
Mer. au Ven. de 18h à 21h
Samedi de 11h à 16h

TORONTO
THE SPARK
2749 Dundas ouest,
Toronto, Ont.
tél.: (416) 763-4413
Heures d'ouverture
Mer. au Ven. de 19h à 21h
Samedi de 10h à 17h

Liste partielle des points de vente d'UNITÉ PROLÉTARIENNE ou du journal EN LUTTE!

Cette liste est encore très partielle, pour la compléter, faites-nous connaître les nouveaux points de vente dans votre région.

VANCOUVER

Spartacus Bookstore
311 West Hastings
Vancouver, C.-B.

Le Bouquineur de Vancouver Ltée
1222 Robson
Vancouver, C.-B.

Friendly Grocery
Corner 3rd Avenue & Victoria
Vancouver, C.-B.

Star Weekly News
Coin 2nd Avenue/
Commercial Drive
Vancouver, C.-B.

Octopus Books
Commercial Drive
Vancouver, B.C.

ONTARIO

McMaster University
Hamilton, Ontario

Book Villa
185 est King
Hamilton, Ontario

Windsor University Bookstore
Université de Windsor
Windsor, Ontario

Octopus Books
837 Bank
Ottawa, Ontario K1S 3V9

MONTRÉAL

Métro Joliette
Montréal, Qué.

Carrefour Variétés
3270 Rosemont (coin St-Michel)
Montréal, Qué.

Tabagie Grech
1559 Jean-Talon
Montréal, Qué.

Tabagie du Coin
1800 Mont-Royal
Montréal, Qué.

Librairie l'encrier

1499 Laurier est
Montréal, Qué.

Kiosque Pine
Coin Pine/St-Laurent
Montréal, Qué.

Tabagie Perreault
Coin St-Denis/Mont-Royal
Montréal, Qué.

Librairie Raffin
6722 St-Hubert
Montréal, Qué.

Kiosque Mont-Royal
Coin Mont-Royal/St-Denis
Montréal, Qué.

Variétés Chambord
1280 Gilford
Montréal, Qué.

Librairie Opuscule
Coin Gilford/St-Denis (sud-ouest)
Montréal, Qué.

Variétés Frontenac
2600 Frontenac
Montréal, Qué.

Librairie Hachette
550 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Vari-Mag
826 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Métro Beaudry
1225 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Librairie Faubourg
1351 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Librairie Déom
1773 St-Denis
Montréal, Qué.

Chercheur de trésor
12 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Métro St-Laurent
Coin Maisonneuve/St-Laurent
Montréal, Qué.

Librairie Caron
251 Ste-Catherine est
Montréal, Qué.

Publications régulières de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!

- *EN LUTTE!*, organe central de l'Organisation, publié à toutes les semaines en anglais et en français et diffusé à travers le Canada. Le journal EN LUTTE! a publié dans ses pages de nombreux suppléments sur les questions politiques de l'heure ainsi que des cahiers de formation communiste visant à diffuser largement les principes du marxisme-léninisme.
- *UNITÉ PROLÉTARIENNE*, revue théorique du l'Organisation, publiée en français et en anglais à tous les trois mois.

Brochures disponibles

- *Programme et Statuts de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!*, avril 1979.
- *Le IIIe Congrès de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!*, comprenant le Rapport politique, le Programme, les Statuts et autres documents, 2e trimestre 1979.
- *Pour le Parti prolétarien*, octobre 1972. ($0.75)
- *Contre l'économisme*, à propos du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO), septembre 1975. ($0.65)
- *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens, Contre le sectarisme de la LC(m.-l.)C*, juillet 1976. ($1.00)
- *Les tâches des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle* (réédition du discours du deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, mai 1975), mars 1977.
- *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*, communiqué du Comité central d'EN LUTTE!, avril 1977.
- *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, Déclaration du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! à l'occasion de la IIIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens tenue à Montréal les 9, 10 et 11 septembre 1977, septembre 1977.
- *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*, sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle, février 1978.
- *Pour l'unité du prolétariat canadien*, notes sommaires sur la conjoncture actuelle, avril 1977.
- *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, mars 1977.
- *Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales*, contre l'oppression nationale, mars 1978.
- *Hommes et femmes du prolétariat: un seul ennemi, un seul combat*, mars 1978.
- *L'objectif et l'action des communistes canadiens dans les syndicats aujourd'hui*, mai 1978.
- *Le PCC(m.-l.) une organisation révisionniste d'agents provocateurs*, juin 1978.
- *La LC(m.-l.)C, la voix du social-chauvinisme au Canada*, février 1979.
- *Qui manipule les syndicats?*, juin 79.
- *Manifeste pour le mouvement ouvrier, Dehors McDermott!, Non à la politique bourgeoise dans les syndicats!*, septembre 1979.
- *Guerre de religion ou révolution populaire en Iran: qui dit vrai!*, janvier 1980.
- *Appel aux travailleurs du Québec: Ni fédéralisme renouvelé ni souveraineté-association*, février 1980.
- *Le Québec a le droit de choisir*, février 1980.

Tous ces documents sont disponibles en anglais et en français. Le Programme et les Statuts de l'Organisation sont aussi disponibles en italien, portugais et espagnol.

¡NO! A LA INTERVENCION IMPERIALISTA



EN EL SALVADOR

201-22 Prix: $2.00